



STRATÉGIE POUR LE PATRIMOINE CULTUREL EN EUROPE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

# LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES



STRATÉGIE POUR LE PATRIMOINE CULTUREL EN EUROPE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

# LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

Édition anglaise :

*European Heritage Strategy for the 21st Century*

*The golden collection of good practices*

*Les vues exprimées dans cet ouvrage sont de la responsabilité des auteurs et de leurs États membres et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.*

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être traduite, reproduite ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique (CD-Rom, Internet, etc.) ou mécanique, y compris par photocopie, enregistrement ou tout système de stockage ou de recherche d'informations, sans autorisation écrite préalable du Conseil de l'Europe (Direction de la participation démocratique, Division Culture et Patrimoine, Conseil de l'Europe, 67075 Strasbourg Cedex) ou par e-mail : Strategy21@coe.int.

Toutes les images photographiques identifiées dans cet ouvrage ont été fournies par les États membres (et leurs directeurs de projet), sauf indication contraire.

Couverture, conception, mise en page et impression :  
BANIAN ITC d.o.o., Zagreb, Croatie

© Conseil de l'Europe, octobre 2019

#### REMERCIEMENTS

La coordinatrice de la Stratégie 21 du Conseil de l'Europe, Ivana Hrdas Papadopoulou, a créé le concept de cette publication, a recueilli les bonnes pratiques auprès des États membres et les a mises en forme. Nous remercions tout particulièrement le Secrétariat du Conseil de l'Europe, en particulier Alison Helm, Catherine Emezie, Caroline Dubois-Lenihan et Jenny Mitcalf de leur contribution durant le processus de rédaction en anglais, ainsi que notre collaborateur Pierre Paquet pour la version française. Nous tenons également à remercier les membres du Comité directeur pour la culture, le patrimoine et le paysage pour leur coopération et l'aide qu'ils nous ont apportée pour obtenir des bonnes pratiques pour cette publication, sans oublier la Direction générale des patrimoines du Ministère de la culture français pour sa contribution financière, accordée dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Europe.



# SOMMAIRE

**Avant-Propos 5**

**Introduction 6**

**Composantes ST21 8–119**

**Composante sociale (S) 8**

Bons exemples S **10**

LES PROFESSIONS DES ROMS EN TANT QU'ÉLÉMENTS IMPORTANTS DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL (POLOGNE) **10** | 100 AUDIODESCRIPTIONS DE MONUMENTS HISTORIQUES – 100 ANS D'INDÉPENDANCE (POLOGNE) **14** | FÊTE NATIONALE DU COSTUME TRADITIONNEL (MOLDOVA) **18** | CAPSULE DE MÉMOIRE : LA MÉMOIRE COLLECTIVE DES LUTTES POPULAIRES À TOR BELLA MONACA (ROME) (ITALIE) **22** | JOURNÉES DU GÂTEAU DES MINEURS / RUDARSKA GREBLICA (CROATIE) **25** | JALKAUTUVA MUSEO - « LE MUSÉE ENTRE DANS LE VILLAGE » (FINLANDE) **28** | LE POUVOIR DE LA COOPÉRATION : RESTAURATION D'UNE ÉGLISE AVEC LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT ET DE LA COMMUNAUTÉ (LITUANIE) **31** | « MISSION PATRIMONIALE », CHANTIERS DE BÉNÉVOLES INTERNATIONAUX - UNION REMPART (FRANCE) **34** | CRÉER UNE FÉDÉRATION DES ORGANISATIONS DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL (NORVÈGE) **37** | PLANS PATRIMONIAUX LOCAUX - RENFORCER LES COMPÉTENCES ET LES CAPACITÉS LOCALES PAR LA PLANIFICATION (NORVÈGE) **41**

**Composante « développement territorial et économique » (D) 44**

Bons exemples D **46**

VILLAGE THÉMATIQUE DE L'EXTRACTION DE LIGNITE (POLOGNE) **46** | CRÉATION D'UN PORTAIL INFORMATISÉ DU PATRIMOINE CULTUREL COMPRENANT UN SYSTÈME DE GESTION DES DONNÉES ET UN SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (GÉORGIE) **49** | TRADITIONS RENOUVELABLES : HISTOIRES, SAVOIR-FAIRE, ÉNERGIE, PROVENANCE (ROYAUME-UNI) **53** | DESCOPERA - FESTIVAL DE MUSIQUE CLASSIQUE EN PLEIN AIR (MOLDOVA) **58** | PORTAIL DE CONSEILS POUR LA CONSTRUCTION ET LA RESTAURATION (NORVÈGE) **62** | LA GUILDE DE LA RÉPARATION (NORVÈGE) **65** | PRIX DU PATRIMOINE CULTUREL, VILLE HANSÉATIQUE LIBRE DE BRÈME (ALLEMAGNE) **68** | DEBELA GRIŽA (SLOVÉNIE) **71** | RÉUTILISATION DE BÂTIMENTS RURAUX EN SLOVÉNIE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL (SLOVÉNIE) **74** | MARCHÉ ROMAIN (PORTUGAL) **77** | PATRIMOINE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : L'EXEMPLE DE BIBRACTE (FRANCE) **80** | MUSÉE DU LOUVRE-LENS (FRANCE) **83**

**Composante « Connaissance et éducation » (K) 86**

Bons exemples K **88**

ARCHÉOLOGIE POUR LES ENFANTS (GÉORGIE) **88** | L'HISTOIRE CULTURELLE COMME SOURCE DE CONNAISSANCES POUR LE TEST DE STRESS CLIMATIQUE (PAYS-BAS) **91** | LE PATRIMOINE LOCAL DANS L'ÉDUCATION (NORVÈGE) **94** | LE RETABLE DE RODE EN GROS PLAN - MUSÉE NIGULISTE (ESTONIE) **97** | HAAPAMÄKI – LE PATRIMOINE CULTUREL VU PAR LES ENFANTS (FINLANDE) **101** | DRAGODID.ORG - PRÉSERVER LES TECHNIQUES DE MAÇONNERIE À PIERRE SÈCHE DE L'ADRIATIQUE ORIENTALE (CROATIE) **104** | PRÉSERVER ET PROMOUVOIR LA CULTURE MINIÈRE DU NORD-PAS DE CALAIS (FRANCE) **107** | MUPOP – MUSÉE DES MUSIQUES POPULAIRES (FRANCE) **110** | LES COMPAGNONS DU DEVOIR (FRANCE) **113** | C'EST MON HÉRITAGE ! (FRANCE) **116**

**Annexe I | Méthodologie / critères de sélection 120**

**Annexe II | Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle : 121**  
composantes, défis et recommandations

**Annexe III | Partage d'expériences - Sites Internet de référence 123**



## AVANT-PROPOS

Le Conseil de l'Europe s'est engagé à promouvoir une gestion intégrée et coordonnée du patrimoine culturel. La Recommandation 2017 du Comité des Ministres pour une « Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle » (Stratégie 21) est un excellent outil de sensibilisation et d'échange de bonnes pratiques entre les acteurs du patrimoine culturel en Europe. Dès le début, les experts qui ont rédigé la Stratégie 21 ont été très clairs sur l'importance de cette approche.

Grâce au soutien de la France, le Conseil de l'Europe publie aujourd'hui un premier aperçu des exemples les plus importants de mesures qui ont été prises jusqu'à présent pour la mettre en œuvre. Cette « Collection dorée » est un témoignage convaincant des progrès réalisés.

La crédibilité des actions menées par les pays, les régions, les collectivités et les acteurs locaux en faveur du patrimoine culturel dépend d'une évaluation appropriée et structurée. La collection constitue une partie importante de ce processus.

Elle est d'autant plus importante qu'elle met en valeur la richesse du patrimoine européen, qui continue d'inspirer des millions de personnes sur notre continent et au-delà.

Je tiens à remercier tout particulièrement la France pour le soutien qu'elle a apporté à ce travail considérable et tous ceux qui ont participé à la promotion de la Stratégie 21. J'espère que la lecture de ces témoignages vous donnera des idées aussi riches que motivantes.

Gabriela Battaini-Dragoni



*Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe*

# INTRODUCTION

Le ministère de la Culture, et plus particulièrement la Direction générale des patrimoines, a toujours été très attaché au suivi des travaux que le Conseil de l'Europe mène depuis de nombreuses années dans le domaine du patrimoine.

Il s'agit du principal organe intergouvernemental européen responsable des questions de patrimoine et de paysage. Chaque année, des représentants des administrations du patrimoine des 50 États parties à la Convention culturelle européenne de 1954 du Conseil de l'Europe ainsi que des représentants des organisations professionnelles et de la société civile se réunissent à Strasbourg pendant trois jours pour discuter des faits nouveaux, des programmes actuels et des perspectives futures dans les domaines de la culture, du patrimoine et du paysage. Ce comité intergouvernemental s'appelle le CDCPP (Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage) et son mandat est validé par le Comité des Ministres des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Bruno Favel, chef du département des affaires européennes et internationales de la Direction générale des patrimoines, a présidé le Comité pendant trois ans.

Le rôle spécifique du Conseil de l'Europe dans le domaine du patrimoine est de proposer aux pouvoirs publics et à la société civile des programmes d'in-

tervention pour améliorer durablement l'utilisation des ressources du patrimoine et des paysages sur un territoire donné, en particulier au moyen d'outils normatifs validés (conventions), notamment :

- La Convention culturelle européenne du Conseil de l'Europe (Paris, 1954) ;
- La Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (Grenade, 1985) ;
- La Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (La Valette, 1992) ;
- La Convention européenne du paysage (Florence, 2000) ;
- La Convention du Conseil de l'Europe sur les infractions visant des biens culturels (Nicosie, 2017).

En outre, pour les États signataires, la Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (Faro, 2005) reconnaît le droit des citoyens d'accéder au patrimoine culturel et d'être associés à sa gestion afin de promouvoir la recherche et le développement scientifique et de définir une responsabilité politique envers le patrimoine. La France travaille dans l'esprit de Faro.

C'est là que réside l'originalité de cette approche, qui est fondée sur la participation des citoyens européens à la protection, la mise en valeur et la transmission du patrimoine et qui soutient notre patrimoine culturel,

l'attractivité des territoires et l'amélioration du cadre de vie.

Le Conseil de l'Europe contribue également à la mise en valeur d'un patrimoine européen commun en renforçant les politiques de défense des droits de l'homme et de la démocratie et en considérant le patrimoine et le paysage comme un potentiel de développement humain, social et économique. Par exemple, le Conseil a lancé en 1975 une campagne de sensibilisation de l'opinion publique, « L'Europe, un patrimoine commun », qui a débouché sur de nombreuses initiatives et projets patrimoniaux sur tout le continent européen.

Dès le début, le Conseil de l'Europe a soutenu de nombreuses initiatives et programmes de sensibilisation, tels que :

- Les Journées européennes du patrimoine (JEP), lancées en 1984 par la France, se sont étendues à toute l'Europe en 1991 sous l'égide du Conseil. Depuis 1999, elles sont le fruit d'une action commune du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne ;
- Le programme « Itinéraires culturels », lancé en 1987, met en valeur les initiatives locales, régionales, nationales et transnationales pour la protection et la valorisation du patrimoine européen.



Trente-huit itinéraires traversent plus de 30 pays et valorisent des ressources clés pour un tourisme responsable et un développement durable, notamment l'architecture et les paysages, les influences religieuses et historiques, la gastronomie et le patrimoine immatériel, ainsi que les arts, la littérature et la musique.

Sous l'égide du Conseil de l'Europe, des « plateformes » d'échanges européennes telles que le Réseau du patrimoine européen (réseau HEREIN) sur les politiques de protection du patrimoine offrent un espace aux administrations qui veulent échanger des informations et des bonnes pratiques.

Ce réseau a permis de faire éclore l'idée d'organiser un événement culturel européen sur le thème des jardins : en 2018, pour la première fois depuis sa création en France en 2003, 16 pays européens ont participé aux *Rendez-vous aux jardins*, sur proposition de la Direction générale du patrimoine du ministère français de la Culture. Les *Rendez-vous aux jardins* ont été lancés à Paris le 1er juin 2018, dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel, par les ministres allemand et français de la Culture. Les thèmes choisis, « l'Europe des jardins » et les jardins en image, communs à tous les pays, ont connu un grand succès, avec plus de 2.700 parcs et jardins

ouverts en Europe et 2 millions de visiteurs. En 2019, 20 pays participent aux *Rendez-vous aux jardins* sur le thème « Les animaux dans le jardin ».

En 2015, dans le cadre de la Présidence belge du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, les Ministres des États parties à la Convention culturelle européenne ont adopté la Déclaration de Namur, signe de leur volonté de défendre une approche commune et unifiée de la gestion du patrimoine culturel. En février 2017, les Délégués des Ministres ont adopté la Recommandation CM/Rec(2017)1 aux États membres sur la « Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Cette conférence ministérielle a été motivée par plusieurs facteurs, parmi lesquels la crise économique qui ébranle l'Europe, le vieillissement de la population, le problème de la transmission des connaissances et du savoir-faire en Europe dans les domaines du patrimoine ou le déplacement des populations en raison de conflits ou de catastrophes naturelles.

La Stratégie 21 propose une gestion intégrée du patrimoine. Ses « recommandations » proposent différentes façons de relever les défis en adoptant une approche multidisciplinaire, collaborative et ambitieuse pour chacune des trois composantes de la Stratégie : « sociale », « développement territorial

et économique » et « savoir et éducation ».

A ce jour, plus d'une centaine de bonnes pratiques ont été recueillies et mises en ligne sur le site Internet consacré à la Stratégie 21. Préparée par le Conseil de l'Europe, en partenariat avec la Direction générale du patrimoine du ministère de la Culture, la présente publication met en lumière des exemples emblématiques afin d'illustrer et de renforcer cette Stratégie européenne du patrimoine culturel pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Dans le prolongement de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 et dans le contexte du nouveau plan d'action pour le patrimoine récemment adopté par la Commission européenne, il est intéressant et stimulant de noter que la coopération entre les institutions européennes se renforce.

La présente publication met donc en lumière les progrès et les avancées réalisés dans les secteurs patrimoniaux en Europe au cours des dix dernières années, ainsi que les formidables opportunités que représente le patrimoine pour l'innovation, le développement économique et la cohésion sociale et environnementale. Elle montre également que le rôle du Conseil de l'Europe consiste à lancer des idées, réaliser des perspectives et impulser une dynamique à l'échelle paneuropéenne.



**Bruno Favel**

*Chef du Département des affaires européennes et internationales, Direction générale du patrimoine, ministère de la Culture ; ancien Président du Comité directeur du Conseil de l'Europe de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP) ; Coordinateur national de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018.*

# CHAPITRE 1

---



S

LA COMPOSANTE  
« SOCIALE »

**S1** Mieux impliquer les citoyens et les collectivités locales dans la valorisation de leur patrimoine au quotidien

**S2** Rendre le patrimoine plus accessible

**S3** S'appuyer sur le patrimoine pour affirmer et transmettre les valeurs fondamentales de l'Europe et de la société européenne

**S4** Valoriser le patrimoine comme lieu de rencontre et vecteur de dialogue interculturel, de paix et de tolérance.

**S5** Promouvoir et évaluer les pratiques et procédures de participation citoyenne.

**S6** Créer un cadre approprié permettant aux communautés et aux collectivités locales d'agir au profit de leur patrimoine et de sa gestion.

**S7** Développer et valoriser des programmes participatifs d'identification du patrimoine.

**S8** Stimuler les initiatives des collectivités locales et de la population pour réhabiliter le patrimoine.

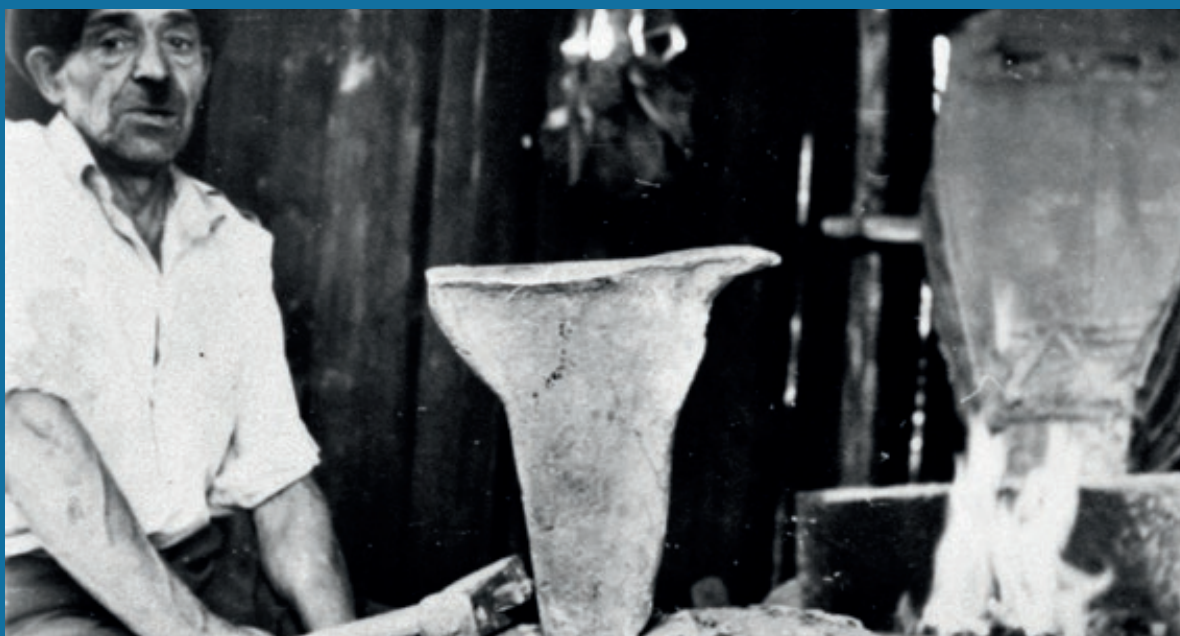
**S9** Soutenir les projets intergénérationnels et interculturels en faveur du patrimoine.

**S10** Faciliter et favoriser les partenariats (publics et privés) pour des projets de conservation et de valorisation du patrimoine culturel.

**La « composante sociale » (S) porte sur les relations du patrimoine avec les sociétés, la citoyenneté, la transmission et le partage des valeurs démocratiques par des méthodes de gouvernance participative et de bonne gouvernance au moyen d'une gestion participative.**

# S1 (S4, K7)

## LES PROFESSIONS DES ROMS EN TANT QU'ÉLÉMENTS IMPORTANTS DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL (POLOGNE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Alina Doboszezwska

#### ORGANISATION

— Fundacja Dobra Wola

#### COURRIEL

— [dobrawola.fundacja@gmail.com](mailto:dobrawola.fundacja@gmail.com)

#### SITE INTERNET

— <http://www.dobrawola.eu/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

— <https://www.facebook.com/Fundacja-Dobra-Wola-122068804475954/>

#### LIEU

— Pologne, Cracovie

### RECOMMANDATION S1

#### Mieux impliquer les citoyens et les collectivités locales dans la valorisation de leur patrimoine au quotidien

Les citoyens prennent part à des projets à titre individuel ou collectif, soit par le biais d'une simple sensibilisation, soit par celui d'une participation active. Des collectivités et associations locales les associent parfois à des actions de recensement, d'interprétation, d'étude ou de promotion du patrimoine.

#### Pistes d'action recommandées pour S1

- Organiser des visites de découverte animées par les habitants et les professionnels du patrimoine : quartiers, villages, villes, ateliers d'artisanat, musées, bibliothèques, etc.
- Favoriser les manifestations d'artisans locaux visant à faire découvrir et à promouvoir des savoirs et savoir-faire locaux.
- Organiser des manifestations intégrant l'utilisation du patrimoine vernaculaire : four à pain, moulin à huile, machines à vapeur, musées locaux, musique, danse, légendes, traditions, etc.
- Réaliser des enquêtes sur la demande sociale pour identifier les attentes, les centres d'intérêt, les motivations et les freins de la population (jeunes, retraités, nouveaux arrivants, etc.).
- Développer la sensibilisation aux outils numériques en faveur de la valorisation et du partage du patrimoine.
- Mettre en place une politique de publication : brochures, dépliants, ouvrages scientifiques.
- Produire des programmes audiovisuels et numériques associant la population : émissions de télévision et de radio, partage de projets en ligne ou concours (presse, etc.) stimulant la participation active des citoyens.
- Construire des projets participatifs d'identification du patrimoine et d'aménagement intégrant le patrimoine.

### DÉFIS S1

#### Défis sociétaux

- Améliorer la qualité de vie.
- Préserver la mémoire collective.
- Favoriser la gestion participative.
- Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du développement

- Construire une société plus inclusive et cohésive.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Dans la culture rom, différentes branches de l'artisanat et des professions traditionnelles (comme la chaudronnerie, la ferronnerie, la menuiserie, la vannerie, le tissage, la divination, la musique ou la médecine par les plantes) ont existé au cours des siècles. En Pologne, ces métiers sont maintenant en déclin. L'artisanat a toujours représenté un élément essentiel des cultures des groupes migratoires d'Europe centrale et orientale. D'ailleurs certains noms propres roms tirent leur nom de l'artisanat pratiqué. Aujourd'hui encore, dans certaines régions des Carpates (par exemple à Spiš, en Slovaquie), le terme tsigane est utilisé pour désigner un « forgeron ». Ce n'est qu'au début de la seconde guerre mondiale qu'un recensement détaillé de la population rom a été effectué en Pologne (concernant les professions exercées). Leur mode de vie migratoire était dû à la diffusion de leurs professions dans toute l'Europe centrale et la délocalisation d'une communauté rom était liée à la recherche de régions propices au commerce.

Le développement de l'industrie moderne a entraîné un recul de l'artisanat et un déclin rapide des professions et des métiers d'artisan. L'afflux de divers produits finis bon marché a également accéléré cette disparition. En outre, l'évolution du mode de vie a fait disparaître l'intérêt pour des petits métiers tels que les pratiques divinatoires, la médecine par les plantes, etc.. Il est donc grand temps de recueillir les éléments d'une culture mourante avant qu'il ne soit trop tard. L'équipe de projet est composée de 5 personnes. Alina Doboszewska Adriana Danekova, Magdalena Kwiecińska, Paweł Lechowski et Monika Szewczyk ont réalisé des études ethnographiques sur le terrain à partir de conversations, d'entretiens, d'observations, d'enregistrements de séquences vidéo sur des métiers et professions en voie de disparition et d'autres éléments du patrimoine culturel rom. Ces études ont consisté à recueillir des témoignages oraux ainsi que des documents photographiques et cinématographiques sur les métiers et professions.

Les récits des témoins des métiers exercés ont ainsi donné une vision globale d'une culture matérielle, des modes de vie traditionnels et aussi du rôle des Roms dans les sociétés locales. Les documents visuels ont permis d'archiver les pratiques liées aux divers métiers. Ils sont également devenus un outil important de transmission des connaissances aux générations futures. En effet, les images peuvent être utilisées comme outil d'enseignement dans les pratiques de certaines professions.

### Les résultats des projets sont les suivants :

- Un film documentaire, « Romane Butia. Romany Professions », auteurs : Alina Doboszewska, Magdalena Kwiecińska, Paweł Lechowski ; montage Tomasz Liszkowski ;
- Un film documentaire « They Were Blacksmiths, They Were... », auteure : Monika Szewczyk ; montage Krzysztof Krzyżanowski ;
- Le livre « Directly from the Pot. Culinary Traditions of the Romany », auteures : Magdalena Kwiecińska, Monika Szewczyk ;
- Exposition « The Romany Blacksmiths in Spisz », réalisée au Musée des Tatras à Zakopane, auteure : Magdalena Kwiecińska ;
- Une brochure « The Romany Blacksmiths in Spisz », auteur : Paweł Lechowski.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

1<sup>er</sup> avril 2015

## OBSTACLES / BARRIÈRES

L'enjeu de nos projets était de coopérer avec la communauté rom, laquelle se méfie de ceux qui n'en font pas partie en raison des expériences difficiles vécues en marge d'une société majoritaire pendant des centaines d'années. Il ne s'agissait pas seulement pour les Roms de laisser entrer chez eux des membres de l'équipe de projet. Il leur fallait aussi parler d'eux-mêmes devant la caméra et de partager ensuite ces témoignages avec le public. L'exercice était d'autant plus difficile que les personnes moins instruites, en particulier, n'étaient pas tout à fait conscientes de ce que nous faisions et dans quel but. Comme elles étaient difficiles à approcher, il fallait compter sur l'aide de personnes qu'elles connaissaient bien et en qui elles avaient confiance.

Lors des entretiens, il était important de suivre les règles éthiques appliquées dans les projets d'histoire orale, de traiter les interlocuteurs comme des sujets et non comme des objets et de respecter leurs droits fondamentaux et leur dignité. Il fallait également tenir compte de la question de la responsabilité sociale des personnes chargées de la mise en œuvre, en particulier à l'égard de groupes spécifiques tels que les minorités ethniques et religieuses ou les groupes marginalisés. Dans le cadre de notre projet sur les Roms, nous avons mené une longue procédure de concertation avec des experts sur la méthode et la manière dont nous pouvions montrer à l'écran comment les personnes interrogées pouvaient être perçues par les autres membres de la communauté rom. Le non-respect de ces directives pouvait causer de graves préjudices à nos interlocuteurs ou les exclure de la communauté.

Nous nous sommes heurtés à une autre difficulté, celle d'étudier des phénomènes en disparition, autrement dit des professions qui ne sont pratiquement plus exercées en Pologne. Afin de ne pas nous baser exclusivement sur des souvenirs et des photographies, nous nous sommes rendus en Slovaquie, où des artisans roms sont toujours en activité même s'ils savent souvent qu'ils sont les derniers représentants de leur profession. Comme ces personnes sont dispersées, nous avons dû nous rendre dans des endroits souvent lointains situés dans les régions montagneuses du pays, ce qui nous a pris beaucoup de temps.



## CHANGEMENT / IMPACT

En Pologne, la sensibilisation du public à l'égard des Roms est fondée sur des stéréotypes culturels négatifs qui se transmettent de génération en génération, notamment l'aversion au travail, le vol, la mendicité et la fraude. Cette image est accentuée et perpétuée par les médias qui, en quête de sensations, soulignent avec excès tous les comportements négatifs et stigmatisent ainsi cette minorité ethnique. Des études sociologiques montrent que les Roms constituent le groupe le plus mal classé parmi toutes les minorités nationales et ethniques en Pologne.

Date de fin

**31 octobre 2018**

Selon l'enquête la plus récente du CBOS, quelque 75 % des personnes interrogées ont exprimé leur hostilité à l'égard des Roms. Il est donc d'autant plus difficile pour les membres de cette communauté de trouver un emploi que leurs professions ont disparu, ce qui aggrave leur marginalisation. Faire revivre la tradition rom dans le cadre du travail peut renforcer les populations roms elles-mêmes et changer l'hostilité du public à leur rencontre. Cette politique est importante puisque ce groupe n'a pas de tradition écrite et a donc besoin d'aide pour restaurer son patrimoine pendant qu'il est encore possible de recueillir des souvenirs auprès des survivants du passé.

Dans ce cas, l'enjeu social consiste à remettre en cause les stéréotypes négatifs dont les Roms sont victimes et à valoriser leur patrimoine culturel immatériel.

Les témoignages vidéo obtenus serviront à remettre en question ces images négatives. Les vidéos projetées sont complétées par des activités éducatives qui appliquent des méthodes d'éducation non formelle, l'objectif visé étant d'améliorer l'image des Roms dans l'opinion publique.

La vidéo est actuellement l'un des moyens de communication les plus répandus et les plus efficaces. Dans le cas des jeunes en particulier, elle devient l'une des formes les plus attrayantes d'éducation non formelle. Cette technique peut être utilisée de diverses manières, par exemple pour des projections publiques et en association avec de nouveaux médias (Internet). Les projections sont complétées par des débats et des activités visant des personnes de tous âges et profils professionnels. Les participants à ces événements

acquièrent des connaissances sur l'histoire et la culture du peuple rom. Grâce à l'utilisation d'exercices interculturels spéciaux, ils ont l'occasion de remettre en cause les stéréotypes négatifs qu'ils véhiculent. L'évaluation effectuée auprès des participants à l'atelier indique que cette méthode de communication est efficace et conduit à modifier la perception et les comportements adoptés à l'égard de la communauté rom.

Les activités éducatives basées sur les résultats d'enquêtes menées sur le terrain permettent de valoriser davantage la culture rom et d'œuvrer en faveur de l'éducation multiculturelle, de la tolérance et de l'intégration de cette communauté dans la société en général.

Ces initiatives peuvent également aider les Roms à prendre une part active marché du travail. Elles peuvent en outre renforcer l'attractivité des lieux en question pour les touristes qui ont ainsi la possibilité de découvrir des éléments majeurs de leur patrimoine culturel immatériel.

## LEÇONS APPRISSES

La connaissance de ces éléments du patrimoine immatériel des Roms liés au travail devrait être partagée aussi largement que possible, en particulier avec les principaux influenceurs et les cercles éducatifs (les médias et le personnel éducatif à tous les niveaux), ainsi qu'avec les élèves et les étudiants. Ce travail de partage est important dans le contexte

de la remise en question des stéréotypes négatifs courants, notamment l'aversion innée à toute forme de travail et un manque total de tradition (ethos) dans la communauté rom. L'examen de cette question devrait constituer la première étape d'une action à plus grande échelle visant à déconstruire les stéréotypes unilatéraux à l'égard des Roms.

Ces projets nécessitent la participation des membres de la communauté concernés par les activités mises en œuvre. Il vaut mieux, en effet, réaliser un projet « avec eux » que « sur eux » ou « pour eux ». Les résultats n'en seront que meilleurs, non seulement en ce qui concerne leur ampleur mais aussi leur impact social. Il est possible de recenser précisément les besoins et de définir des méthodes pour se faire accepter par la communauté, d'autant que sa participation garantit la durabilité du changement social que nous espérons réaliser en réalisant le projet.

Au cours de ces projets, nous avons aussi beaucoup appris sur le travail d'équipe mené dans le cadre d'activités à long terme, diverses et variées. Nous avons ainsi veillé à bien répartir les tâches, ce qui a permis à chacun de faire ce qui correspond le mieux à ses compétences et préférences. En effet, il n'est pas nécessaire de tout faire ensemble ; chaque collaborateur doit également disposer de son propre espace dont il est seul responsable.

## INITIATEUR

Fondation

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public

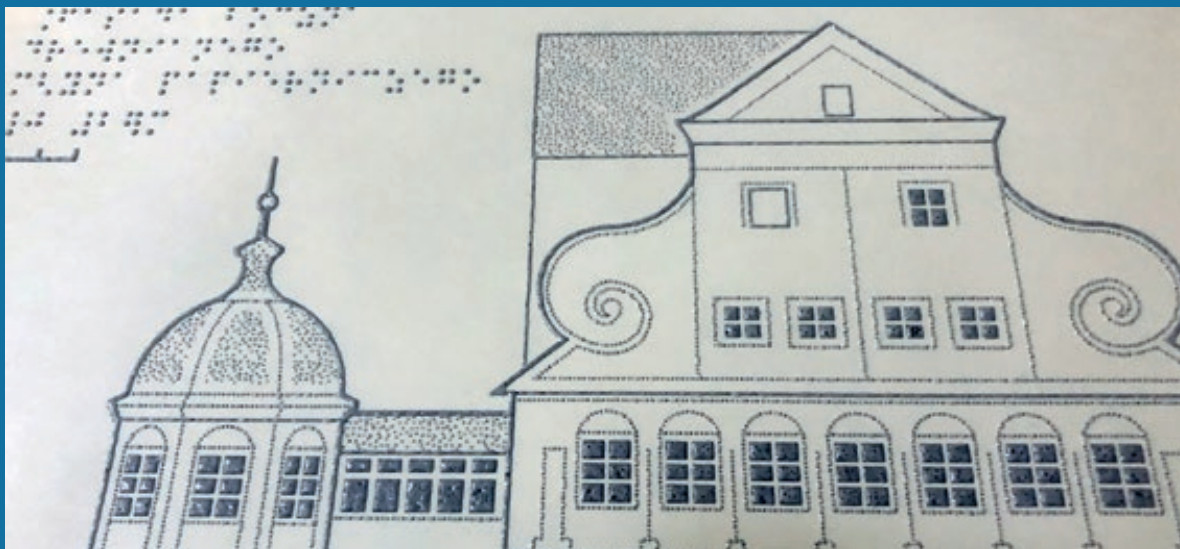
### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Ministère de la Culture et du Patrimoine national : Programmes du Ministre pour 2015 et 2017, Priorité - « Culture populaire et traditionnelle ».

Conseil national du patrimoine de Pologne, Programme - « Ensemble au service du patrimoine » 2018.



## 100 AUDIODESCRIPTIONS DE MONUMENTS HISTORIQUES – 100 ANS D'INDÉPENDANCE (POLOGNE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Jerzy Myszak

#### ORGANISATION

— Association mazovienne du travail pour les personnes handicapées « De Facto »

#### COURRIEL

— [zarzad@defacto.org.pl](mailto:zarzad@defacto.org.pl)

#### SITE INTERNET

— [www.defacto.org.pl](http://www.defacto.org.pl);

#### RESSOURCES EN LIGNE

— [www.ekiosk.defacto.org.pl/pomniki/](http://www.ekiosk.defacto.org.pl/pomniki/)

#### LIEU

— Pologne, Płock

### RECOMMANDATION S2

#### Rendre le patrimoine plus accessible

Notre patrimoine est un bien commun, éloigné ou sur site, il doit être accessible aux groupes cibles et à leurs besoins. Utiliser le large éventail de méthodes et de techniques disponibles pour développer l'expérience patrimoniale.

#### Pistes d'action recommandées pour S2

- Réaliser des aménagements visant à améliorer la sécurité des lieux et à permettre, dans la mesure du possible, l'accès aux personnes présentant un handicap moteur ou sensoriel.
- Établir des diagnostics et, en fonction de ceux-ci, améliorer la signalisation.
- Concevoir des discours et des méthodes de présentation avec une exigence éthique, respectueuse de la diversité des publics et des interprétations du patrimoine.
- Introduire des mesures incitatives en faveur de groupes spécifiques (jeunes, public éloigné, etc.)
- Lancer des campagnes de sensibilisation (presse, dont presse enfantine, jeux-concours, etc.)
- Produire des outils de présentation et d'interprétation multilingues.
- Proposer des dispositifs de présentation interactifs, ludiques, créatifs.
- Initier le visiteur à des lectures plurielles du patrimoine.
- Développer des expériences patrimoniales associant diverses expressions culturelles (danse, musique, savoir-faire traditionnel ou innovant, gastronomie, etc.) et sollicitant plusieurs dimensions de l'être humain (sens, émotions, connaissances).
- Produire des programmes audiovisuels.
- Encourager la découverte virtuelle, à distance, du patrimoine, en utilisant les technologies de pointe et les réseaux sociaux.
- Recueillir et valoriser les récits des citoyens sur le patrimoine.
- Promouvoir une approche interdisciplinaire du patrimoine.

#### DÉFIS S2

##### Défis sociétaux

- Vivre en paix.
- Améliorer la qualité de vie.
- Établir une bonne gouvernance.
- Optimiser la mise en œuvre des conventions.

##### Défis du développement

- Construire une société plus inclusive et cohésive.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.

##### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Depuis 2007, nous nous efforçons de prévenir l'exclusion des non-voyants de la vie culturelle. L'initiative « 100 audiodescriptions de monuments historiques pour le centenaire de la restauration de l'indépendance de la Pologne » ont été menée à bien pour lutter contre l'exclusion sociale diagnostiquée et sensibiliser davantage le public aux problèmes rencontrés par les non-voyants pour accéder pleinement au patrimoine culturel.

Les non-voyants n'ont pas accès à l'information visuelle car ils ne bénéficient d'aucun soutien et assistance dans ce domaine. Nos études montrent que 46,2 % des malvoyants qui n'ont pas accès à l'information visuelle ne visitent ni les musées ni les monuments. Seulement 11 % des musées et galeries en Pologne offrent des audiodescriptions de leurs expositions.

Le deuxième groupe de participants à notre initiative est composé de jeunes Polonais qui ne sont pas sensibles aux questions patrimoniales. En effet, la grande majorité des jeunes pensent que le patrimoine culturel ne les concerne pas. Ils ne s'identifient pas au patrimoine historique et déclarent ne pas s'y intéresser. Notre initiative s'est donc concentrée également sur la sensibilisation des jeunes Polonais afin d'enrichir leur capital culturel. En fait, s'ils disent manquer d'intérêt pour leur patrimoine, les jeunes citoyens éprouvent néanmoins beaucoup d'empathie à l'égard des plus faibles et des handicapés et se disent prêts à les aider. Au total, 113 élèves de 5 écoles polonaises se sont portés volontaires pour réaliser des descriptions (audiodescriptions pour les aveugles) de 91 sites historiques importants portant le titre présidentiel

de « Monument historique » (plusieurs d'entre eux font partie du patrimoine mondial de l'UNESCO). A l'époque, 91 sites sur 100 étaient classés comme tels. Ces élèves étaient appelés « audio-bénévoles » pour souligner le caractère unique et innovant de leur travail. Avant de décrire les sites patrimoniaux, nous avons organisé, pour les bénévoles, une formation de deux jours aux règles et méthodes de description audio. La formation a été dispensée par nos spécialistes de ce domaine. Des non-voyants ont également participé aux formations et ont expliqué comment traiter les descriptions pour qu'ils puissent les lire. La préparation de ces audiodescriptions a été un processus auquel ont participé activement de nombreux groupes de participants : malvoyants, jeunes, enseignants et spécialistes de l'audiodescription. Au final, 113 « audio-bénévoles » ont réalisé 91 audiodescriptions de monuments historiques avec l'aide de spécialistes. Les descriptions audios étaient lues par des lecteurs professionnels et publiées sous la forme de fichiers audio numériques sur le site [www.ekiosk.defacto.org.pl/pomniki/](http://www.ekiosk.defacto.org.pl/pomniki/). Environ 2.000 non-voyants peuvent accéder en ligne à ces audiodescriptions. Ces personnes, qui voyaient auparavant, ont perdu la vue et ont été exclues de toute vie sociale et culturelle. Elles s'efforcent désormais de retrouver une activité civile. Nous avons également préparé un album de 91 monuments historiques qui a été publié sous forme de fichiers audio et imprimé en braille, selon les besoins. Il comprenait également des graphiques tactiles de 12 sites sélectionnés. L'album a été envoyé à 1 150 personnes, pour la plupart aveugles de naissance, qui

avaient rarement participé à la vie culturelle jusqu'ici. L'initiative a pris en compte leurs contraintes ainsi que leurs besoins.

Elle permet d'accéder au patrimoine historique et de lutter contre l'exclusion de la société. Nous avons utilisé le braille appris à l'école par la plupart d'entre elles et nous les avons ainsi guidées dans cette expérience. Tous les matériaux, les graphiques tactiles et les CD portent des étiquettes en braille.



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**2 mai 2018**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Pour que les personnes malvoyantes puissent apprendre à connaître le patrimoine culturel de la Pologne, il est nécessaire de leur fournir des renseignements de deux manières : par description audio et par graphiques tactiles. Il serait bon que les institutions culturelles, les organisations non gouvernementales et les entités responsables du patrimoine historique en soient informées.

Les audiodescriptions peuvent être réalisées avec l'aide de bénévoles, ce qui a été le cas dans notre initiative. La création de graphiques tactiles de lieux patrimoniaux historiques est beaucoup plus compliquée et coûteuse. Il faut en effet créer des fichiers d'images numériques de lieux patrimoniaux historiques, les imprimer sous une forme tactile, consulter un groupe de consultants non-voyants et appliquer les corrections qu'ils soumettent. Plusieurs itérations sont nécessaires avant que les fichiers soient acceptés pour la mise en œuvre. Les graphiques soumis à consultation peuvent être imprimés dans une technologie d'impression braille moins chère mais moins fiable. Il est recommandé d'imprimer les graphiques tactiles définitifs au moyen d'une technologie de longue durée, comme la thermographie, qui est beaucoup plus coûteuse que l'impression braille.

Dans le cadre du projet, 24 graphiques tactiles ont été réalisés pour 12 monuments historiques. Afin d'éliminer les obstacles et d'offrir un accès efficace mais aussi confortable aux informations sur le patrimoine historique, il faudrait imprimer non pas 24 mais 495 graphiques tactiles.

L'initiative ne doit pas être une tentative isolée de rendre le patrimoine historique polonais accessible aux citoyens malvoyants. Il faudrait pouvoir compter sur des sources de financement stables pour lui donner suite. Dans la législation actuelle, aucun citoyen européen ne devrait faire l'objet d'une discrimination en raison d'un handicap. Le patrimoine culturel doit être accessible à tous les citoyens. Le patrimoine culturel est un trésor qui nous appartient à tous.

## CHANGEMENT / IMPACT

Grâce au projet mis en œuvre, les participants ont pu, pour la première fois, accéder à 91 monuments historiques. Au total, 113 « audio-bénévoles », élèves de 5 écoles polonaises, ont acquis les aptitudes nécessaires pour réaliser des audio-descriptions et accru leurs compétences et leurs connaissances en matière de patrimoine historique. Les bénévoles ont contribué à aider les personnes handicapées et amélioré leurs compétences civiles. Ils connaissent désormais mieux la richesse du patrimoine et les moyens de le protéger et ils ont compris leur importance pour la culture polonaise.

Afin de décrire avec précision les lieux patrimoniaux historiques destinés aux malvoyants, les bénévoles ont utilisé la langue polonaise au point qu'ils ont enrichi leur connaissance de leur langue maternelle. La participation au projet a contribué à valoriser le patrimoine et les connaissances historiques auprès des jeunes. Cette prise de conscience a accru la valeur

sociale du patrimoine et renforcé la volonté sociale de préserver le patrimoine et de le mettre en valeur. La mise en œuvre du projet a amélioré la qualité de vie des personnes et des communautés malvoyantes et a contribué à renforcer la société civile.

Les malvoyants ont acquis des connaissances historiques, ce qui leur a permis d'être sensibilisés davantage à la richesse du patrimoine. La mise en œuvre du projet a permis de les stimuler, voire de les réadapter à la vie sociale, en les encourageant à voyager et à visiter des lieux historiques. Le patrimoine est porteur d'un message extrêmement précieux. Il ne s'agit pas d'œuvres d'art abstraites, mais d'œuvres profondément ancrées dans l'histoire polonaise, associées à des événements et des personnes spécifiques. La connaissance de 91 lieux patrimoniaux historiques a donc permis aux non-voyants de se familiariser avec l'histoire, de participer à la vie civile, d'éveiller leur attention et de leur désir de voyager pour connaître le patrimoine. Ces activités ont renforcé le développement économique et social.

Des audiodescriptions de 91 lieux patrimoniaux ont été réalisées et formatées dans des fichiers rendus lisibles pour les aveugles, c'est-à-dire en braille, en fichiers audio et en fichiers texte. Ces contenus ont été mis à la disposition des personnes non-voyantes au sens juridique du terme ainsi que des personnes (principalement des personnes âgées) qui ont des difficultés à accéder aux objets historiques et les découvrir.

Au total, 24 graphiques tactiles de 12 lieux patrimoniaux historiques ont été réalisés. Les graphiques ont

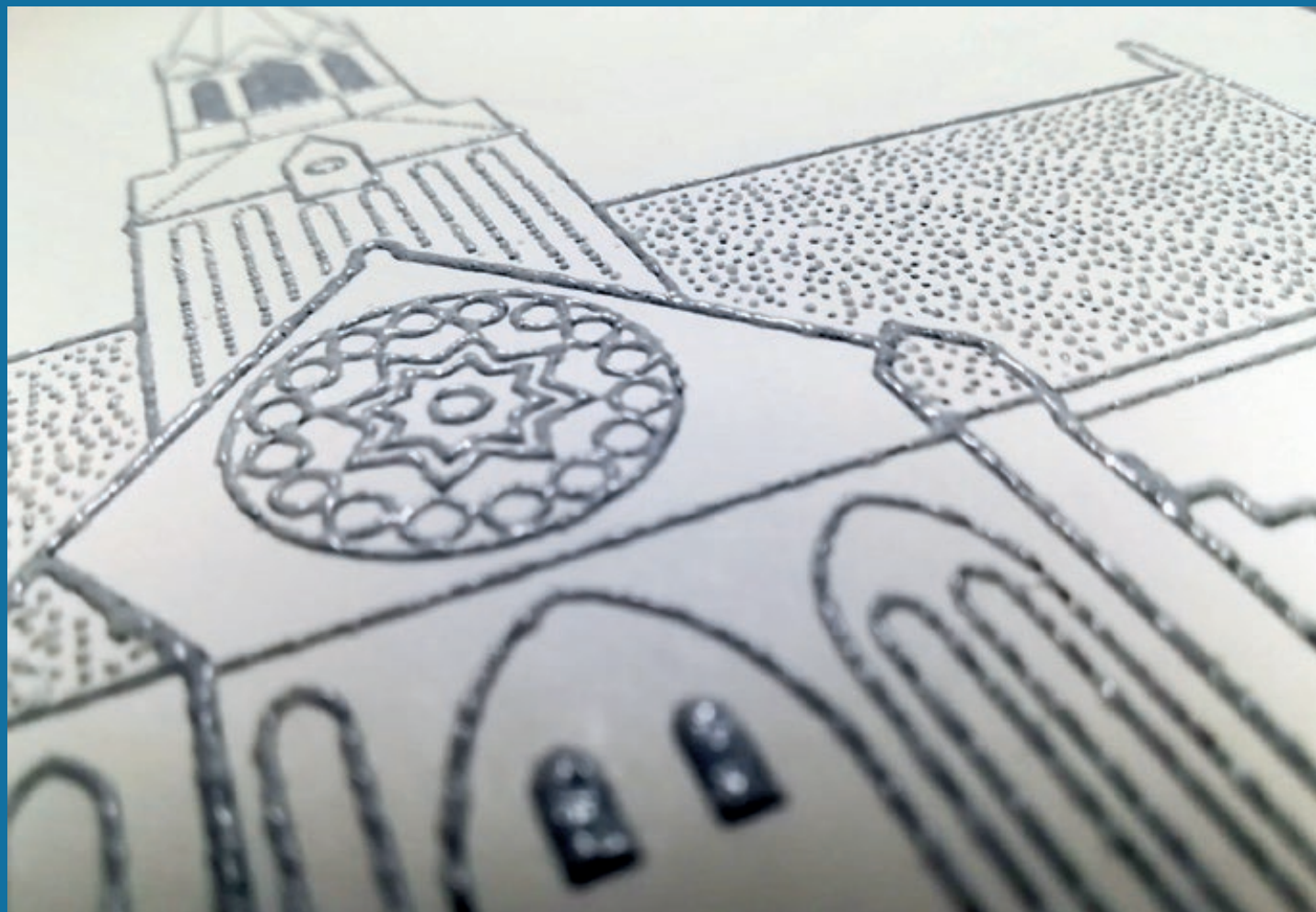
Date de fin

**31 octobre 2018**

été préparés par des spécialistes à partir des documents figurant dans le registre du patrimoine historique. Deux graphiques tactiles ont été conçus pour chacun des 12 lieux en question : l'un montrant l'apparence du monument (élévation) et l'autre la façade ou un détail architectural particulièrement important. Les graphismes tactiles, qui ont été élaborés au moyen de la thermographie, permettent aux malvoyants de prendre connaissance et de vérifier les détails tactiles précis des graphismes du patrimoine historique.

## LEÇONS APPRISSES

L'initiative « 100 audiodescriptions d'un patrimoine historique à l'occasion du 100e anniversaire de la Pologne » a été la première étape de la mise à disposition du patrimoine aux malvoyants et de la participation d'élèves à ce processus. Le projet a montré qu'une telle initiative s'imposait. En 2018, le Président de la République de Pologne a annoncé que 14 nouveaux lieux faisaient désormais partie du patrimoine historique. Il est donc essentiel de réaliser des audiodescriptions de tous les lieux patrimoniaux polonais. Les écoles devraient ensuite participer à « l'audio-bénévolat » pour les non-voyants. Au total, 525 graphiques tactiles devraient être réalisés pour 105 lieux patrimoniaux historiques. Cette initiative est cruciale car elle permet aux non-voyants de connaître le patrimoine historique polonais et de participer pleinement à la vie publique de leur pays.



### INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)  
Association(s)

### SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public

DÉTAILS DU FINANCEMENT

Coût total/42 049,03 PLN



# S4

## FÊTE NATIONALE DU COSTUME TRADITIONNEL (MOLDOVA)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Mariana Mischevca

#### ORGANISATION

— Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Recherche

#### COURRIEL

— mariana.mischevca@mecc.gov.md

#### SITE INTERNET

— <https://mecc.gov.md/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

- <https://www.facebook.com/ministerulculturii/>
- <http://old.mc.gov.md/ro/content/ziua-ie-i-fost-sar-batorita-la-muzeul-national-de-etnografie-si-istorie-naturala>
- <http://old.mc.gov.md/ro/content/ziua-nationa-la-portului-popular-editia-2016>
- <http://old.mc.gov.md/ro/content/ziua-nationa-la-portului-popular-editia-2017-1>
- [https://www.facebook.com/pg/ministerulculturii/photos/?tab=album&album\\_id=1700557100052533](https://www.facebook.com/pg/ministerulculturii/photos/?tab=album&album_id=1700557100052533)

#### LIEU

— République de Moldova, Chişinău

### RECOMMANDATION S4

#### Valoriser le patrimoine comme lieu de rencontre et vecteur de dialogue interculturel, de paix et de tolérance

Les citoyens et les visiteurs partagent la valeur de l'espace public considéré comme bien commun. Certains lieux ou monuments requièrent des processus de conciliation pour gérer équitablement les situations où des valeurs contradictoires sont attribuées au même patrimoine par diverses communautés. Les propriétaires privés contribuent aussi au partage du patrimoine en ouvrant leur propre patrimoine aux autres et en transmettant leur savoir.

#### Pistes d'action recommandées pour S4

- Rappeler l'histoire et la valeur du lieu dans les espaces et monuments publics afin de préserver, créer ou recréer une continuité de l'agora.
- Favoriser les aménagements urbains comprenant le patrimoine culturel pour privilégier l'espace public comme lieu de rencontre.
- Soutenir et promouvoir les initiatives publiques et privées utilisant le patrimoine culturel comme lieu de réflexion, d'échange et de création.
- Développer des récits mettant en évidence les valeurs interculturelles présentes dans le patrimoine mobilier, immobilier, immatériel.
- Participer au programme des Cités interculturelles du Conseil de l'Europe.

#### DÉFI S4

##### Défis sociétaux

- Vivre en paix.
- Améliorer la qualité de vie.
- Contribuer au bien-être et à la santé des individus.
- Préserver la mémoire collective.
- Établir une bonne gouvernance.
- Promouvoir la gestion participative.
- Optimiser la mise en œuvre des conventions.
- Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

##### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Soutenir, renforcer et promouvoir la coopération intergouvernementale.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

On dit que l'artisanat peut sauver l'esprit de la tradition et que la tradition peut sauver l'âme d'une nation. Dans l'histoire de notre peuple, il y a eu des périodes de l'histoire où un tapis qui se transmettait de génération en génération était la richesse la plus précieuse d'une famille, son blason en quelque sorte. Né de l'art et de la tradition populaire, fruit de l'imagination et de l'habileté des artisans dont le processus était comme une incantation, le costume traditionnel n'était pas seulement un objet, mais une lettre ou un livre sur leur vie et notre destin commun. Le destin de notre peuple a été sans aucun doute créé comme un costume traditionnel, pièce par pièce, fil par fil, ornement par ornement jusqu'au tissu. Nos grands-mères, nos mères, nos sœurs nous ont envoyé, à travers le costume populaire, des messages d'amour et de sagesse, de patience et de foi dans ce qui est bien. Dans notre société, on observe une tendance générale qui est de faire revivre le costume authentique afin de l'actualiser et de le resituer dans un contexte plus large de la création authentique locale. Cet intérêt tient au besoin des populations de redécouvrir leurs origines et leur identité. Le costume traditionnel authentique est ainsi devenu une partie de la mémoire collective. Dans la communication sociale moderne ou ancienne, l'accent est mis sur les signes et les images visuelles qui sont dotés d'un grand pouvoir évocateur. Le costume traditionnel est la marque la plus expressive de l'identité nationale. La connaissance des symboles, des motifs et des éléments du costume traditionnel nous donne des informations sur l'histoire de notre nation et de nos ancêtres.

Cet artisanat a été considéré comme représentatif de la majorité des localités moldaves jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Or ce n'est que très récemment que des institutions culturelles telles que le ministère de la Culture/ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Recherche ont relancé des activités visant à revitaliser les techniques de confection des costumes traditionnels.

À l'époque soviétique, le costume traditionnel a subi de nombreux changements visant à créer une identité unique dans l'espace soviétique. Les techniques de création ont été uniformisées, la coupe a changé, mais la plupart des modifications ont concerné la taille et la couleur des ornements.

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les gens ont commencé à s'intéresser davantage au costume traditionnel, à sa façon d'être confectionné, aux modèles authentiques et aux ornements. Pour répondre aux besoins de la société, les pouvoirs publics ont organisé des manifestations consacrées au costume traditionnel et à ses composantes.

Grâce aux efforts du ministère de la Culture et des autorités publiques locales, la Journée nationale du costume traditionnel a été officiellement instituée par la décision du Parlement n° 194 du 19 novembre 2015. Organisée chaque année le dernier dimanche de juin, elle a pour principaux objectifs de soutenir le processus d'inscription de « l'art du chemisier roumain, un élément de l'identité culturelle en Roumanie et en République de Moldova », sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO et de promouvoir le costume traditionnel

roumain et le costume traditionnel des différents groupes ethniques qui vivent dans notre république. Les autres objectifs du projet sont les suivants :

- Renforcer les capacités de commercialisation des artisans locaux, du personnel des musées, des gestionnaires de la culture, etc. ;
- Contribuer à renforcer la visibilité des valeurs des costumes traditionnels appartenant à divers groupes ethniques ;
- Diffuser les valeurs artistiques, les techniques, les particularités chromatiques et ornementales des costumes traditionnels roumains selon les particularités régionales, y compris les différents groupes ethniques.

Le ministère de la Culture a organisé la première édition de la « Journée du chemisier roumain » en 2015 et son objectif principal était de faire en sorte que l'authentique chemisier féminin fasse partie intégrante du costume traditionnel. De nombreuses autres institutions et organisations ont souhaité établir un partenariat avec les pouvoirs publics afin de célébrer cet artisanat. La Journée nationale du costume traditionnel a été organisée afin d'exposer des costumes patrimoniaux et de les inclure dans le circuit culturel, y compris des costumes de différents groupes ethniques de la République de Moldova. L'événement a permis de présenter la diversité des costumes traditionnels en fonction de certaines particularités régionales. Des expositions patrimoniales du Musée national d'ethnographie et d'histoire naturelle, des musées locaux des régions du centre, du



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2015**

Date de fin  
**En cours**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

sud et du nord de la République de Moldova ont été organisées. La présence de costumes traditionnels des groupes ethniques (Gagaouzes, Bulgares, Ukrainiens, Bélarusses, Roms, Polonais, etc.) a constitué un élément important des expositions relatives au patrimoine. Une activité spécifique a été l'organisation de plusieurs cours sur la confection du chemisier féminin, sur le tressage des cheveux féminins et sur la fabrication de types traditionnels de perles.

Le projet comprenait également des présentations de collections de créateurs, une foire d'artisans traditionnels, la transmission en ligne d'événements locaux consacrés à la « Journée nationale du costume traditionnel », etc.

Plus de 20 districts et autres localités ont organisé des événements consacrés à la célébration, conformément à l'idée diffusée par le ministère de la Culture. Sous l'égide de ce ministère, des activités consacrées à la confection, à la conservation et à la promotion du costume traditionnel sont organisées chaque année à Chişinău et dans d'autres districts et localités du pays. De cette manière, nous essayons d'associer les pouvoirs publics locaux au processus de promotion du patrimoine culturel et d'encourager les communautés locales à découvrir leur propre histoire et leurs traditions spécifiques, et à participer à sa préservation. Au cours de ces célébrations, des costumes de différentes époques historiques sont exposés et mis en valeur, non seulement les costumes authentiques, originaux, anciens, mais également des répliques confectionnées selon des moyens traditionnels.

Le principal obstacle rencontré par les organisateurs était d'ordre financier. La minceur du budget n'a pas permis aux collectivités locales de recenser et de soutenir les artisans locaux. Il n'existait en outre aucun registre national des artisans locaux comprenant des informations détaillées sur les techniques, les ornements et les matériaux employés.

Les initiatives publiques et civiques ont montré qu'il était nécessaire d'associer les professionnels du ministère de la Culture/ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Recherche et des institutions subordonnées, telles que le Musée national d'ethnographie et d'histoire naturelle et le Centre national pour la conservation et la promotion du patrimoine culturel immatériel, pour faire la promotion des costumes traditionnels authentiques, notamment ceux qui appartiennent aux différents groupes ethniques. Certaines institutions culturelles, notamment les départements de la culture dans les districts, ont inclus la « Journée nationale du costume traditionnel » dans leurs activités annuelles.

Il a fallu également faire appel à des spécialistes des musées locaux et d'autres institutions culturelles, ainsi qu'à des artisans, afin d'éviter le kitsch et la falsification du costume traditionnel. Les artisans et les citoyens ont revitalisé les anciennes techniques de confection de ces costumes, mais les meilleurs artisans n'étaient pas présents sur les marchés. Grâce à cette initiative organisée au niveau local et national, les artisans peuvent désormais exposer et commercialiser les produits de leur artisanat. Constatant un regain d'intérêt des non-spécialistes et du grand public pour

la confection du chemisier traditionnel féminin, des institutions nationales, telles que le Centre national pour la conservation et la promotion du patrimoine culturel immatériel et le Musée national d'ethnographie et d'histoire naturelle, ont décidé de lancer des activités axées sur l'éducation et la formation. Pour surmonter certains des obstacles rencontrés, nous avons également élaboré des brochures et des livrets qui ont été distribués aux visiteurs et au grand public. Ce matériel contenait des textes de vulgarisation sur le costume traditionnel. En outre, des annonces et des informations sur le projet ont été diffusées à la télévision, à la radio et dans les réseaux sociaux.

## CHANGEMENT / IMPACT

Après la mise en œuvre du projet, le grand public et les groupes cibles sont devenus davantage sensibilisés et plus réceptifs aux valeurs véhiculées par les costumes traditionnels hérités des générations précédentes, et nous avons pu constater que les résultats suivants avaient été atteints :

- Les manifestations organisées sont notamment des grandes expositions de costumes du patrimoine de la République de Moldova, lesquels peuvent être découverts et analysés par différents groupes d'intérêt. En outre, les musées nationaux ont commencé à exposer des costumes traditionnels pour faire mieux connaître l'histoire et l'importance des Roumains et des groupes ethniques minoritaires. Ces informations sont

Date de fin  
**En cours**

représentées par des détails et des processus divers, notamment l'élaboration de costumes traditionnels tels que des ornements, des techniques et des symboles anciens.

- Les musées et les collectionneurs locaux qui ont participé à des événements et exposé des costumes traditionnels, notamment ceux des groupes ethniques minoritaires, ont bénéficié de conseils et d'une démonstration pratique sur la manière de préserver et d'exposer ces costumes de manière professionnelle et conformément aux normes internationales.
- La différence entre le chemisier ou le costume et ses variations stylistiques traditionnelles et les variations stylistiques modernes a été expliquée au grand public à l'occasion des présentations de collections de vêtements inspirés des costumes traditionnels.;
- Les principaux artisans spécialisés dans la confection de costumes traditionnels authentiques ont organisé une foire lors d'un événement afin de vendre leurs produits aux visiteurs. Le public s'intéresse de plus en plus aux costumes faits à la main, fabriqués à l'ancienne et selon des méthodes traditionnelles.
- Le matériel promotionnel a été distribué au grand public pour expliquer les particularités du costume traditionnel et de ses variantes régionales.
- Le projet donne lieu à une présentation des costumes traditionnels de différents groupes ethniques de la République de Moldova, en soulignant les similitudes et les différences.

- Le concept de la « Journée nationale du costume traditionnel » a été diffusé dans tous les districts et localités de la République de Moldova et a servi de modèle pour l'organisation des célébrations locales.
- La participation de la communauté gagaouze (3 musées locaux de Comrat, Beșalma, Ceadâr-Lunga) et de la communauté ukrainienne (la Communauté des femmes ukrainiennes), ainsi que d'autres groupes ethniques a permis d'établir des relations directes et d'éventuelles collaborations pour le futur.

## LEÇONS APPRIS

L'un des principaux enseignements tirés par les organisateurs a été la nécessité d'instaurer une collaboration entre les différents acteurs associés à la préservation et la promotion du patrimoine culturel. Pour qu'une initiative réussisse, les pouvoirs publics, les ONG, les institutions privées et les communautés locales doivent s'intéresser à la promotion de cet événement et à son financement.

Nous avons également pris conscience des faiblesses de notre cadre juridique concernant le patrimoine culturel matériel et immatériel. Un inventaire des artisans locaux a été progressivement élaboré. Ces artisans ont commencé à organiser des cours consacrés à la confection du costume traditionnel.

Dans le cadre de l'organisation de la « Journée nationale du costume traditionnel », les organisateurs ont recensé de nouveaux partenaires privés qui sont intéressés par le développement et la promotion

du patrimoine culturel, en particulier du costume national traditionnel. Ils ont aussi appris à mobiliser de nouveaux investissements.

La « Journée nationale du costume traditionnel » a transformé les musées en lieux de création, en centres culturels et artistiques qui ont pour rôle d'associer différentes catégories de personnes et de créer une plateforme pour le dialogue interculturel.



## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public



# S1 (S5, S6, S7, S8, D6, D9, D10, K7, K10)

## CAPSULE DE MÉMOIRE : LA MÉMOIRE COLLECTIVE DES LUTTES POPULAIRES À TOR BELLA MONACA (ROME) (ITALIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

- Molinari Maria Vittoria

#### ORGANISATION

- Comité de quartier New Tor Bella Monaca et Labsu Sapienza

#### COURRIEL

- mavimolinari@yahoo.it

#### SITE INTERNET

- <https://sites.google.com/a/uniroma1.it/laboratorio-studi-urbani-dicea/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

- <https://sites.google.com/a/uniroma1.it/laboratorio-studi-urbani-dicea/>

#### LIEU

- Italie, Rome

### RECOMMANDATION S1

#### Mieux impliquer les citoyens et les collectivités locales dans la valorisation de leur patrimoine du quotidien

Les citoyens prennent part à des projets à titre individuel ou collectif, soit par le biais d'une simple sensibilisation, soit par celui d'une participation active. Des collectivités et associations locales les associent parfois à des actions de recensement, d'interprétation, d'étude ou de promotion du patrimoine.

#### Pistes d'action recommandées pour S1

- Organiser des visites de découverte animées par les habitants et les professionnels du patrimoine : quartiers, villages, villes, ateliers d'artisanat, musées, bibliothèques, etc.
- Favoriser les manifestations d'artisans locaux visant à faire découvrir et à promouvoir des savoirs et savoir-faire locaux.
- Organiser des manifestations intégrant l'utilisation du patrimoine vernaculaire : four à pain, moulin à huile, machines à vapeur, musées locaux, musique, danse, légendes, traditions, etc.
- Réaliser des enquêtes sur la demande sociale pour identifier les attentes, les centres d'intérêt, les motivations et les freins de la population (jeunes, retraités, nouveaux arrivants, etc.).
- Développer la sensibilisation aux outils numériques en faveur de la valorisation et du partage du patrimoine.
- Mettre en place une politique de publication : brochures, dépliants, ouvrages scientifiques.
- Réaliser des programmes audiovisuels et numériques associant la population : émissions de télévision et de radio, partage de projets en ligne ou concours (presse, etc.) stimulant la participation citoyenne.
- Construire des projets participatifs d'identification du patrimoine et d'aménagement intégrant le patrimoine.

### DÉFIS S1

#### Défis sociétaux

- Améliorer la qualité de vie.
- Préserver la mémoire collective.
- Promouvoir la gestion participative.
- Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Tor Bella Monaca est un quartier d'environ 30.000 habitants situé à l'extérieur du Grand Raccordo Anulare dans une zone située entre Via Prenestina et Via Casilina. Il a été construit dans les années 1980 dans le but d'apporter une solution concrète aux besoins urgents de logements. Aujourd'hui, ce quartier est confronté à des problèmes de dégradation, de fragilité sociale et de stigmatisation narrative d'autant qu'il est abandonné par l'administration publique. Or, au moment de sa construction, à l'époque de la fin de l'expérience des Borghetti et des casernes et de l'apparition des lotissements dans la capitale, le rôle de l'État-providence était crucial. L'urbanisme avait pour objectif de construire une ville où le droit au logement serait garanti à tous. La crise de gestion qui a suivi la construction du quartier et qui résultait de l'échec des politiques de logement a créé un vide institutionnel que les habitants ont tenté de combler par des formes d'auto-gestion, seule solution possible au recul de l'action publique dans les banlieues. Les prestations de services publics locaux ont été réalisées principalement grâce aux luttes et grèves menées collectivement par les associations et les citoyens, dont les plus anciens conservent encore le souvenir des images des tours de la Via Casilina. Après une première période de développement et de renforcement de la cohésion sociale et des pratiques d'entraide découlant des luttes qui ont resserré les liens communautaires, on assiste aujourd'hui à une sorte de rétrécissement de la dimension spatiale-relationnelle qui ne dépasse généralement plus le seuil minimal du réseau familial ou du quartier. Depuis les années 1990, les luttes ont

diminué et n'ont plus de rôle influent sur le sort de ce territoire. Aujourd'hui, les nouvelles générations ont oublié les réalisations dues aux mouvements auto-gérés de rencontre collective ; cette mémoire se perd et avec elle la valeur immatérielle qu'elle représente. Les formes actuelles de résistance se réduisent à des pratiques d'autogestion d'espaces communs de copropriété ou de petits espaces verts du quartier, et ces initiatives volontaires n'ont guère de poids face à une réalité difficile à changer.

Il s'agit donc de mettre en œuvre des processus où la mémoire historique et la mémoire collective se chevauchent aux fins d'attirer l'attention des habitants du quartier sur le patrimoine physique et immatériel que représente leur lieu de vie et de les encourager à continuer de lutter pour sa préservation et sa conservation. Il est nécessaire à cet effet de les informer sur les diverses phases de son évolution et sur ceux qui se sont battus pour sortir d'une situation d'exclusion et de marginalisation. La première phase des travaux de préparation de l'exposition portera sur la recherche et l'organisation du matériel qui sera présenté dans les archives historiques du comité de district, situées aux 55 de la Via dell'Archeologia. Les études historiques seront réalisées par le comité en collaboration avec un groupe de chercheurs du Labsu (Laboratoire d'études urbaines des zones territoriales du Département de génie civil, du bâtiment et de l'environnement de l'Université de Sapienza de Rome), avec lequel il existe une relation de partenariat depuis plusieurs années. La phase suivante consistera à planifier l'installation dans les lieux symbolisant les luttes du quartier, à travers

des « capsules de mémoire », qui sont des dispositifs qui concentrent la mémoire associée au lieu où elles seront déposées/enterrées. Les visiteurs, notamment les nouvelles générations, auront ainsi l'occasion de découvrir et de connaître une époque qui est apparemment lointaine mais qui est encore très présente dans le patrimoine laissé au quartier.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

De nombreux espaces publics sont disponibles dans le district de Tor Bella Monaca. Malheureusement, ils sont peu utilisés par les habitants en raison de leur état actuel d'abandon et de dégradation. Il s'agit notamment d'espaces verts et de places communes situées près des bâtiments. Or ces lieux de vie deviennent des zones de non droit dans lesquelles se développent des formes de criminalité qui les isolent et les rendent dangereuses. En ce sens, les installations de l'exposition dans certaines zones symboliques du quartier risquent de ne pas être conservées en l'état et de devenir l'objet de vandalisme car ce territoire est peu contrôlé. Pour éviter ce type de risque, il est prévu d'organiser des actions de sensibilisation qui seront menées par ceux-mêmes qui ont participé aux événements qui seront présentées dans le cadre de l'exposition. Les actions donneront lieu à la création d'un réseau de solidarité associant d'autres habitants. Des journées de présentation du projet sont prévues et prendront la forme de réunions publiques dans le



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**Octobre 2018**

Date de fin  
**En cours**



quartier et d'activités de médiation menées par des associations historiques présentes localement et qui ont toujours collaboré avec le comité de district. La rareté des fonds disponibles pour le projet est un autre obstacle à surmonter. C'est pourquoi il est prévu de lancer un dispositif d'autofinancement dans le cadre du syndicat Asia, qui compte environ 1.000 membres, avec la participation des habitants du quartier. Les installations seront réalisées en utilisant des pratiques d'auto-construction des matériaux recyclés, et en associant des citoyens désireux de s'engager.

## CHANGEMENT / IMPACT

Le changement souhaité consiste à essayer de reconstruire, de manière plus structurée, un réseau de solidarité dans le quartier. Cette initiative suppose de favoriser la participation citoyenne, ce qui n'est pas facile dans la société civile actuelle. L'utilisation de la mémoire comme ressource pour réactiver les processus de participation des habitants peut conduire les citoyens à prendre davantage conscience de leur contexte social et territorial et à se mobiliser de façon responsable. La mobilisation peut valoriser le patrimoine culturel et renforcer les liens affectifs avec le quartier. Le patrimoine culturel est un bien commun non négociable dont la conservation et la protection relèvent de la responsabilité de la société dans son ensemble, y compris la sphère politique. En conséquence, il est nécessaire de définir les rôles de

tous les acteurs impliqués dans la gestion du territoire et de s'appuyer sur des récits historiques pour que les autorités trouvent également un sens aux rôles qu'elles jouent. L'absence d'institutions dans ces territoires est aujourd'hui un problème majeur. Le risque est de voir des pratiques partant de la base se substituer à l'action publique, dont le renoncement alimente la crise de la représentation. Notre initiative vise également à apporter une contribution précieuse à la recherche universitaire dans le domaine de l'urbanisme. Elle est utile dans la mesure où elle s'appuie sur le récit individuel d'une participation historique à la vie sociale du quartier pour donner un aperçu des dynamiques sociales et territoriales qui caractérisent le lieu. La contribution aux recherches sur l'urbanisme, et à l'aménagement du territoire en particulier, consiste à fournir une représentation du quartier Tor Bella Monaca qui puisse servir à faire éclore des idées pouvant inspirer de nouveaux plans et programmes d'aménagement urbain. Il s'agit d'un instrument permettant de mettre en relief des acteurs sociaux, des pratiques et des phénomènes qui sont souvent invisibles, sauf à l'échelon local, et qui échappent parfois à la planification classique, qui intervient presque toujours à grande échelle. L'un des résultats souhaités est de proposer une autre façon de raconter et d'aménager la ville et d'expliquer les facteurs d'identification qui caractérisent et définissent les lieux.

## INITIATEUR

Association  
Comité de district

## LEÇONS APPRISSES

Compte tenu de la phase embryonnaire de l'initiative, il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de faire le point sur les résultats obtenus.



## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement privé

DÉTAILS DU FINANCEMENT

Projet autofinancé par le comité de district

# S1 (S2, S4, S8, S9, K2, K7, D3, D7, D10)

## JOURNÉES DU GÂTEAU DES MINEURS / RUDARSKA GREBLICA (CROATIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Josip Lebegner

#### ORGANISATION

— Oštrc, Association for the Protection of Cultural Heritage (KUD Oštrc)

#### COURRIEL

— ostrc@ostrc.hr

#### SITE INTERNET

— <http://www.ostrc.hr>

#### RESSOURCES EN LIGNE

— The Association takes care of the St Barbara Mine which is situated in the village of Rude and which has been included in the list of protected intangible cultural goods since April 2018. Additional information is available at [www.rudnik.hr](http://www.rudnik.hr) Facebook page [www.facebook.com/rudnik1svBarbara/](http://www.facebook.com/rudnik1svBarbara/)

#### LIEU

— République de Croatie, Samobor/Rude

### RECOMMANDATION S1

#### Mieux impliquer les citoyens et les collectivités locales dans la valorisation de leur patrimoine du quotidien

Les citoyens prennent part à des projets à titre individuel ou collectif, soit par le biais d'une simple sensibilisation, soit par celui d'une participation active. Des collectivités et associations locales les associent parfois à des actions de recensement, d'interprétation, d'étude ou de promotion du patrimoine.

#### Pistes d'action recommandées pour S1

- Organiser des visites de découverte animées par les habitants et les professionnels du patrimoine : quartiers, villages, villes, ateliers d'artisanat, musées, bibliothèques, etc.
- Favoriser les manifestations d'artisans locaux visant à faire découvrir et à promouvoir des savoirs et savoir-faire locaux.
- Organiser des manifestations intégrant l'utilisation du patrimoine vernaculaire : four à pain, moulin à huile, machines à vapeur, musées locaux, musique, danse, légendes, traditions, etc.
- Réaliser des enquêtes sur la demande sociale pour identifier les attentes, les centres d'intérêt, les motivations et les freins de la population (jeunes, retraités, nouveaux arrivants, etc.).
- Développer la sensibilisation aux outils numériques en faveur de la valorisation et du partage du patrimoine.
- Mettre en place une politique de publication : brochures, dépliants, ouvrages scientifiques.
- Réaliser des programmes audiovisuels et digitaux associant la population : émissions de télévision, radio, partage de projets sur le réseau, organisation de concours (presse, etc.) stimulant la participation citoyenne.
- Construire des projets participatifs d'identification du patrimoine et d'aménagement intégrant le patrimoine.

### DÉFIS S1

#### Défis sociétaux

- Améliorer la qualité de vie.
- Préserver la mémoire collective.
- Promouvoir la gestion participative.
- Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

L'association KUD Oštrc (Association pour la protection du patrimoine culturel de Rude) est active depuis 1979. Aujourd'hui, l'association compte une centaine de membres répartis en 7 sections : 3 ensembles folkloriques et 3 ensembles de tamburas (luths) ainsi qu'une section appelée Bergmani qui est active dans la préservation du patrimoine minier. L'Association participe à toutes les grandes manifestations folkloriques de la République de Croatie. Au cours des dix dernières années, elle a également accueilli une quinzaine d'invités internationaux en Europe, en Asie et en Amérique. Les membres de KUD Oštrc s'emploient activement à promouvoir le patrimoine culturel. L'association a notamment facilité l'inscription de trois biens culturels sur la liste des biens culturels protégés de la République de Croatie. Afin de promouvoir le gâteau des mineurs (rudarska greblica) qui a été inscrit sur la liste des biens culturels de la République de Croatie en 2008, l'association KUD Oštrc organise des journées qui lui sont consacrées (Dani rudarske grebljice). L'objectif de cet événement est de porter l'art de la préparation de ce gâteau traditionnel à l'attention du public et des différents groupes d'âge. Les « Journées du gâteau des mineurs » ont lieu le premier week-end de juillet depuis 34 ans. Ce gâteau est un gâteau salé traditionnel à base de fromage et de noix qui constitue une part importante de l'offre culinaire et touristique de la ville de Samobor. D'après la légende, le gâteau a été préparé pour la première fois au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, ce qui a coïncidé avec le boom minier dans le village de Rude qui, selon

certains historiens, a été mentionné pour la première fois au I<sup>er</sup> siècle. Les premiers documents écrits sur l'exploitation minière organisée à Rude datent de 1528. Le gâteau des mineurs a accompagné les mineurs pendant des siècles. On raconte parfois qu'il était leur seul aliment. Avec le temps, ce gâteau est devenu une marque de fabrique du village et de l'histoire minière. Il est assimilé aujourd'hui à la maison du mineur. En effet, il est désormais de tradition d'accueillir les invités en le servant chaud. Les femmes de Rude sont les gardiennes de la tradition et de la préparation de ce savoureux gâteau. Elles transmettent leur savoir-faire à leurs filles, rarement à leurs belles-filles.

Le « rudarska greblica » fait inévitablement partie des menus de toutes les fêtes de la région, ainsi que des célébrations et des événements qui se déroulent dans la ville de Samobor et le comté de Zagreb. En organisant les « Journées du gâteau des mineurs », l'association KUD Oštrc contribue à la promotion, à la transmission et à la visibilité de cette tradition culturelle immuable qui succède au riche patrimoine minier. Les activités organisées par l'association sont les suivantes :

### 1. Présentations

- Donner des informations au public et aux médias sociaux sur les « Journées du gâteau des mineurs ».
- Annoncer l'événement sur la page web [www.ostrc.hr/rudarska\\_greblica](http://www.ostrc.hr/rudarska_greblica).
- Créer et installer des affiches, dépliants, panneaux, panneaux en métal City Light, bannières enroulables et panneaux au-dessus des routes.

- Réaliser des bannières enroulables en 3 langues (CRO, END et SLO) présentant des recettes visuelles pour la réalisation du gâteau.
- Elaborer des dépliants contenant des recettes pour la préparation du gâteau en trois langues (HR, ENG, GER).

### 2. Concours du meilleur « gâteau des mineurs »

- L'association KUD Oštrc attribue des prix qui incitent les locaux à préparer eux-mêmes le « rudarska greblica » et à participer au concours du meilleur gâteau, qui a lieu le premier dimanche de juillet. Après la sélection du vainqueur, le gâteau est partagé avec les visiteurs.

### 3. Atelier sur la fabrication du gâteau des mineurs

Les ateliers s'adressent aux élèves de l'école primaire de Rude. Après avoir écouté une présentation de 45 minutes, les élèves ont l'occasion de préparer le « rudarska greblica » à la boulangerie Nikl. Les experts de la boulangerie d'accueil supervisent le travail des élèves. Le gâteau est ensuite cuit dans la boulangerie ou dans le four à sole près de la mine.

Deux autres ateliers sont également organisés pendant les Journées du Gâteau des mineurs consacrées à la préparation des gâteaux pour les plus petits. Les ateliers « J'aime mieux le gâteau des mineurs que la pizza » sont organisés à la maternelle Izvor et dans la section « enfants » de la bibliothèque de Samobor. L'événement « Le gâteau des enfants » est organisé devant la mine et comprend des spectacles d'ensembles folkloriques pour enfants, des troupes de théâtre et de nombreux jeux interactifs.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**1985**

Date de fin  
**En cours**

#### 4. Protection du gâteau des mineurs au moyen d'un label d'indication géographique en 2016

L'association KUD Oštrc, en collaboration avec l'Association Rudarska Greblica, a lancé le processus de protection du « rudarska greblica » dans l'UE en attribuant à ce gâteau un label d'indication géographique. Après l'octroi de la protection au niveau national en 2017, nous espérons obtenir une protection permanente au niveau de l'UE en 2019.

#### 5. Intégration du gâteau au patrimoine culturel local

Parallèlement à la promotion de ce gâteau traditionnel, nous avons également lancé le processus de valorisation et de protection de la mine, qui en 1950 comptait une vingtaine de puits. Or l'exploitation de la mine a cessé en 1956 parce qu'elle n'était plus rentable. Les puits les plus connus, appelés Sveto Trojstvo et Kokel, qui portent encore le nom de la mine de Sainte-Barbe, ont été inscrits au Registre des biens culturels de la République de Croatie en tant que biens culturels immeubles en 2018.

La restauration des mines a commencé en 2007 avec l'aide de l'UE. Un sentier éducatif minier et botanique a été aménagé, ainsi qu'une collection de minéraux présentée à l'école primaire de Rude. De nombreux travaux ont été réalisés sous terre, l'éclairage a été installé ainsi qu'un système de ventilation. Au total, 350 mètres de galeries ont été mis à la disposition du public. L'espace situé à l'avant de la mine a été adapté et amélioré, ce qui a permis l'ouverture officielle de la mine de Sainte-Barbe au public en 2012. L'ouverture

a joué un rôle de stimulation important dans la revitalisation de nombreux autres segments du patrimoine culturel. Une colonne géologique montre clairement les diverses strates de la mine. Devant l'entrée du puits, un four à sole a été construit. L'uniforme et les danses des mineurs ont été recréés. Un permis de construire a été obtenu pour la construction de la maison des mineurs, qui devrait servir de centre de protection du patrimoine minier et comprendre un espace pour la préparation du « gâteau des mineurs ». Les membres de l'association KUD Oštrc espèrent qu'ils pourront assurer le financement de la réalisation de ces projets et compter sur le soutien du ministère de la Culture et de la Ville de Samobor.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Les plus gros obstacles auxquels nous avons dû faire face étaient liés au financement et à la fourniture de ressources suffisantes pour assurer la reconnaissance du gâteau des mineurs. Nous avons cependant réussi, avec l'aide du ministère de la Culture, de dons du secteur public et du secteur social, ainsi que de nos propres fonds, à mener à bien ce projet culturel. Une partie importante du patrimoine culturel et de l'histoire de cette région a pu ainsi être mise à la portée de la communauté locale et du public intéressé.

## INITIATEUR

Association  
Communauté/communautés de citoyens

## CHANGEMENT / IMPACT

Cette initiative a principalement contribué à la préservation durable du patrimoine de cette région en sensibilisant la communauté locale à l'importance du patrimoine culturel, en l'associant à diverses activités (la plupart des participants sont des enfants et des jeunes), en développant des activités adaptées au transfert des savoir-faire et connaissances traditionnels et en prenant soin d'améliorer la visibilité grâce aux nouvelles technologies. La protection du « gâteau des mineurs » a incité les membres de l'association à participer encore plus activement à la protection d'autres biens culturels. Outre la protection susmentionnée de la mine de Sainte-Barbe, l'association KUD Oštrc a également rénové le moulin à eau traditionnel à proximité de la mine. L'usine est également en train de se préparer à une protection permanente. Le « gâteau des mineurs » sert en quelque sorte de lien entre le patrimoine culturel et l'offre gastronomique du village.

## LEÇONS APPRISSES

En mettant en œuvre toutes les activités susmentionnées, nous avons appris que la participation du plus grand nombre possible d'acteurs différents, en particulier de divers groupes d'âge, permet d'atteindre les objectifs fixés en matière de préservation durable de biens culturels dont les générations futures pourront profiter.

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé partagé

### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Une partie du financement provient d'un sponsor, l'autre de la ville et du ministère de la Culture.



# S2 (S2, S4, S8, S9, K2, K7, D3, D7, D10)

## JALKAUTUVA MUSEO - « LE MUSÉE ENTRE DANS LE VILLAGE » (FINLANDE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Marja Hänninen-Tolvi

#### ORGANISATION

— The Foundation of Finnish Book Institute / Museum of Sastamala

#### COURRIEL

— Marja.Hanninen-Tolvi@pukstaavi.fi

#### SITE INTERNET

— [www.pukstaavi.fi](http://www.pukstaavi.fi)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— [www.sastamala.topoteekki.fi](http://www.sastamala.topoteekki.fi)

#### LIEU

— Finlande, Sastamala

## RECOMMANDATION S2

### Rendre le patrimoine plus accessible

Notre patrimoine est un bien commun, éloigné ou sur site, il doit être accessible aux groupes cibles et à leurs besoins. Utiliser le large éventail de méthodes et de techniques disponibles pour développer l'expérience patrimoniale.

### Pistes d'action recommandées pour S2

- Réaliser des aménagements visant à améliorer la sécurité des lieux et à permettre, dans la mesure du possible, l'accès aux personnes présentant un handicap moteur ou sensoriel.
- Établir des diagnostics et, en fonction de ceux-ci, améliorer la signalisation.
- Concevoir des discours et des méthodes de présentation avec une exigence éthique, respectueuse de la diversité des publics et des interprétations du patrimoine.
- Introduire des mesures incitatives en faveur de groupes spécifiques (jeunes, public éloigné, etc.).
- Lancer des campagnes de sensibilisation (presse, dont presse enfantine, jeux-concours, etc.).
- Produire des outils de présentation et d'interprétation multilingues.
- Proposer des dispositifs de présentation interactifs, ludiques, créatifs.
- Initier le visiteur à des lectures plurielles du patrimoine.
- Développer des expériences patrimoniales associant diverses expressions culturelles (danse, musique, savoir-faire traditionnel ou innovant, gastronomie, etc.) et sollicitant plusieurs dimensions de l'être humain (sens, émotions, connaissances).
- Produire des programmes audiovisuels.
- Encourager la découverte virtuelle, à distance, du patrimoine, en utilisant les technologies de pointe et les réseaux sociaux.
- Recueillir et valoriser les récits des citoyens sur le patrimoine.
- Promouvoir une approche interdisciplinaire du patrimoine.

### DÉFIS S2

#### Défis sociétaux

- Vivre en paix.
- Améliorer la qualité de vie.
- Établir une bonne gouvernance.
- Optimiser la mise en œuvre des conventions.

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Garantir aux Européens une qualité de vie élevée, en harmonie avec leur environnement culturel et naturel.

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

La municipalité de Sastamala est géographiquement très étendue (1 532 km<sup>2</sup>) et compte des dizaines de villages. Ces villages et sociétés locales ont chacun leur histoire et un patrimoine culturel unique. Le musée de Sastamala étant situé dans le centre-ville, la distance jusqu'aux villages peut être longue, parfois plus de 40 kilomètres.

Notre initiative avait pour but de renforcer la participation des villageois aux questions de patrimoine culturel. L'objectif principal du projet de musée était de rapprocher le musée du public, notamment des personnes qui ne sont pas les principaux utilisateurs de ses services. Traduit littéralement, le nom du projet (Jalkautuva museo) signifie « le musée entre dans le village ». Autrement dit, nous mettons le musée et ses services à la disposition des sociétés locales et des villages.

Nous avons voulu également renforcer la notion de copartenariat avec le public. Dans notre projet pilote, nous avons cherché de nouveaux moyens d'inciter les habitants à recueillir et valoriser des éléments de leur patrimoine mutuel, en particulier leur patrimoine culturel immatériel, et à les rendre visibles.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Pour un musée, la participation du public au travail de collecte peut s'avérer difficile parce qu'elle exige souvent beaucoup de ressources et surtout du temps. Nous nous sommes concentrés sur le point de vue du public et avons séparé le modèle « villageois partenaires » de notre collection muséale. Rendre le patrimoine culturel visible et plus accessible était l'idée principale de notre projet.

Il a également été difficile d'inciter les gens à numériser le matériel. Le manque de dispositifs et de savoir-faire en matière technique a été un obstacle que nous avons rencontré sur le terrain.

## CHANGEMENT / IMPACT

Dans le cadre de notre initiative/projet, nous avons mis au point une nouvelle pratique - le modèle des villageois partenaires - qui est maintenant utilisée régulièrement dans le cadre de la participation du public aux activités des musées. Le modèle met l'accent sur la participation et vise à inciter le public à participer davantage aux travaux liés au patrimoine. Le musée fournit des outils et des compétences pour la collecte et le partage du patrimoine culturel commun.

La coopération entre les partenaires villageois et le musée commence par le choix d'un thème général ou spécifique. Il est important qu'il soit choisi par les villageois : « que voulons-nous préserver pour les

générations futures ? Y a-t-il des traditions locales menacées qui doivent être sauvées ? »

*Participation et compétences locales.* Durant notre projet pilote, nous avons travaillé dans un petit village, Keikyä, qui est connu pour ses artisans. Des villageois actifs et le musée local de Keikyä ont commencé à collecter et à étudier le sujet en collaboration avec des professionnels du musée. Nous nous sommes concentrés sur un sujet spécifique : un peigne en corne. L'initiative est venue du village. Au XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs ateliers spécialisés dans la fabrication de peignes étaient en activité à Keikyä. Nous avons organisé des « nuits de la mémoire » dans la bibliothèque locale où les habitants pouvaient venir échanger des informations et leurs souvenirs, ou apporter quelques photos et les numériser. Les villageois partenaires ont joué un rôle crucial dans la création d'un réseau d'experts locaux dans le village. L'employé du musée a recueilli des informations et a aidé à numériser les vieilles photographies. Les photos numérisées ont été présentées à un plus vaste public au moyen d'archives internet ([www.sastamala.topoteekki.fi](http://www.sastamala.topoteekki.fi)).

*Rassembler la population.* Le fait que les villageois partenaires aient fourni des informations sur le patrimoine culturel, en particulier pour les enfants, a été d'une grande importance pour le projet pilote. En outre, toujours dans le cadre du projet, le musée et les villageois partenaires ont réalisé une « exposition



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**1<sup>er</sup> août 2018**

Date de fin

**28 février 2019**

itinérante » pour les écoles. L'exposition présentait les traditions liées à la fabrication des peignes et à l'artisanat local sous forme d'images, de textes, d'artefacts et de travaux pratiques. Le projet a rassemblé la population et renforcé la coopération entre les organisations culturelles : le Musée de Sastamala, l'association des villages de Sastamala, les services culturels de Sastamala et la bibliothèque, le collège communautaire de Sastamala et le musée provincial Pirkanmaa.

*De nouvelles façons de présenter l'histoire.* Notre village-partenaire de Keikyä avait de l'expérience et des connaissances en matière de théâtre. Ces atouts ont permis de réaliser un spectacle baptisé le « Conte du peigne en corne ». La mise en scène a été filmée par des étudiants de l'Institut Voionmaa, dans le cadre de leurs études audiovisuelles.

## LEÇONS APPRIS

**T**ravailler avec un public considéré comme difficile d'accès et lui permettre de participer à des activités centrées sur le patrimoine culturel exige une contribution importante de la part du personnel du musée. Dans notre projet pilote, nous avons essayé d'associer des personnes qui ne n'étaient pas des visiteurs habituels. Il a donc fallu revoir la création de réseaux, la communication et la coopération avec le public, afin d'élargir les possibilités de participation. Au cours du projet, il nous est apparu évident que ce type de travail participatif était une activité que le public attendait du musée. Les villageois étaient désireux de participer et de faire du bénévolat pour préserver le patrimoine local qu'ils considéraient important. En utilisant le modèle des « villageois partenaires », les musées peuvent rapprocher les professionnels et les bénévoles et donner au public la possibilité d'avoir une influence sur le type de sujets et de thèmes patrimoniaux qui seront préservés à l'avenir.



## INITIATEUR

Fondation  
Musée

## SOURCE DE FINANCEMENT

DÉTAILS DU FINANCEMENT  
Subvention de 15.000€ de l'Agence du patrimoine finlandais

COÛT TOTAL  
17.107€, frais de personnel, de déplacement, de matériel et autres frais inclus

# S10 (S1, S3, S4, S5, S6, S7, S8, S9, S10, D3, D7, D8, D9, K7, K9)

## LE POUVOIR DE LA COOPÉRATION : RESTAURATION D'UNE ÉGLISE AVEC LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT ET DE LA COMMUNAUTÉ (LITHUANIA)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Laura Kairienė

#### ORGANIZATION

— VšĮ "Ramintoja"

#### COURRIEL

— info@ramintoja.lt

#### SITE INTERNET

— [www.ramintoja.lt](http://www.ramintoja.lt)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— Facebook Ramintoja

#### LIEU

— Lituanie, Vilnius

### RECOMMANDATION S10

#### Faciliter et favoriser les partenariats (public et privé) pour des projets de conservation et de valorisation du patrimoine culturel

Le concept élargi de patrimoine et de gouvernance participative nécessite des ressources supplémentaires telles que des partenariats public-privé. Les administrations devraient veiller à l'élaboration de codes éthiques appropriés pour préserver la nature, l'intégrité et la signification du patrimoine.

#### Pistes d'action recommandées pour S10

- Identifier les entreprises susceptibles d'être intéressées par un partenariat en faveur du patrimoine.
- S'appuyer sur les organismes compétents (chambres consulaires, groupements d'entreprises, clubs de mécènes) pour susciter et encourager des partenariats.
- Sensibiliser les partenaires potentiels à la valeur du patrimoine pour la société.
- Établir des chartes qui fixent le respect de normes éthiques pour les partenaires d'un projet : exigences, contrepartie.
- Développer la recherche de financements alternatifs pour la conservation et la restauration des biens du patrimoine culturel, et pour des opérations ponctuelles de valorisation et de promotion.
- Adopter des mesures adéquates pour encourager le mécénat et le parrainage en faveur du patrimoine culturel.
- Soutenir les chantiers-écoles, les chantiers de bénévoles accompagnés par des professionnels.
- Soutenir et encourager le bénévolat
- Encourager les contributions de diverses natures : main-d'œuvre, matériau, prêt d'outils, etc.
- Encourager la participation financière de la population à des projets patrimoniaux qui la concernent afin de la responsabiliser et de renforcer les liens avec les institutions culturelles et les autorités publiques (crowdfunding)

#### DÉFIS S10

##### Défis sociétaux

- Vivre en paix.
- Améliorer la qualité de vie.
- Préserver la mémoire collective.
- Établir une bonne gouvernance.
- Promouvoir la gestion participative.
- Optimiser la mise en œuvre des conventions.
- Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

##### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Veiller à ce que le patrimoine soit pris en compte dans les stratégies et programmes d'aménagement du territoire.
- Préserver et développer la capacité des services publics à traiter les questions patrimoniales



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

La clé du projet a été la participation active de personnes qui s'inquiétaient vraiment de ce qu'était devenue « l'église de la Bienheureuse Vierge Marie de la Consolation » à Vilnius. Dans la pratique, les ministères sont des organes administratifs généralement très grands et difficiles à faire bouger. L'église en question avait été placée sous la responsabilité du ministère de l'Éducation pendant 27 ans. Pendant ce temps, rien n'avait été fait pour restaurer ce bâtiment fortement endommagé à l'époque soviétique. La société lituanienne avait continué à se développer tout au long de ces années pour devenir une société indépendante, active et sûre d'elle-même. En outre, le bénévolat est devenu une chose courante. Les planètes étaient donc alignées pour que la communauté intervienne. Il s'agissait d'une communauté religieuse qui accompagnait l'aumônier de la police qui avait été chargé de diriger l'église. Les croyants voulaient à ce point restaurer ce lieu abandonné qu'ils ont offert leur temps et leurs compétences au ministère de l'Intérieur afin de s'attaquer au plus vite à ce « travail pharaonique ». Ils ont commencé à inviter des spécialistes et à participer au processus de restauration. La collaboration qui a suivi a été une étape positive qui a donné des résultats parfaits.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

L'un des premiers obstacles à surmonter a été de définir les différentes fonctions d'un bâtiment baroque sur trois niveaux. Au début, nous avons eu les idées les plus folles qui semblent aujourd'hui très étranges. Nous avons tout planifié au sein d'un petit comité composé essentiellement de fonctionnaires statutaires, mais cela n'a donné aucun résultat. Nous avons fini par comprendre que nous ne connaissions pas suffisamment l'histoire de l'église pour proposer quelque chose de cohérent. Nous avons alors décidé d'approfondir la question. Plus nous avons fait de recherches, plus nous avons compris quelles fonctions seraient appropriées (en dehors de la fonction religieuse). Puis nous avons cessé de formuler des idées à la hâte pour nous mettre à l'écoute de la population. La collaboration et l'ouverture aux autres nous ont donné des idées positives, et les premiers événements culturels ont montré que la société avait des besoins. Et ces besoins, nous avons cherché à les cerner. Un autre obstacle a été de mettre de l'ordre dans une communauté de plus de 300 personnes. Tout le monde travaillait bénévolement, mais les critiques au sujet du contrôle de la qualité étaient problématiques. Nous avions besoin d'utiliser des outils de planification pour contrôler toute l'énergie que chacun possédait et tenait à exprimer. Nous avons donc créé une structure, réparti les responsabilités et un organisme bénévole important a commencé à fonctionner et à se confronter au travail quotidien. Il n'a pas été facile non plus d'établir des relations entre les membres de la communauté et les représentants du ministère de l'Intérieur. Enfin, nous avons posé le

principe d'un interlocuteur unique pour simplifier la structure organisationnelle. Malheureusement, nous restons confrontés à des obstacles juridiques qui découlent d'une situation inhabituelle, puisque nous ne savons pas si le bâtiment appartient au ministère de l'Intérieur ou à la Curie. Mais ces problèmes n'entament pas notre confiance et nous trouverons certainement la meilleure façon d'avancer et de restaurer ce magnifique bâtiment..

## CHANGEMENT / IMPACT

Un certain temps s'est écoulé depuis que la responsabilité de l'église a été transférée du ministère de l'Éducation au ministère de l'Intérieur. Aujourd'hui, la plupart des habitants de Vilnius connaissent l'église de la Bienheureuse Vierge Marie de la Consolation et l'ont probablement visitée plusieurs fois. L'église est devenue un lieu de rencontre, un lieu d'accueil pour les gens de tous horizons, un lieu pour les croyants et les non-croyants, un lieu où l'art des jeunes peut éclore, un lieu de culture où sont organisés concerts, expositions, conférences, ateliers. Mieux, elle est devenue un espace religieux très attrayant pour de nombreux croyants. Le troisième étage consacré devient trop petit pour les accueillir tous. Malgré cela, il n'a toujours pas été rénové et il est conservé en l'état. Le bâtiment multifonctionnel s'est développé au point d'être désormais un lieu où chacun peut s'exprimer et apporter sa contribution, d'autant que les activités sociales, qui sont si importantes pour la communauté,



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**10 août 2017**

Date de fin

**En cours**



sont de plus en plus nombreuses. L'espace a radicalement changé. Ceux qui le découvrent un an plus tard n'en croient pas leurs yeux tant les changements sont nombreux : la salle de lecture, la sacristie, les toilettes, les salles de conférence, la salle de jeux des enfants et la chapelle n'ont pas vraiment été rénovées mais ils ont été modifiés avec des moyens simples mais toujours spectaculaires.

## LEÇONS APPRISES

L'initiative est en cours et de nombreux enseignements seront pris en compte. Pourtant, certains peuvent déjà être tirés. Nous nous sommes rendu compte que la cohérence est la clé de tous les « travaux pharaoniques » parce qu'il faut beaucoup de temps pour les porter à un certain niveau de maturité. Au début, nous ne savions pas par où commencer. Quelle fonction optimale donner à un bâtiment abandonné depuis 27 ans ? Nous avons très envie d'effectuer les changements immédiatement : installer le chauffage, la lumière, l'eau, changer les fenêtres, etc. L'aumônier de police qui avait été chargé de diriger l'église voulait célébrer sa première messe le plus tôt possible mais le manque d'argent nous a ramenés à la réalité. Heureusement, la volonté était là. Il nous a donc fallu dix mois pour préparer l'église de la Bienheureuse Vierge Marie de la Consolation pour la première messe depuis sa consécration il y a 250 ans. Nous avons compris qu'il y a un temps pour

chaque étape. La transparence et la publicité sont les meilleurs remèdes pour régler des questions délicates, notamment celle de savoir quels sont les éléments structurels de l'époque soviétique qui doivent être montés. Parfois, certains proposaient leurs services pour aller plus vite en besogne, mais nous avons décidé de rester cohérents et de développer notre vision globale étape par étape. Le gros des travaux a été réalisé grâce au temps et à l'énergie des bénévoles. Nous avons décidé de demander l'avis du public et de lui soumettre des questions importantes qui le concernent, car le patrimoine nous appartient à tous. Aujourd'hui, nous sommes à la recherche d'un concept architectural, mais personne ne sait exactement à quoi il ressemblera. Nous organiserons un atelier et un concours afin de recueillir des idées auprès de celles ou de ceux qui se soucient du patrimoine et de son avenir. Nous sommes en phase de recherche et d'investigation, et nous préparons toutes les données nécessaires pour que les architectes puissent commencer à mettre en œuvre leur vision. Certes, cette démarche est plus longue mais elle est plus transparente et plus fiable. Notre devise est de rester calme. Les solutions viendront à point nommé.



## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)  
Communauté/communautés de citoyens

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public  
Financement privé

### Détails du financement

Le ministère de l'Intérieur a financé des travaux de renforcement structurel, des travaux d'installation concernant l'électricité, le chauffage et l'eau et a mené des enquêtes sur l'état des travaux de construction, etc. À l'initiative des membres de la communauté et de ce ministère, une demande de recherches architecturales, archéologiques et historiques a été formulée et un financement a été obtenu. La communauté a commencé les réparations de la toiture, fait des dons pour les travaux de restauration des peintures « baroques » et anime des discussions ouvertes sur le patrimoine et d'autres événements culturels qui se déroulent dans l'église. Elle dialogue activement avec d'éventuels sponsors et assure la rédaction des projets. La page internet présentant la liste des œuvres pouvant faire l'objet de donations est en cours d'élaboration et sera lancée prochainement.

# S5 (S4, K4)

## « MISSION PATRIMONIALE », CHANTIERS DE BÉNÉVOLES INTERNATIONAUX – UNION REMPART (FRANCE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

– Fabrice Duffaud

#### ORGANISATION

– Union Rempart

#### COURRIEL

– duffaud@rempart.com

#### SITE INTERNET

– www.rempart.com

#### RESSOURCES EN LIGNE

– <https://www.rempart.com>

– <https://www.rempart.com/sauvegarde-restauration-patrimoine/uploads/2018/03/REMPART-Communiqu%C3%A9-Mission-patrimoine-2018-29-03-2018.pdf>

– [www.patrimoineurope2018.fr](http://www.patrimoineurope2018.fr)

#### LIEU

– France

### RECOMMANDATION S5

#### Promouvoir et évaluer les pratiques et procédures de participation citoyenne

La participation citoyenne fait partie du processus démocratique. Elle permet à chacun de jouir du patrimoine tout en reconnaissant sa responsabilité individuelle et collective à son égard. Nous devons identifier les pratiques existantes et évaluer leur efficacité et leur impact pour consolider les acquis et développer d'autres lignes d'action.

#### Pistes d'action recommandées pour S5

- Identifier les freins à la participation citoyenne et proposer des solutions.
- Évaluer les pratiques et les dispositifs à l'œuvre en vue de développer la participation citoyenne dans la gouvernance du patrimoine culturel : identification, description, interprétation, promotion.
- Adapter les procédures existantes pour améliorer la participation des citoyens sur la base des évaluations.
- Mettre en place de nouveaux dispositifs participatifs.

### DÉFIS S5

#### Défis sociétaux

- Vivre en paix.
- Contribuer au bien-être et à la santé des individus.
- Établir une bonne gouvernance.
- Favoriser la gestion participative.
- Optimiser la mise en œuvre des conventions.

#### Défis du développement

- Construire une société plus inclusive et cohésive.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Encourager la recherche concernant le patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

L'Union Rempart est une union d'associations de protection du patrimoine et d'éducation communautaire dont le rôle est la restauration des monuments. Créée le 11 juillet 1966 par le Touring club de France, elle a obtenu le statut d'utilité publique en 1982. REMPART est l'acronyme de Réhabilitation et Entretien des Monuments et du Patrimoine ARTistique. Les 180 associations de l'Union ont toutes un objectif commun : restaurer et protéger un bien patrimonial et lui redonner vie, en contribuant au développement local et régional, notamment dans les zones rurales. La plupart d'entre elles organisent des chantiers de bénévoles et permettent à des milliers de personnes de participer chaque année à des projets associatifs de protection et de revitalisation du patrimoine. Les chantiers REMPART sont l'occasion non seulement d'en savoir plus sur le patrimoine et les techniques de restauration, mais aussi de vivre avec les autres et de pratiquer la citoyenneté.

Les associations membres de REMPART travaillent sur des sites patrimoniaux très variés : chapelles, forts, prieurés, châteaux, moulins, fours à chaux, chemins de fer, jardins, forges, terrasses, qu'ils soient classés monuments historiques ou petits sites du patrimoine ordinaire. Les sites peuvent être de tout âge, de la préhistoire à nos jours, sans accent mis sur une période particulière. L'objectif du mouvement REMPART est de restaurer le patrimoine mais aussi de faire en sorte qu'une fois restaurés, les bâtiments soient mis en valeur et intégrés dans le monde moderne. Les aspects de restauration et de réutilisation de notre travail sont indissociables.

Chaque projet est le fruit d'une collaboration entre l'association locale membre de REMPART et les partenaires locaux (population, pouvoirs publics). L'environnement social, économique et culturel local et les moyens humains, financiers et techniques dont dispose l'association locale sont pris en compte, de même que le potentiel et l'identité du bâtiment en question. Les projets sont soutenus par l'État, les régions, les départements et les collectivités locales, ainsi que par divers partenaires privés, tels que la Fondation du patrimoine.

Les chantiers REMPART sont des vacances « constructives ». Chaque été, des milliers de personnes choisissent de contribuer à la protection du patrimoine en participant à des chantiers de bénévoles internationaux. Ces personnes restaurent et mettent en valeur des lavoirs, hameaux, châteaux, églises, classés ou non. De par leur citoyenneté active, elles contribuent à maintenir en vie nos villes et nos régions tout en profitant de la camaraderie du travail d'équipe.

Les projets sont réalisés toute l'année et pas uniquement en été. Certaines associations REMPART proposent des interventions ou des stages de formation le week-end et pendant les courtes vacances scolaires, voire toute l'année. Il existe également d'autres façons de participer, par exemple dans le cadre d'une mission de service civique ou de la supervision d'un chantier. À cette fin, REMPART organise des cours de formation pour les superviseurs de projets. Son travail a été salué par le label de qualité de l'Année européenne du patrimoine culturel.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Au cours de son existence, l'association a dû apporter des réponses à de nombreuses questions. Par exemple, comment garantir que le travail bénévole fourni pour les sites du patrimoine ne tombe pas entre des mains privées ? Comment faire participer des bénévoles à la conservation pratique du patrimoine ? Comment continuer d'attirer de nouveaux publics année après année et faire en sorte que notre action sur le patrimoine soit vraiment l'affaire de tous ? En développant des outils spécifiques pour établir des baux sécurisés et pérennes entre l'association et les propriétaires des sites, REMPART établit, par exemple, une distinction claire entre intérêt privé et bien commun. En élaborant des cours pour animateurs et chefs de groupes, l'association veille à la qualité de la pédagogie mise en œuvre durant les camps du patrimoine organisés sous son patronage. Elle met également au point des programmes spécifiques pour lever des fonds publics et privés et offrir à chacun la possibilité de participer à des activités de défense du patrimoine. Ce dernier objectif, qui est une de nos priorités, doit donner lieu à une mobilisation de ressources supplémentaires auprès de nos partenaires financiers. Dans un monde où les technologies tendent à transformer notre façon d'interagir, le fait de rassembler des bénévoles (surtout des jeunes) venus de divers horizons pendant une période de 10 à 15 jours pour participer ensemble à des activités pratiques sur des bâtiments anciens (situés, dans la plupart des cas, dans des endroits ruraux ou isolés) représente un énorme défi. Nous devons donc d'être créatifs, amusants et



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**11 juillet 1966**

Date de fin

**En cours**



accueillants. Nous devons également constamment communiquer pour rappeler à chacun les vertus de l'engagement et du bénévolat. Aujourd'hui, l'association s'efforce, par exemple, de nouer davantage de partenariats à l'international afin d'assurer la diversité culturelle de ses projets en France. REMPART attend également une augmentation des fonds européens disponibles pour l'éducation au patrimoine et la mobilité des jeunes en matière de restauration patrimoniale.

## CHANGEMENT / IMPACT

Le nombre de chantiers de bénévoles augmente d'année en année. L'initiative est reconnue et soutenue par les institutions publiques et les autorités locales et régionales. Quelques chiffres :

- 3.500 bénévoles travaillent sur des chantiers chaque année.
- 10.000 citoyens sont associés à des travaux patrimoniaux.
- 180 associations en France.
- 50 organisations partenaires dans 30 pays.
- Plus de 50 ans d'expérience.
- 800 sites patrimoniaux restaurés

## LEÇONS APPRISSES

Préservation et restauration durables de bâtiments : tous les métiers et professions liés à la restauration patrimoniale sont concernés (maçonnerie en pierre, maçonnerie, menuiserie, vitraux, toiture, etc.).

- L'éducation et la formation des bénévoles (prise en charge, autonomie de chacun, apprentissage de techniques) ; l'insertion sociale et professionnelle : les chantiers sont encadrés par des professionnels qui enseignent aux bénévoles comment réaliser un travail de qualité sur un monument historique (classé ou non et souvent soumis à un cahier des charges strict) en vue de transmettre les connaissances, les savoir-faire et les bonnes pratiques pendant que le chantier est opérationnel.
- Des circuits d'approvisionnement courts (matériaux, savoir-faire et emploi local).
- Des sources de financement diversifiées.
- La mise en réseau de toutes les parties prenantes ; la sensibilisation des élus et des communautés locales.



## INITIATEUR

Alliance d'associations créées en vertu de la loi de 1901 sur les associations à but non lucratif.

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé



# S1 (K10)

## CRÉER UNE FÉDÉRATION DES ORGANISATIONS DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL (NORVÈGE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Skjetne, Toril

#### ORGANISATION

— La Fédération norvégienne des organisations du patrimoine culturel

#### COURRIEL

— toril.skjetne@kulturvern.no

#### SITE INTERNET

— [www.kulturvern.no](http://www.kulturvern.no)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— Facebook: <https://www.facebook.com/Kulturvern/>

#### LIEU

— Norvège, Oslo

LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

### RECOMMANDATION S1

#### Mieux impliquer les citoyens et les collectivités locales dans la valorisation de leur patrimoine du quotidien

Les citoyens prennent part à des projets à titre individuel ou collectif à des titres divers, de la simple sensibilisation à une participation active. Des collectivités et associations locales les associent parfois à d'autres fins : recensement, interprétation, étude ou promotion du patrimoine.

#### Pistes d'action recommandées pour S1

- Organiser des visites de découverte animées par des habitants et les professionnels du patrimoine : quartiers, villages, villes, ateliers d'artisanat, musées, bibliothèques, etc.
- Favoriser les manifestations d'artisans locaux visant à faire découvrir et à promouvoir des savoirs et savoir-faire locaux.
- Organiser des manifestations intégrant l'utilisation du patrimoine vernaculaire : four à pain, moulin à huile, machines à vapeur, musées locaux, musique, danse, légendes, traditions, etc.
- Réaliser des enquêtes sur la demande sociale pour identifier les attentes, les centres d'intérêt, les motivations et les freins de la population (jeunes, retraités, nouveaux arrivants, etc.)
- Développer la sensibilisation aux outils numériques en faveur de la valorisation et du partage du patrimoine.
- Mettre en place une politique de publication : brochures, dépliants, ouvrages scientifiques.
- Réaliser des programmes audiovisuels et numériques associant la population : émissions de télévision et de radio, partage de projets en ligne, organisation de concours (presse, etc.) stimulant la participation citoyenne.
- Construire des projets participatifs d'identification du patrimoine et d'aménagement intégrant le patrimoine.

#### DÉFIS S1

##### Défis sociétaux

- Améliorer la qualité de vie.
- Préserver la mémoire collective.
- Promouvoir la gestion participative.
- Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

##### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.

##### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Il existe un secteur bénévole bien implanté en Norvège, où plus de 60 % de la population est engagée dans une forme ou une autre de bénévolat. Rien que dans le secteur du patrimoine culturel, de nombreuses ONG sont présentes, chacune étant créée pour s'occuper de son propre domaine d'intérêt et le faire connaître, qu'il s'agisse de préserver des bâtiments, de restaurer des navires ou de documenter le patrimoine culturel immatériel. Ces organisations comptent dans leurs rangs des membres très qualifiés et mènent des activités très diverses pour réaliser leurs objectifs respectifs. En tant que telle, chaque ONG joue un rôle important dans la protection de notre patrimoine culturel.

En 1994, le ministère de l'Environnement (aujourd'hui le ministère du Climat et de l'Environnement) a pris l'initiative de créer une organisation (une fédération) qui regroupe tous ces différents intérêts. L'objectif était d'établir un organisme-cadre permettant aux organisations de se réunir, d'apprendre les unes des autres et de lancer des initiatives communes. Jusqu'ici, les cas de coopération entre les ONG spécialisées dans la sauvegarde du patrimoine culturel avaient été assez rares. La fédération devait prendre exemple sur une fédération d'ONG travaillant dans le domaine des activités de plein air et qui avait été considérée comme un grand succès. Les organisations conserveraient leur indépendance et continueraient à s'occuper de leurs propres domaines d'intérêt tandis que la fédération coordonnerait les diverses activités du réseau d'organisations, encouragerait la coopération et valoriserait les efforts mutuels et combinés. Elle

jouerait également le rôle de porte-parole du secteur et permettrait aux ONG de mieux faire entendre leur voix pour défendre une cause qu'elles ont toutes en commun : la protection et la valorisation de notre patrimoine culturel.

Lorsque la Fédération norvégienne des organisations de sauvegarde du patrimoine culturel a été créée en 1994, 11 organisations y ont adhéré. Aujourd'hui, la fédération compte 24 organisations membres, soit plus de 230.000 membres au total. Le membre le plus âgé est le « National Trust of Norway », qui célèbre son 175<sup>e</sup> anniversaire en 2019. Le plus jeune membre est l'organisation historique de l'aviation, qui a été créée en 2016. La plus grande organisation est l'association des sociétés historiques, qui compte plus de 70.000 membres ; la plus petite organisation, quant à elle, compte un peu plus de 100 membres.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

La Fédération norvégienne des organisations de sauvegarde du patrimoine culturel a été créée en 1994 et s'est dotée d'un conseil d'administration provisoire élu, composé de représentants de certaines des organisations membres. Le conseil a été chargé de définir le mandat de la fédération et de créer ses statuts. L'un des premiers obstacles a été le financement de la fédération. Des demandes ont été adressées au ministère du Climat et de l'Environnement et au ministère de la Culture qui, après mûre réflexion, ont accepté d'accorder à la fédération nouvellement créée

une petite subvention « pour élaborer un plan d'aide à la création de la fédération ». Un chef de projet a été nommé pour mener une première enquête sur les activités menées par les ONG spécialisées dans la sauvegarde du patrimoine culturel, afin de définir le rôle et le mandat de la fédération.

Grâce au financement accru des ministères et à la stabilité des recettes provenant des cotisations des membres, la fédération a été en mesure de mettre en place une administration quasiment permanente à la fin de 1996 et a recruté un gestionnaire à temps partiel. Elle enregistre depuis une augmentation progressive et régulière de ses revenus et dispose aujourd'hui d'une administration de quatre personnes, dont deux à temps partiel. Il s'agit notamment du poste à temps partiel d'un coordinateur des « Journées européennes du patrimoine », un projet paneuropéen lancé par le Conseil de l'Europe. En Norvège, le rôle de coordinateur a été délégué à la Fédération norvégienne des organisations de sauvegarde du patrimoine culturel en 2001. Le financement du ministère du Climat et de l'Environnement et du ministère de la Culture a joué un rôle central dans la création et le développement de la fédération, qui peut désormais compter sur des revenus stables. Des ressources supplémentaires permettraient de lancer de nouvelles initiatives qui, à leur tour, généreraient davantage d'activités dans les organisations membres.

À une époque où de nombreux enjeux se présentent au niveau national, voire mondial, tout financement public fait l'objet d'un examen attentif. Il est donc extrêmement important pour la fédération d'attirer



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**1994**

l'attention sur ses projets et d'obtenir le soutien continu du gouvernement en faveur du patrimoine culturel et du travail accompli par le secteur des ONG. Il est également important pour elle, et pour le secteur en général, de rechercher d'autres sources de financement. Le lobbying joue donc un rôle important en la matière. Le poids des ONG est à la fois une force et une faiblesse. Indépendantes, les organisations défendent leurs propres intérêts en matière de lobbying. Elles apportent une connaissance approfondie des enjeux et font valoir leurs intérêts spécifiques. Beaucoup d'ONG, cependant, ont moins d'expérience et peinent à faire du lobbying. La fédération donne une voix à toutes les ONG et transmet des messages sur les questions qu'elles ont en commun.

En général, l'ampleur et l'importance du travail effectué par les ONG spécialisés dans la sauvegarde du patrimoine culturel souffrent souvent d'un déficit de communication. La fédération contribue à la sensibilisation et à la promotion des activités - et des résultats - des organisations membres. En outre, sa position centrale lui permet d'avoir un recul et une vision globale que n'ont pas les organisations membres.

## CHANGEMENT / IMPACT

La Fédération norvégienne des organisations de sauvegarde du patrimoine culturel a développé, depuis sa création, plusieurs initiatives stratégiques pour les organisations membres. Sa tâche principale a été de

créer des points de rencontre pour que les membres puissent échanger des informations et des idées, s'inspirer mutuellement et partager leurs expériences. L'un des principaux résultats de la création d'une fédération a été de mettre un réseau à la disposition des ONG qui s'occupent du patrimoine culturel et de leur faire prendre conscience qu'elles font partie d'un mouvement ascendant plus large. Les organisations comprennent mieux que leur travail est important et qu'il est extrêmement précieux pour de nombreuses personnes, voire pour la nation dans son ensemble.

Le lobbying est une autre tâche essentielle de la fédération. Nous donnons ainsi une voix à toutes les organisations membres et transmettons des messages au nom d'un secteur unifié, ce qui est un résultat non négligeable.

Les résultats, divers, vont du lobbying à la sensibilisation générale à la valeur du patrimoine culturel, en passant par la reformulation de documents importants sur les politiques. La fédération a organisé des débats politiques et créé plusieurs points de rencontre avec l'administration. Elle a été invitée à participer à des ateliers et à des processus d'élaboration de politiques aux niveaux local et national. Elle se tient par ailleurs au courant des informations et tendances internationales pertinentes, ainsi que des tendances nationales, ce qui est utile à la fois pour les ONG et en termes de lobbying. Depuis que la Fédération norvégienne des organisations de sauvegarde du patrimoine culturel a repris le rôle de coordinateur des Journées européennes du patrimoine, le nombre d'événements organisés dans tout le pays n'a cessé d'augmenter.

## LEÇONS APPRISSES

La Fédération norvégienne des organisations de sauvegarde du patrimoine culturel célèbre son 25<sup>e</sup> anniversaire en 2019. Dans le cadre du jubilé, nous avons publié un livre retraçant son histoire. L'ouvrage contient des interviews d'anciens directeurs et gestionnaires, des articles d'une sélection d'organisations membres et des messages de soutien de ministres, de directions et de représentants de réseaux. Ce livre nous a permis de mieux comprendre les différentes étapes de l'histoire de la fédération. Certains des principaux défis ont été identifiés et relevés, notamment :

- Le besoin de financement ;
- La nécessité de réunir les ONG spécialisées dans la sauvegarde du patrimoine culturel afin de poursuivre un objectif commun tout en préservant l'indépendance de chacune d'elles.

Le financement public a été crucial. Le gouvernement norvégien a généreusement financé la fédération au fil des ans et a encouragé le secteur du bénévolat en général. Or, les priorités gouvernementales peuvent changer. Il est donc important de mettre en valeur les activités des ONG et de consacrer beaucoup d'efforts à la sensibilisation et au lobbying. Nous avons obtenu de nombreux résultats dans ce domaine, et le financement de la fédération a été stable. Il faudrait néanmoins trouver et mobiliser d'autres sources de financement.

La fédération a créé plusieurs points de rencontre ainsi qu'un réseau précieux pour les organisations. Ce

Date de fin  
**En cours**



réseau leur permet d'échanger des idées, d'apprendre les uns des autres et d'élaborer des lignes directrices ou des déclarations sur des politiques communes. La fédération fournit également aux organisations des informations utiles sur des processus politiques (ou d'autres questions pertinentes) auxquelles elles n'ont peut-être pas accès directement. Nous constatons de plus en plus que les organisations membres coopèrent en matière de lobbying, se soutiennent mutuellement et tirent profit des réalisations et résultats communs de la communauté des ONG dans le domaine du patrimoine culturel. En tant que telle, la fédération est parvenue, dans une large mesure, à renforcer le sentiment d'unité parmi les organisations membres. La coopération s'intensifie également dans le cadre de projets et d'événements tels que les « Journées européennes du patrimoine ». Cette unité entre les ONG qui s'occupent de la sauvegarde du patrimoine culturel a permis de créer un mouvement fort et visible qui est reconnu aussi bien par les partenaires que par les responsables politiques.



## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)  
ONG

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public.



# S6 (S1, S5, S7, D6, D10, K10)

## PLANS PATRIMONIAUX LOCAUX – RENFORCER LES COMPÉTENCES ET LES CAPACITÉS LOCALES PAR LA PLANIFICATION (NORVÈGE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Kari Larsen

#### ORGANISATION

— Direction du patrimoine culturel

#### COURRIEL

— kari.larsen@ra.no

#### SITE INTERNET

— <https://www.riksantikvaren.no/en/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

— <https://www.facebook.com/riksantikvaren/>

— [https://www.instagram.com/riksantikvaren\\_offisiell/](https://www.instagram.com/riksantikvaren_offisiell/)

— <https://twitter.com/Riksantikvaren>

#### LIEU

— Norvège

LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

## RECOMMANDATION S6

### Créer un cadre approprié permettant aux communautés et aux collectivités locales d'agir au profit de leur patrimoine et de sa gestion

Les citoyens doivent pouvoir exprimer leurs attentes et être impliqués dans la gestion de leur patrimoine. Les autorités doivent faciliter l'exercice de ce droit lié au patrimoine culturel en créant un cadre permettant aux citoyens d'évaluer des aspects spécifiques du patrimoine culturel qu'ils souhaitent préserver et transmettre aux générations futures.

### Pistes d'action recommandées

- Adapter des législations et procédures existantes pour développer le partenariat entre les divers niveaux de pouvoirs, les collectivités locales et l'ensemble des parties prenantes.
- Inciter à la réflexion et au débat public sur les enjeux que représentent le patrimoine culturel et les orientations à prendre.
- Inviter les citoyens à participer au travail d'inventaire, d'enquête publique, de protection, avec une validation par les experts comme garantie.
- Faciliter, par tous les moyens, la participation citoyenne au processus d'identification, d'étude, d'interprétation, de protection, de conservation et de présentation du patrimoine culturel.
- Faciliter la collecte de ressources financières participatives.
- Élaborer des chartes pour l'engagement des communautés patrimoniales dans l'action publique.
- Encourager l'élaboration de documents de planification et d'aménagement régionaux fondés sur le patrimoine comme atout, intégrant la participation de la population

## S6 DÉFIS

### Défis sociétaux

- Vivre en paix.
- Améliorer la qualité de vie.
- Préserver la mémoire collective.
- Établir une bonne gouvernance.
- Promouvoir la gestion participative.
- Optimiser la mise en œuvre des conventions.

### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Soutenir, renforcer et promouvoir la coopération intergouvernementale.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Les communes ont un rôle crucial à jouer dans la sauvegarde, la protection et la gestion du patrimoine culturel en s'appuyant sur la Loi relative à l'aménagement et à la construction. Elles ont aussi des responsabilités et des rôles en tant que promoteurs car elles facilitent la participation locale, trouvent un équilibre entre l'utilisation/la protection du patrimoine et d'autres intérêts et besoins, et emploient des outils, instruments et moyens au mieux des intérêts de leur collectivité.

Les communes norvégiennes diffèrent par la taille et le nombre d'habitants mais elles ont des défis communs à relever :

- Elles manquent de connaissances suffisantes en matière d'archivage et de cartographie du patrimoine culturel et du patrimoine local en général.
- Le domaine du patrimoine culturel n'est pas suffisamment pris en compte et souffre d'un manque d'ancrage politique. En outre, de nombreuses communes n'ont pas une vue d'ensemble du patrimoine local, n'ont pas défini de priorités en matière de sites ou de monument à préserver et ne disposent pas d'outils, d'instruments et de moyens pour les protéger, les gérer ou les utiliser. D'où un certain nombre de conséquences fâcheuses, notamment des pertes inutiles de patrimoine culturel, des processus de planification inefficaces et imprévisibles ainsi que des perceptions négatives du patrimoine chez les promoteurs immobiliers, les promoteurs commerciaux, etc.

- De nombreuses communes bénéficient de la compétence des musées locaux, des associations, des bénévoles, des enthousiastes ou des propriétaires, ainsi que d'un grand intérêt et d'une forte mobilisation pour l'histoire et le patrimoine locaux.

En 2011, la Direction du patrimoine culturel a lancé un programme visant à aider les communes à renforcer les compétences et les capacités locales en s'appuyant sur des plans de préservation du patrimoine. Les objectifs poursuivis étaient les suivants :

- Renforcer la base démocratique du domaine patrimonial dans les collectivités.
- Mettre en valeur et renforcer le patrimoine culturel en tant que domaine politique dans les communes.
- Renforcer les compétences et les capacités locales par le biais de modèles de coopération, de réseaux et de partage des connaissances.
- Adopter des plans patrimoniaux locaux et fournir des documents, des cartographies, des aperçus et des priorités en matière de patrimoine pour les étayer.
- Encourager, faciliter et promouvoir la participation du public à la cartographie, à la documentation et au partage des connaissances sur l'histoire et le patrimoine locaux.

Le programme s'est appuyé sur les éléments suivants :

- Des incitations économiques ont été accordées aux communes ayant pris la décision politique d'élaborer un plan patrimonial.
- Des incitations économiques ont été accordées aux communes qui ont étudié des modèles de coopération, par exemple entre les musées et une

commune, entre des municipalités ou entre des associations et des communes.

- Des réseaux et des espaces de partage des connaissances ont été créés et un accent particulier a été mis sur le renforcement du rôle de l'administration régionale du patrimoine (politiquement autonome en Norvège).
- Des avis et des savoirs ont été échangés grâce aux réseaux et forums créés (par exemple l'association nationale des urbanistes, l'association nationale des travailleurs culturels locaux), aux pages Internet et à la publication de lignes directrices et de guides de mise en œuvre par étapes.
- Un programme pilote a été mis en place entre 2014-2016 pour la création de 11 nouveaux postes d'urbanistes du patrimoine de 2014 à 2016. Cette année (2019), 90 % des 422 communes norvégiennes élaborent un plan local du patrimoine ou en ont récemment adopté un.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

En 2015, nous avons commandé une évaluation à mi-parcours du programme. Elle a fait ressortir les points suivants :

- Les communes manifestent un intérêt considérable pour le patrimoine et l'histoire des territoires locaux, quelle que soit leur situation économique.
- Les incitations économiques accordées au niveau national ont été importantes et ont permis de



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2011**

Date de fin  
**2020**

commencer à travailler sur le plan du patrimoine local.

- La préparation du plan prend de 2 à 4 ans, surtout s'il s'agit de sa première version.
- Il est recommandé de ne pas élaborer un plan trop ambitieux, car sa mise en œuvre, son suivi ou sa révision peuvent (et devraient) nécessiter beaucoup de travail. Il serait bon de commencer le travail en faisant la synthèse des connaissances existantes et de préparer un plan pour compléter la documentation, etc.
- La participation locale est ici cruciale. La façon et le moment d'associer les associations, les propriétaires et la société civile en général ainsi que le moment de les mobiliser doivent être soigneusement pris en compte lors de la planification du processus.
- L'ancrage et l'organisation du projet dans l'administration locale sont importants, que ce soit le service culturel ou le service d'urbanisme qui soit « propriétaire » du processus.

## CHANGEMENT / IMPACT

Jusqu'ici, le programme a eu certains effets, notamment les suivants :

- La sensibilisation de la communauté locale aux questions patrimoniales est accrue ainsi que sa mobilisation et sa participation. Nous constatons un impact considérable sur la formation et le renforcement de l'opinion publique dans ce domaine grâce, notamment, à des articles de

journaux, des reportages, des réseaux sociaux, des demandes de subventions du Fonds du patrimoine, etc.

- Les communes sont plus compétentes, conscientes et disposées à assumer leur responsabilité et leur rôle dans la gestion patrimoniale, ce qui a pour effet d'améliorer la protection, la valorisation et la sauvegarde du patrimoine culturel.
- Une meilleure qualité de vie pour les citoyens et les collectivités, grâce aux municipalités qui utilisent le patrimoine comme ressource pour les loisirs (sentiers historiques) et la santé publique ou à des fins de développement (comme le tourisme) ou d'éducation.
- Le renforcement de la société civile grâce à la participation citoyenne.

## LEÇONS APPRISSES

Leçons apprises concernant les effets du projet : La participation des acteurs locaux et la façon dont ils s'approprient le projet sont essentielles.

- Les incitations économiques sont importantes.
- La définition d'un calendrier et d'objectifs ambitieux est cruciale.
- Les compétences et l'organisation en place dans l'administration communale sont déterminantes.

Leçons apprises concernant d'autres effets :

- Les citoyens sont concernés, participent à la gestion du patrimoine culturel local et apprécient d'être invités et d'apporter leur contribution.

- La participation politique locale est renforcée.
- Le patrimoine joue un rôle essentiel dans l'identité, la cohésion sociale et l'aménagement local, et les plans patrimoniaux donnent aux communes et aux habitants des outils et des espaces pour agir.
- Les plans patrimoniaux locaux sont essentiels pour renforcer la protection et l'utilisation du patrimoine.



## INITIATEUR

Autorités nationales

## SOURCE DE FINANCEMENT

Pouvoirs publics

# CHAPITRE 2

A stylized illustration of a white airplane flying over a landscape. The airplane is shown from a low angle, flying towards the right. The landscape below consists of rolling hills in shades of blue and green, a single green tree on the left, and several white, fluffy clouds scattered across a light blue sky. The overall style is clean and modern.

**D**

**COMPOSANTE  
« DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL ET  
ÉCONOMIQUE »**



**D1** Promouvoir le patrimoine culturel en tant que ressource et faciliter les investissements financiers.

**D2** Soutenir et promouvoir le secteur du patrimoine, générateur d'emplois et d'activités économiques.

**D3** Valoriser les métiers et les professionnels du patrimoine.

**D4** Développer des évaluations d'impact sur le patrimoine dans le cadre de projets de réhabilitation, de construction, d'aménagement et d'infrastructures.

**D5** Encourager la réutilisation du patrimoine et l'utilisation des savoirs et pratiques traditionnels.

**D6** Garantir la prise en compte du patrimoine dans les politiques de développement, d'aménagement du territoire, d'environnement et d'énergie.

**D7** Prendre en compte le patrimoine dans la politique de développement du tourisme durable.

**D8** Conserver, restaurer et valoriser le patrimoine en s'appuyant davantage sur les nouvelles technologies.

**D9** Utiliser des techniques innovantes pour présenter le patrimoine culturel au public, tout en préservant son intégrité.

**D10** S'appuyer sur le patrimoine culturel pour distinguer un territoire et renforcer son attractivité et son renom.

**D11** Développer de nouveaux modèles de gestion garantissant au patrimoine de bénéficier des retombées économiques qu'il génère.

**La composante « développement territorial et économique » porte sur les relations du patrimoine culturel avec le développement territorial, l'économie et la gouvernance territoriale, dans le respect des principes du développement durable.**

# D5 (D7, S1, S8)

## VILLAGE THÉMATIQUE DE L'EXTRACTION DE LIGNITE (POLOGNE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Weyna, Wojciech

#### ORGANISATION

— Association BUKO

#### COURRIEL

— buko@las.pl

#### SITE INTERNET

— [www.gorniczawioska.pl](http://www.gorniczawioska.pl)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— <https://pl-pl.facebook.com/gorniczawioska>

#### LIEU

— Pologne, Pila-Mlyn dans la région des forêts de Tuchola.

### RECOMMANDATION D5

#### Encourager la réutilisation du patrimoine et l'utilisation des savoirs et pratiques traditionnels

Le patrimoine est l'un des principaux moyens de faire face aux effets négatifs des changements démographiques dans les zones urbaines et rurales. Elle fait partie d'une forme organique d'organisation spatiale et peut permettre de réelles économies d'énergie lorsqu'on considère l'énergie grise.

#### Pistes d'action recommandées pour D5

- Reconnaître et promouvoir la conservation intégrée comme une priorité dans les politiques du patrimoine.
- Introduire des mesures incitatives pour l'entretien et la conservation du patrimoine
- Consolider la législation nationale pour éviter la destruction des biens culturels, mobiliers et immobiliers.
- Encourager la réutilisation du patrimoine à de nouvelles fins tout en respectant les valeurs du patrimoine.

### DÉFIS D5

#### Défis du développement

- Construire une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de conservation intégrée.
- Veiller à ce que le patrimoine soit pris en compte dans les stratégies et programmes d'aménagement du territoire.
- Développer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux du développement territorial durable par un meilleur usage du patrimoine.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Promouvoir une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le village de Pila-Mlyn (109 habitants), près de Gostycyn, dans la région du centre-nord de la Pologne, a été confronté à de graves problèmes socio-économiques, notamment un taux de chômage élevé et le départ à l'étranger de jeunes de la région en quête d'un travail. Le manque de perspectives était principalement dû à l'absence d'un secteur secondaire et/ou tertiaire fort, et à la conviction commune que les lieux historiques situés dans le village n'avaient aucun potentiel. Or, ces derniers recélaient des mines de lignite souterraines uniques exploitées pendant la période 1886-1939. Il s'agissait du seul exemple existant dans le nord de la Pologne. Les cultures des terres agricoles et forestières ont progressivement fait disparaître les vestiges des mines et la mémoire des mineurs. Jusqu'à ce qu'une catastrophe se produise : l'un des terrains à bâtir situés dans le village s'est effondré en raison de l'extraction ancienne du charbon. Face à cet événement, la collectivité locale a décidé : 1) d'assurer la sécurité des personnes et de protéger leurs maisons contre les conséquences de la présence de mines souterraines anciennes et 2) d'examiner et de protéger le patrimoine. En 2008, des villageois partageant les mêmes idées ont créé une ONG appelée BUKO. En 2009, des recherches archéologiques ont porté sur les mines situées dans la forêt voisine. De 2009 à 2011, les archives nationales et étrangères ont été examinées pour trouver suffisamment d'informations sur l'histoire des anciennes mines d'abord allemandes, puis polonaises. Les premières activités, soutenues par le FEADER, ont été réalisées en 2011. Elles visaient à enrichir

les connaissances sur l'artisanat ancien, l'économie sociale, le tourisme et à développer les compétences personnelles nécessaires pour préparer les acteurs locaux à établir un « village thématique » (2011-2012). En 2012, le développement du village a commencé par la création d'un écomusée souterrain. Le nombre de touristes n'a cessé d'augmenter et d'autres sites du village ont été reconstruits et construits grâce à un financement de l'UE. Entre autres réalisations : des éléments de galeries de mine ont été reconstruits (2013), un sentier naturel et historique a été aménagé (2013), une maison de poterie a été reconstruite (2015), et une tente de conférence permanente a été installée dans le village (2015). Grâce à la revalorisation du patrimoine et aux fonds de l'UE (10 petits projets de subventions dans le cadre du programme LEADER), le projet a fortement bénéficié du soutien et de la contribution des partenaires locaux. En outre, le bâtiment d'une scierie a été rénové (2015-2019) à la suite d'un premier exercice bénéficiaire. Il sert désormais de lieu de rencontre et de conférence pour les membres de la collectivité locale. L'association a créé des activités pour les jeunes locaux et les a incités à participer davantage à la vie du village en leur offrant des possibilités de bénévolat (également par le biais de camps de bénévoles cofinancés). L'objectif principal du projet était de faire évoluer la situation économique du village en valorisant son histoire très riche et son patrimoine industriel. L'objectif secondaire, qui pouvait être considéré comme une condition préalable à la réalisation du projet, était d'encourager les habitants à croire au potentiel de leur village.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2012**

Date de fin  
**En cours**



## OBSTACLES / BARRIÈRES

- Difficultés à convaincre les membres de la collectivité locale que son patrimoine pouvait être valorisé.
- Absence de bonnes pratiques antérieures et d'exemples d'activités de ce type dans la région et le pays (savoir-faire).
- Manque de soutien financier pour mener l'étude archéologique initiale du patrimoine (démarrage).
- Manque de confiance dans les propres compétences des membres de la collectivité locale, en particulier dans le domaine du tourisme, de la narration historique et de la résurgence d'anciennes compétences.
- Manque de bénévoles contribuant à la conservation, l'examen et la valorisation du patrimoine.

## CHANGEMENT / IMPACT

Le village est devenu une destination touristique. Actuellement, une dizaine d'anciens chômeurs sont employés à l'entretien des attractions touristiques. Sept occupent des postes temporaires liés à la saison touristique, et cinq des postes à temps plein. L'association BUKO s'est elle-même transformée, passant d'un groupe de personnes actives à une entreprise sociale appelée « Brown Coal Mining Village Ltd ». L'association s'est lancée dans des activités commerciales et elle est devenue un nouvel opérateur touristique dans la région de Bory Tucholskie. En 2018, près de 8.000 touristes visitaient le village et réutilisaient le patrimoine et ce nombre augmente chaque année. Les autorités locales ont également remarqué le potentiel du patrimoine, les efforts des membres de la collectivité locale et le nombre croissant de touristes qui visitent le village. Elles ont donc commencé à coopérer étroitement dans le cadre de l'initiative en lui apportant son soutien ainsi que des infrastructures techniques, notamment des nouveaux trottoirs, des routes, des emplacements pour autocars et de nouvelles canalisations d'eau courante. Un petit

village en partie oublié et inactif est ainsi devenu une destination touristique florissante qui continue de se développer.

## LEÇONS APPRISSES

Ce projet est un exemple classique de la façon dont le niveau d'approche européen peut mobiliser une collectivité locale et l'aider à valoriser efficacement les ressources régionales. La mise en œuvre de ce projet a permis de mettre en évidence que l'analyse initiale des ressources locales et du potentiel d'une région devait être effectuée avant le commencement d'un projet, quel qu'il soit.



## INITIATEUR

Communauté / communautés de citoyens

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé partagé

### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Fonds FEADER (LEADER), fonds FSE, fonds FEDER, fonds nationaux polonais, fonds de l'association BUKO, fonds Gornicza Wioska Ltd.



# D9

## CRÉATION D'UN PORTAIL INFORMATISÉ DU PATRIMOINE CULTUREL COMPRENANT UN SYSTÈME DE GESTION DES DONNÉES ET UN SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (GÉORGIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Vardzelashvili Manana

#### ORGANISATION

— Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie

#### COURRIEL

— manana\_v@hotmail.com

#### SITE INTERNET

— [heritagesites.ge](http://heritagesites.ge)  
— [memkvidreoba.gov.ge](http://memkvidreoba.gov.ge)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— [https://www.facebook.com/georgianheritage/?e-pa=SEARCH\\_BOX](https://www.facebook.com/georgianheritage/?e-pa=SEARCH_BOX)

#### LIEU

— Géorgie, Tbilissi

LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

### RECOMMANDATION D9

**Utiliser des techniques innovantes pour présenter le patrimoine culturel au public, tout en préservant son intégrité.**

Les techniques et approches innovantes doivent être largement mobilisées dans les opérations de valorisation, mais aussi employées avec discernement pour répondre au double enjeu de la préservation de l'intégrité du patrimoine culturel et de son accessibilité au plus grand nombre.

#### Pistes d'action recommandées pour D9

- Définir des conditions d'accès ou de visite optimales et rechercher des solutions pour les respecter.
- Présenter un espace ou un objet disparu, inaccessible, vulnérable ou déconnecté de son contexte.
- Reconstituer ou créer des artefacts.
- Organiser un circuit de visite dans un espace sensible.
- Associer les acteurs locaux et les populations locales à la mise en place de dispositifs innovants.

#### DÉFIS D9

##### Défis du développement

- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de conservation intégrée.
- Veiller à ce que le patrimoine soit pris en compte dans les stratégies et programmes d'aménagement du territoire.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le projet est mis en œuvre dans le cadre de l'accord de collaboration entre l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie et la Direction norvégienne du patrimoine culturel.

Le portail informatisé du patrimoine culturel géorgien comprend un système de gestion de données et un système d'information géographique (SIG). Il s'agit d'un système innovant et contemporain de normes internationales qui offre au pays un nouvel espace d'informations structurées pour la gestion du patrimoine culturel.

Grâce à ce système, divers organismes publics auront accès à des informations complexes sur les monuments/lieux du patrimoine culturel ainsi que sur leur emplacement précis et leurs territoires. Le système contribuera également à gérer de façon appropriée les projets en cours ou à l'étude concernant le patrimoine culturel national.

La création du système de gestion de données sur le patrimoine culturel national, son intégration dans le système unifié d'information de l'administration publique et sa mise à la disposition des divers organismes publics et du public sont des axes prioritaires du projet.

Le portail informatisé et ses deux modules contiennent des informations sur les monuments/lieux du patrimoine culturel existant dans le pays, leurs zones de protection, les peintures murales, les sculptures sur pierre, ainsi que les biens culturels mobiliers qui sont stockés dans les musées et les réserves

relevant de l'Agence nationale de préservation du patrimoine culturel de Géorgie.

Les données spatiales et attributaires relatives au patrimoine culturel fournissent des renseignements qui sont précieux pour les organismes publics, les scientifiques spécialisés dans le patrimoine culturel et les représentants de divers domaines. La diffusion d'informations de référence sur le patrimoine culturel par le biais du portail informatisé permettra au public d'obtenir les renseignements susmentionnés, de les étudier et de les analyser.

Il est important que ce système offre la possibilité de compléter et de mettre à jour des informations sur les monuments et les lieux du patrimoine culturel, quelle que soit leur localisation dans le monde, en mode interactif.

La norme de la Commission européenne (INSPIRE), ainsi que les expériences similaires de la Norvège, du Danemark, du Royaume-Uni, des États-Unis et d'autres pays chefs de file ont été analysées durant le processus d'élaboration du système. Des experts géorgiens et norvégiens travaillent conjointement sur ce système depuis plusieurs années sous la forme de visites d'affaires et d'études.

L'élaboration, le développement et la gestion du portail informatisé sur le patrimoine culturel géorgien sont assurés par le Service des systèmes d'information, qui est une équipe chargée de la gestion des données complexes SIG de l'Agence nationale de préservation du patrimoine culturel de Géorgie.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**2013**

## CHANGEMENT / IMPACT

Le portail informatisé du patrimoine culturel géorgien, qui comprend un système de gestion de données et un système d'information géographique (SIG) est désormais achevé. Il donne aux utilisateurs de nouvelles possibilités en matière de systématisation, de gestion et de partage de l'information. Le portail est un système innovant qui offre au pays un nouveau type d'espace d'information structuré pour gérer le patrimoine culturel.

Le système permet à diverses institutions publiques d'accéder à des informations complexes concernant les monuments/lieux du patrimoine culturel et leur emplacement exact, ce qui facilitera et bonifiera la gestion des projets en cours ou à l'étude liés au patrimoine culturel.

Le portail informatisé a été créé en vue d'améliorer la gestion et la protection du domaine patrimonial.

Le portail du patrimoine culturel a acquis une importance particulière suite aux modifications du Code de l'autonomie locale qui ont été approuvées en 2014. Ces modifications ont permis de créer 70 villes autonomes qui sont devenues, dans une certaine mesure, responsables des enjeux propres au patrimoine culturel. Grâce à cet instrument, le patrimoine culturel est désormais fin prêt pour le processus de décentralisation, notamment en ce qui concerne l'octroi des autorisations sur le plan national.

Jusqu'à 1.000 utilisateurs (y compris des représentants de l'État, des structures et organisations régionales et municipales) ont été formés dans le cadre du projet

et ont commencé à utiliser le portail informatisé du patrimoine culturel ; le cours spécialisé de formation à l'utilisation du portail, qui a été élaboré et dispensé dans le cadre du projet, contribuera beaucoup au renforcement des capacités des spécialistes et des étudiants dans ce domaine.

Le portail informatisé sert de base à l'application des ressources du patrimoine culturel dans le contexte du développement socio-économique durable du pays. Le portail sert d'outil de gestion universel qui permet de gérer les processus liés au patrimoine culturel, de l'inventaire des biens culturels à la valorisation optimale de leur rôle dans les projets de développement socio-économique. Il rend le processus de prise de décision plus efficace à tous les niveaux de gestion.

Un portail unifié comprenant un système d'information et un système SIG est important pour mettre en œuvre des normes internationales dans le domaine de la gestion du patrimoine culturel, favoriser l'accès aux informations patrimoniales et accroître la sensibilisation du public.

Le projet de création d'un portail informatisé du patrimoine culturel regroupant un système de gestion de données et un système d'information géographique, mené à bien en 2013-2017, a jeté les bases d'une nouvelle étape de la coopération ; dans le cadre de cette coopération, l'Autorité cartographique norvégienne, l'Agence nationale du registre public et l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie ont lancé, à l'automne 2018, un

nouveau projet de collaboration entre la Géorgie et la Norvège sur le partage et la normalisation des données géographiques du patrimoine culturel géorgien. Il est envisagé d'utiliser le portail informatisé et ses modules pour transmettre des données sur le patrimoine culturel aux agences nationales géorgiennes, aux organismes régionaux et locaux, ainsi qu'aux utilisateurs privés. Cette initiative s'appuiera sur des services de partage de données et sera menée à bien conformément à l'Infrastructure nationale de données spatiales (INDS) de Géorgie en utilisant la Spécification de l'Agence nationale du registre public (ANRP) sur l'infrastructure nationale géorgienne de données spatiales et de métadonnées de 2015, révisée en 2016. Le profil de métadonnées créé est conforme au style de métadonnées INSPIRE ainsi qu'aux spécifications de la norme ISO, en particulier la norme ISO 19115-1:2014. En outre, le partage des données nécessitera la normalisation des données géographiques du patrimoine culturel, laquelle utilisera les types généraux pour la Géorgie. Enfin, l'application du cadre de l'INDS sur les données du patrimoine culturel est censée avoir un effet positif sur le développement de ce cadre et inciter d'autres producteurs de données publiques à s'y conformer.

Date de fin  
**2017**



## OBSTACLES / BARRIÈRES

La nécessité impérieuse de créer un tel système n'a pas été comprise au début de la mise en œuvre du projet, ce qui a créé des difficultés, notamment en ce qui concerne la mise en place d'une plateforme de collaboration entre les autres institutions publiques chargées de la collecte et de la diffusion des données. Après des années de négociation, le mémorandum sur l'échange de données Geo a été signé entre l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel et l'Agence nationale du registre public.

Il a fallu également demander aux institutions et aux experts sur le terrain de télécharger tous les résultats de leurs recherches/activités relatives au patrimoine culturel dans la base de données. C'est la raison pour laquelle l'Agence nationale a mis en place une plateforme de formation spéciale afin que les professionnels puissent utiliser la base de données avec un maximum d'efficacité.

Le manque d'informations existantes (notamment les coordonnées et les descriptions SIG, les documents photographiques et graphiques) sur des milliers de biens du patrimoine culturel (mobiliers et immobiliers) a été problématique et n'a pas permis de fournir les services correspondants à toutes les parties prenantes et au grand public intéressé. Un vaste programme de ré-inventaire du patrimoine culturel est donc mis en œuvre dans l'ensemble du pays pour améliorer l'exactitude des données archivées dans la base de données Geo.

## LEÇONS APPRISSES

Au cours de la mise en œuvre du projet, les lacunes suivantes ont été mises en évidence :

- L'inexactitude de la partie des données concernant les biens du patrimoine culturel recensés ;
- La nécessité d'améliorer la méthodologie et les techniques d'identification, d'inventaire et de documentation du patrimoine culturel ;
- La nécessité, du fait de l'utilisation de la nouvelle méthodologie et des nouvelles techniques, de procéder à un nouvel inventaire et à de nouveaux travaux de documentation des biens du patrimoine culturel. La nécessité d'améliorer la mise à disposition du registre du patrimoine culturel. Le portail informatisé du patrimoine culturel géorgien est devenu le principal instrument permettant de fournir des informations précises et vérifiées sur les biens du patrimoine culturel à toutes les organisations/institutions intéressées.



## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Les principaux moyens financiers ont été fournis par le ministère norvégien des Affaires étrangères ; l'Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie a cofinancé le programme annuel sur le patrimoine culturel.



# D2 (D8, S1, S2, S6, S9, S10)

## TRADITIONS RENOUVELABLES : HISTOIRES, SAVOIR-FAIRE, ÉNERGIE, PROVENANCE (ROYAUME-UNI)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Graham Bell

#### ORGANISATION

— NECT / Cultura Trust

#### COURRIEL

— graham.bell@culturatrust.org

#### SITE INTERNET

— [www.culturatrust.org](http://www.culturatrust.org)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— Page Facebook : Warwick Bridge Corn Mill Organisation; Facebook : North of England Civic Trust (sur le point de devenir Cultura Trust); Twitter : @gb\_culturatrust

#### LIEU

— Royaume-Uni, Carlisle, Cumbria

LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

## RECOMMANDATION D2

### Soutenir et promouvoir le secteur du patrimoine, générateur d'emplois et d'activités économiques

Le patrimoine couvre un large éventail de professions avec une variété de rôles et de niveaux de compétences et de qualifications nécessitant de nombreuses techniques différentes. Il crée de nombreux emplois intersectoriels, en particulier dans les domaines du tourisme, du commerce, de la recherche et de l'éducation, dans les secteurs public, privé et bénévole.

### Pistes d'action recommandées pour D2

- Soutenir les relations entre le secteur patrimonial et les organismes en charge de l'économie et de l'emploi.
- Utiliser le secteur patrimonial pour promouvoir l'insertion et la réinsertion professionnelles.
- Faciliter l'accès des très petites et des petites et moyennes entreprises aux marchés publics.
- Informer le public et le contribuable, les élus, les décideurs sur les impacts économiques et sociaux du patrimoine.
- Soutenir les services ministériels du patrimoine pour la recherche et le maintien des savoir-faire.
- Mettre en place des politiques intersectorielles permettant au patrimoine de contribuer aux autres secteurs.
- Soutenir le développement du patrimoine culturel avec les services et les travaux qui se fondent sur la recherche et les savoir-faire.

### DÉFIS D2

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en prenant appui sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Développer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux du développement territorial durable par un meilleur usage du patrimoine.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Promouvoir une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Identifier, préserver, transmettre et partager les connaissances et les compétences patrimoniales.
- Garantir un haut niveau technique pour tous les métiers du patrimoine et de l'artisanat.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Ce projet répond aux défis de développement de la Stratégie 21 suivants : thèmes principaux : D2, D8, S1, S2, S6, S9, S10 ; (thèmes contributifs : D1, D5, D7, D10, D11, K6). Nous voulions démontrer dans le cadre d'un projet que les bâtiments historiques et les pratiques traditionnelles sont socialement pertinents, économiquement viables et écologiquement durables. La plupart des moulins à eau pour la mouture du grain (si les dispositifs fonctionnent encore) sont des musées, mais nous voulions montrer qu'il existe un marché pour des aliments traditionnels et des techniques de production vieilles de plusieurs siècles. Nous voulions surmonter les cloisonnements qui existent entre le commerce traditionnel et la provenance des aliments en tenant compte de la sensibilité accrue de la société à une gestion durable de l'environnement et en mettant ce projet en libre accès à des fins d'éducation, d'apprentissage, d'engagement de la communauté et d'utilisation des énergies renouvelables. C'était beaucoup attendre d'un moulin qui fait partie des 8 % des monuments nationaux les mieux classés en Angleterre, soit un demi-million au total ! Nous avons commencé à demander des avis d'experts sur toutes les activités de la composante. Heureusement, le moulin avait fonctionné jusqu'aux années 1980 et la plupart des appareils de meunerie du XIXe siècle étaient intacts. Les archives sur les moulins de ce site remontent à 1169, de sorte que le bâtiment et les appareils ont beaucoup d'histoires à raconter. Les roues hydrauliques ne sont pas très écoénergétiques, mais la roue de notre moulin est énorme, donc produire de l'énergie pour obtenir de l'électricité et mouder

le grain était réaliste. Les moulins ont toujours été au cœur de l'économie des communautés locales et la possibilité de faire participer la population à tous les aspects du projet (histoire locale, achat de parts sociales, etc.) a donc reçu un appui considérable. Malgré un intérêt croissant pour les aliments de qualité d'origine locale, il y avait peu de boulangeries artisanales à moins d'une heure de route. Nous savions donc que nous comblerions un vide sur le marché. Nous avons également constaté que les mécaniciens industriels qualifiés les plus proches se trouvaient à plus de 200 km, et nous avons donc dû investir dans le développement de compétences sur place pour réparer et entretenir le moulin. Nous avons ensuite réalisé des recherches, des études de conservation, des études de viabilité commerciale ainsi que de tests de marché pour valider notre vision et mettre toutes nos chances de succès de notre côté. Cette démarche nous a demandé plusieurs années. Le cahier des charges concernant l'aménagement des cours d'eau était très exigeant car le projet aura également un impact sur les habitats fauniques et les risques d'inondation. Dans l'ensemble, le projet fera appel au plus large éventail de compétences en matière de planification, de développement et d'exploitation jamais mobilisées pour un moulin dans cette partie du Royaume-Uni. Nous n'avions aucun précédent ou modèle à suivre dans cette entreprise. Mais cela ne nous a pas découragés, et nous avons levé environ 2 millions de livres sterling (2,4 millions d'euros), une somme qui nous a permis d'acheter l'usine en 2015 et de démarrer le projet. S'agissant d'un projet patrimonial, nous avions besoin

de protéger le bâtiment, qui figurait dans l'inventaire national du patrimoine en péril depuis son lancement en 1998. Il fallait donc refaire la toiture. Le moulin a été inondé en décembre 2015, mais cette catastrophe nous a permis de nouer des relations avec l'école maternelle du village puisque les enfants ont été les premiers à revenir dans le moulin après l'inondation pour voir comment ce robuste bâtiment fonctionnel avait survécu. Depuis, nous avons noué des relations avec des écoles, des collèges, des habitants, des communes, des groupes d'intérêt et tous ceux qui peuvent désormais découvrir notre vision et ses avantages. En avril 2019, nous avons actionné la roue à eau pour la première fois depuis 30 ans et émis des parts sociales afin de créer une société d'intérêt communautaire qui gèrera le moulin en notre nom en collaboration avec une entreprise sociale expérimentée à but non lucratif. Le moulin sera mis en service à l'automne et ouvrira ses portes en 2019. Des emplois et des possibilités de bénévolat (très appréciés) seront créés. Des farines moulues à la meule de pierre et des produits du pain seront commercialisés et des cours sur la fabrication traditionnelle du pain, l'ingénierie du patrimoine, les énergies renouvelables et l'histoire locale seront proposés. Tout cela est devenu possible grâce à la méthodologie adoptée : prendre le temps de comprendre le bien patrimonial, de formuler un plan d'activités bien réfléchi, de faire comprendre votre vision, de ne pas se contenter d'informer la population mais de la faire participer concrètement, et de lui prouver que le projet est réalisé avec eux et non pour eux. Le projet répond aux trois composantes de la Stratégie 21.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**Août 2015**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Faire revivre un bâtiment historique n'est pas toujours bien accueilli : certaines personnes sont habituées au « voisin tranquille » et s'inquiètent du bruit éventuel que peuvent produire, en particulier, des bâtiments industriels revitalisés. Chacun a sa méthode, en particulier en Europe, concernant les bonnes pratiques à utiliser en matière de conservation des bâtiments historiques et la part de dispositifs industriels à réutiliser, ce qui peut nuire à l'authenticité des composants. Et même si tout le monde est d'accord avec les objectifs, croire qu'une telle ambition peut être réalisée alors que les propriétaires précédents n'ont pas réussi est une profession de foi. Les projets sont une affaire non seulement de financements et de ressources mais aussi d'évolution des mentalités. Il faut une vision et considérer que derrière le bâtiment abandonné se cache la promesse d'un patrimoine récupéré et utile. Mais il faut pour cela que la propriété du bien soit garantie. Notre première participation à ce projet remonte à 1999 mais nous savions déjà que le moulin était important mais à risque. Or le marché de l'immobilier était très dynamique et le propriétaire exigeait un prix nettement supérieur au marché. Dix ans plus tard, l'évolution de la situation personnelle du propriétaire et le ralentissement du marché ont permis de rouvrir les négociations, mais le moulin hors d'usage avait pris dix ans de plus, les mécanismes s'étaient dégradés et les coûts avaient augmenté. Heureusement, le moulin se trouve à côté de la route principale desservant le mur d'Hadrien, qui fait partie du site du patrimoine mondial des Frontières de l'Empire romain, et l'intérêt pour la boulangerie artisanale

avait considérablement augmenté (mais pas le nombre de nouvelles boulangeries). Or on sait que les investisseurs préfèrent la sécurité des pôles d'activités et la croissance évolutive. Il était donc difficile de leur demander de se mobiliser pour un projet consistant à transformer un bâtiment à l'abandon en une entreprise commerciale visant un marché de niche. D'autant qu'il s'agissait d'un site restreint dans une plaine inondable. Bref, les organismes et les bailleurs de fonds contactés, qui n'avaient rien contre le projet, se montraient néanmoins très sceptiques à son égard. S'agissait-il d'un projet patrimonial, commercial, environnemental, communautaire ? Nous avons répondu « tout cela à la fois », ce qui nous a valu d'être critiqués : nous nous dispersions, nous étions trop ambitieux, etc. Et pourtant, le projet était conçu autour d'un argumentaire indiquant qu'il ferait (et devait faire) tout cela et encore davantage. Heureusement, le Trust existe depuis plus de 50 ans et peut démontrer que nous pouvons réaliser, et que nous avons déjà réalisé, des projets nécessitant des compétences diverses. Ceux qui ne nous connaissaient pas pensaient que nous n'étions qu'une organisation caritative sans grande aptitude commerciale et spécialisée dans la restauration de vieux bâtiments et qu'à ce titre, nous ne pourrions pas comprendre les besoins de la collectivité. La plupart de ces préoccupations ont été prises en compte. Cependant, l'inondation du moulin en 2015, quelques mois seulement après son acquisition, a également soulevé des doutes quant à la capacité du bâtiment de résister de façon réaliste aux coûts et aux perturbations causées par des inondations futures

et de devenir une entreprise résiliente et viable. Le moulin s'est retrouvé sous 1,5 m d'eau pendant 48 heures mais, finalement, les seuls dommages ont été une couche de limon qui a pu être nettoyée et l'humidité, qui a fini par disparaître. Cette inondation a montré que si elle se reproduit, le moulin ne sera hors service que pendant une semaine au maximum. Le passage de l'eau dans le moulin a également suscité des inquiétudes. En effet, certains pensaient que nous causerions des inondations localisées si le moulin bloquait l'écoulement. Seule l'exploitation du moulin permettra de calmer les inquiétudes. Le stationnement sur place étant limité, certaines personnes de la région s'inquiètent du trafic généré par la clientèle. Or l'usine sera en grande partie une entreprise de vente en gros, de ce fait les bénévoles et les personnes qui suivent des cours se garantiront au centre urbain proche. Les premiers résultats tangibles ont commencé à apparaître, notamment les cours qui offrent des possibilités aux fournisseurs d'hébergement local et le moulin qui peut fournir des cafés, des déjeuners d'affaires et des points de vente au détail. Finalement, un passif dévalorisé (un bâtiment négligé) est devenu progressivement un actif d'une entreprise sociale et une ressource éducative au seuil de la communauté. En associant la population tout au long du processus, la phase de développement s'est révélée aussi révélatrice, pertinente et accessible que la phase d'exploitation. Lorsque les portes s'ouvriront et que les premiers pains seront cuits, la communauté sera déjà « propriétaire » et le « vieux voisin » renaîtra de ses cendres, avec une nouvelle histoire à raconter.



## CHANGEMENT / IMPACT

Il a fallu tout d'abord que l'on se persuade nous-même que notre idée était fondée, puis que le bâtiment pourrait être restauré et réutilisé, et enfin que les habitants de la région, qui considèrent le moulin comme « leur propriété », pourraient jouer un autre rôle que celui d'observateurs et participer directement au projet. Changer les comportements est une condition préalable essentielle lorsque l'on veut prouver que le patrimoine a une contribution réelle à apporter à l'économie, à l'environnement et à la communauté et, dans l'idéal, aux trois à la fois. Or, on ne peut pas les changer en « se parachutant » et en disparaissant après le projet ; il faut impérativement nouer des relations à long terme et faire preuve d'engagement. C'est sur ces compétences non techniques qu'il faut bâtir des projets véritablement durables. Nous avons eu la chance d'avoir pu persévérer et attendre, et le bâtiment a survécu pendant les dix ans d'attente, malgré certaines dégradations. Le moulin a su mobiliser les habitants, qui ont pu voir les progrès accomplis d'une semaine à l'autre. L'école du village a adopté le projet parce qu'il offre un grand intérêt pédagogique pour l'ensemble des matières scolaires, sachant que des enfants intéressés font des parents curieux. Le marché de travaux nous a permis d'employer deux personnes sur place, ce qui leur a permis d'être vues, connues et acceptées. L'attitude accommodante des entrepreneurs et l'absence de panneaux « interdit : chantier » a incité les curieux à en savoir plus et à discuter du projet. Un apprenti a été embauché et le café du village a bénéficié d'un important essor commercial grâce à la vente de repas

et de boissons aux travailleurs. Nous avons organisé des formations aux métiers traditionnels avec l'église du village (également d'importance nationale), nous bénéficions d'un groupe de soutien de la société d'histoire locale, et nous comptons déjà plus de 20 bénévoles qui viennent travailler régulièrement sur place. Les chambres d'hôtes adjacentes ont stimulé l'activité économique. La réunion publique a attiré 40 personnes de la région, qui ont presque toutes exprimé leur intérêt pour l'achat de parts sociales dans l'organisation qui dirigera le moulin. Plus du quart d'entre elles ont dit qu'elles aimeraient participer à la création de la nouvelle société d'intérêt collectif qui assumera la responsabilité de son fonctionnement. Le succès du projet tient en grande partie à la motivation : pour réussir, il faut que les habitants aient envie de s'engager, de participer, avec nous et avec la collectivité, afin de parvenir à un consensus sur les travaux à effectuer. Or, rien n'est acquis dans ce domaine. Mais nous sommes heureux de constater que les espoirs économiques, environnementaux et sociaux que nous avons placés dans le projet étaient ambitieux et ont dépassé nos attentes en ce qui concerne l'intégration de ces thèmes, qui sont si souvent développés indépendamment. En quatre ans, nous sommes passés du scepticisme à la curiosité, à la croyance, à l'attente et à « l'appropriation ». Le « nous » d'une simple organisation caritative spécialisée est devenu le « nous » d'un groupe beaucoup plus large de personnes de bonne volonté aux intérêts et soutiens les plus divers. Ce projet a été extrêmement compliqué à réaliser et les obstacles que nous avons

dû surmonter étaient trop nombreux, notamment le défi du financement. Mais notre persévérance a montré à tous que si nous étions aussi engagés c'est que le jeu en valait la chandelle.



Date de fin  
**Octobre 2019**

## LEÇONS APPRIS

La raison pour laquelle ce projet a été proposé comme l'un des exemples de bonnes pratiques pour la Stratégie 21 est que les moulins à grain étaient présents dans chaque communauté européenne depuis des siècles. Ils étaient la source de la nourriture la plus essentielle à la vie, le pain, et étaient ancrés dans le paysage pour en tirer une énergie naturelle. Les moulins symbolisaient souvent les lieux où les populations se développaient et où les sociétés s'établissaient. Beaucoup d'entre eux ont été démolis mais les noms de lieux et l'infrastructure des bâtiments perpétuent leur mémoire. De plus, le meunier est emblématique des métiers d'une communauté. Le moulin est donc le témoin d'une société et de son économie ainsi que la preuve géolocalisée de sa continuité historique. Pour toutes ces raisons, le moulin à grain est sans doute le type de bâtiment historique le plus approprié pour incarner toutes les composantes de la Stratégie 21. Il est un exemple de bonnes pratiques et d'application concrète des principes d'interdisciplinarité. Par définition, on recherche des exemples de bonnes pratiques pour être en mesure de les reproduire et de les adapter aux circonstances les plus diverses. Ce projet montre que la restauration ne doit pas se limiter à la conservation des murs et des dispositifs en tant qu'objets, mais qu'elle doit être une réutilisation durable des formes multiples de ressources existantes, notamment les compétences, la dimension sociale, la provenance des aliments (y compris les variantes régionales),

l'éducation intergénérationnelle, l'économie (emploi, restauration/hôtellerie, tourisme), les énergies renouvelables et la biodiversité. Il ne s'agit pas de thèmes définis ou limités au niveau national, mais de thèmes universels et internationaux ; les enseignements que nous avons tirés de ce projet constituent une monnaie transférable dans toute l'Europe. En fait, les leçons tirées de ce projet au Royaume-Uni ont été nourries par mes divers engagements européens : Europa Nostra (membre du conseil d'administration ; Cultural Heritage Counts for Europe ; plus 7 missions Most Endangered), FEMP (comité exécutif), Europeana (association membre du réseau), ViMMM/Hermes (partenaire en patrimoine culturel numérique), E-Faith (patrimoine industriel). Des projets de ce type, qui sont exemplaires, ne s'achèvent pas sur des réponses mais posent de nouvelles questions sur la façon de continuer, d'apprendre en adaptant les leçons à d'autres circonstances et avec d'autres personnes. Ainsi, nous aimerions désormais (mais ce n'était pas possible au début de ce projet) améliorer la technologie et les techniques du patrimoine culturel numérique pour rassembler tous ces éléments dans un outil coordonné de recherche, d'éducation et de formation englobant toutes les compétences. J'ai été coordinateur national du Royaume-Uni pour l'Année européenne du patrimoine culturel en 2018. Malgré les incertitudes du Brexit, nous avons pu gérer un programme de plus de 600 événements à travers le Royaume-Uni, et contribuer à mettre en place une

coordination renforcée des différents programmes des Journées européennes du patrimoine (auxquels ce moulin a participé). Chaque thème de la Stratégie 21 comprend des initiatives et des réseaux au sein desquels les membres/équipes de projet peuvent partager leurs expériences. Ce projet a déjà démontré que la somme des parties peut être supérieure à l'ensemble si des activités interdisciplinaires véritablement intégrées sont menées à bien, de l'élaboration des principes premiers à la réalité concrète. Les initiateurs que nous sommes transféreront la gouvernance et la gestion du projet à la communauté qui en prendra la charge. Il s'agit de rôles complémentaires qui ne peuvent pas nécessairement être assumés par les mêmes personnes ou organisations ; la continuité est donc une leçon à tirer et à transmettre. Je répète qu'il s'agit des relations qui sous-tendent les capacités exploitées à partir des ressources disponibles. Afin d'éviter de réinventer la roue et pour s'appuyer sur le nombre croissant de bonnes pratiques, nous nous efforcerons, dans le cadre de ce projet, de comparer les expériences avec d'autres initiatives reconnues par la stratégie 21. La communauté associée à ce projet britannique pourra ainsi bénéficier d'une perspective européenne de l'importance de ce à quoi elle contribue. Cet échange d'idées, de valeurs et d'expériences est en soi une composante essentielle des bonnes pratiques.

### INITIATEUR

Fondation  
Communauté/communautés de citoyens

### SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public

#### DÉTAILS DU FINANCEMENT

M€/ 2,4 millions d'euros (capital et revenus)

# D1

## DESCOPERA – FESTIVAL DE MUSIQUE CLASSIQUE EN PLEIN AIR (MOLDOVA)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Mariana Mischevca

#### ORGANISATION

— Ministère de l'éducation, de la culture et de la recherche

#### COURRIEL

— mariana.mischevca@mecc.gov.md

#### SITE INTERNET

— <https://mecc.gov.md/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

— <https://mecc.gov.md/> / <https://descopera.md/>

#### LIEU

— République de Moldova, Réserve naturelle-culturelle « Orheiul Vechi »

### RECOMMANDATION D1

#### Promouvoir le patrimoine culturel comme ressource et faciliter les investissements financiers

Les ressources patrimoniales contribuent au développement durable et à la gestion des territoires et profitent à bien des égards à l'économie, à la culture, à la société et à l'environnement.

#### Pistes d'action recommandées pour D1

- Soutenir et valoriser des projets impliquant le patrimoine dans le respect de son intégrité.
- Mettre en place ou consolider les mesures incitatives (subventions, défiscalisation, etc.) en faveur de la préservation et de la gestion du patrimoine culturel, et pour l'éducation au patrimoine.
- Sur la base d'exemples, démontrer les impacts positifs du patrimoine pour la société et le territoire, et les retours sur investissement.
- Valoriser les contributions de diverses natures à des projets concernant le patrimoine.
- Soutenir des projets d'investissement dans le patrimoine culturel (en relation avec les connaissances et les compétences) comme un facteur stratégique de contribution et de soutien à l'économie créative.

### DÉFIS D1

#### Défis du développement

- Développer la prospérité de l'Europe en prenant appui sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Développer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux du développement territorial durable par un meilleur usage du patrimoine.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Améliorer la qualité de vie.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le festival DescOperă (découvrir l'opéra) est un événement musical spécial, d'une rare beauté, qui se tient au pied des falaises de la réserve Orheiul Vechi. Cet événement fait sortir l'opéra et la musique classique du cadre traditionnel pour les amener au cœur de la nature. Les festivaliers ont l'occasion de profiter d'un temps parfait, d'un air frais, de paysages magnifiques et de morceaux de musique classique joués en direct sur une scène improvisée, en plein milieu de la nature.

Le festival est une manifestation qui a lieu chaque année le troisième week-end de juin et qui est fréquenté par plus de 5.000 touristes locaux et étrangers venus de Suède, Allemagne, Autriche et Roumanie. Les spectateurs peuvent découvrir la beauté de la musique classique dans un paysage rural authentique. L'amphithéâtre naturel offre un son idéal pour l'orchestre et les voix des solistes d'opéra. Les participants ont l'occasion de visiter et d'explorer la réserve, qui englobe le site, le monastère, les ruines chrétiennes, le musée et les localités environnantes.

Le paysage d'Orheiul Vechi est très connu en République de Moldova et parmi les spécialistes internationaux. Comprenant un ensemble de sites archéologiques exceptionnels et situé dans un espace naturel fortifié, il présente des caractéristiques uniques à l'échelle mondiale. Résultat de l'impact millénaire du génie humain sur l'environnement, ce paysage représente un extraordinaire gisement de biens patrimoniaux et un lieu d'une rare beauté et d'une grande attractivité qui impressionne profondément chaque visiteur.

La réserve comprend trois sites archéologiques : Peștera (grotte), Butuceni et Mașcăuți, qui datent d'une période allant d'environ 30.000 ans avant J-C à 1.800 ans après J-C. Le potentiel de défense exceptionnel du paysage et sa connexion au réseau de communication naturel transrégional ont été ingénieusement mis en valeur au début de l'âge du fer et au Moyen Âge par les sociétés dont les principales ressources étaient fournies par la guerre, le commerce et la domination politique.

Les vestiges archéologiques locaux révèlent des interférences démographiques et culturelles très intenses qui ont rassemblé des peuples des peuples et des cultures spécifiques sur des territoires situés entre la Chine et les Carpates, l'Anatolie et la mer Baltique. Les établissements humains ont considérablement transformé le paysage en construisant de grandes structures défensives, en creusant plus de 200 grottes et cavernes, et en procédant à des déboisements spectaculaires. Le paysage d'Orheiul Vechi est donc l'aboutissement du travail conjoint de la nature et de l'homme.

La rareté et les caractéristiques uniques de ce paysage culturel et naturel ont également contribué à l'aménagement et au développement d'espaces sacrés. On sait que les roches et les grottes sont souvent déifiées ou utilisées comme lieux pour accomplir des actes religieux, magiques et rituels.

L'idée d'organiser un concert d'opéra en plein air dans la réserve d'Orheiul Vechi est venue du chef d'orchestre autrichien Friederick Pfeiffer qui avait été invité à l'été 2015 par le Théâtre national d'opéra et

de ballet « Maria Biesu » de Chisinau pour diriger une représentation du « Requiem » de Verdi, en hommage à Maria Biesu. Durant son séjour, il logeait à Butuceni où il se promenait tous les matins dans la réserve, profitant de ses paysages pittoresques pour trouver l'inspiration propice aux répétitions de la musique de Verdi. C'est lors d'une de ces promenades qu'il a rencontré Anatol Butnaru, l'hôte de l'écostation de Butuceni et qu'il a eu l'idée d'organiser un événement musical au pied des anciennes falaises, en pleine nature.

L'événement a été suivi par la presse et plusieurs chaînes de télévision, et les résultats du projet sont utilisés afin de promouvoir Orheiul Vechi comme destination touristique et paysage naturel unique.

La première édition du festival DescOperă a eu lieu en juin 2016 avec, au programme, une production traditionnelle de « Rigoletto » et du « Requiem » de Verdi. En juin 2017, lors de la deuxième édition du Festival, le National Philharmonic s'est joint au festival avec une production symphonique et un concert de gala de J. Strauss, tandis que le Théâtre national d'opéra et de ballet « Maria Biesu » a interprété « Carmen » de Bizet. La troisième édition (15 au 17 juin 2018) a présenté des productions d'opéra de Strauss, Verdi et Orff.

La quatrième édition se tiendra du 14 au 16 juin 2019.



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**2016**

Les objectifs du projet sont les suivants :

- Soutenir le développement durable local en diversifiant les attractions touristiques d'Orheiul Vechi.
- Diversifier les possibilités de représentations d'opéra pour le public.
- Vulgariser la culture dans la société, en particulier dans les zones rurales ; ouvrir des régions à la culture pour profiter du tourisme culturel et tirer profit de la rentabilité des événements culturels et touristiques.
- Stimuler le tourisme et positionner la Moldova comme générateur d'événements culturels de qualité dans la région.
- Le Festival en plein air DescOperă est un succès retentissant, qui met en valeur le patrimoine culturel de la Moldova, constitue un puissant stimulant pour le tourisme et soutient les communautés rurales locales.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Les principaux risques liés à cet événement peuvent être divisés en plusieurs catégories. Premier obstacle : les aléas climatiques. L'événement ayant lieu en juin, on peut s'attendre à du mauvais temps. En 2016 et 2018, par exemple, les spectacles ont dû être reportés d'une journée en raison de fortes précipitations. Mais le public était très nombreux et les organisateurs ont réussi à mettre en place tous les détails techniques malgré le mauvais temps.

Deuxième obstacle (de taille) : préparer toutes les installations, y compris les équipements, sans endommager le paysage naturel. Un grand nombre de touristes et de visiteurs ont été invités à participer à cet événement, et les organisateurs ont donc reçu l'ordre de réduire au minimum les effets négatifs des activités économiques, touristiques et ludiques. Ces mesures visaient à réduire l'impact négatif de l'activité humaine dans la réserve.

Troisième obstacle : un certain manque d'intérêt de la population de la République de Moldova pour la musique classique. L'histoire de l'opéra est assez brève dans ce pays et n'a vraiment commencé qu'au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Les dernières décennies de la période soviétique ont été une époque florissante pour l'opéra moldave, notamment lorsque l'opéra de Chişinău a été construit. La plus grande soprano moldave, Maria Bieşu, s'est d'ailleurs produite à cette époque dans les opéras les plus célèbres du monde entier. La chute de l'Union soviétique a débouché sur une période de transition où la culture et l'opéra ont été relégués au second plan en raison de problèmes financiers. Certes, l'opéra moldave a continué de faire éclore de nouveaux talents, dont beaucoup se produisent aujourd'hui à Moscou, Vienne ou Milan, mais les perspectives ne sont pas des plus brillantes. A cet égard, il serait bon que l'État prenne des mesures pour mieux faire connaître l'opéra aux citoyens moldaves et aux touristes potentiels, et renforcer les capacités de l'école nationale de l'opéra afin de maintenir son excellence et son prestige.

## CHANGEMENT / IMPACT

Les éditions successives de DescOperă ont permis de renforcer les partenariats et les investissements dans les infrastructures à long terme pour assurer un avenir durable au festival. Le succès de cet événement est dû à la solidité de ses partenariats public-privé entre la communauté locale, les institutions patrimoniales et culturelles du gouvernement moldave et les professionnels des festivals du secteur privé. L'événement est organisé chaque année avec le soutien de la Suède, de l'USAID et de partenaires stratégiques tels que Wine of Moldova et la Direction du développement et de la coopération suisse. Plus de 5.000 visiteurs venus de Moldavie, d'Autriche, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, de Roumanie, de Suède, d'Ukraine et des États-Unis assistent chaque année à cet événement, qui montre que le festival est un aimant qui attire le tourisme et un moteur pour la croissance économique régionale. Au total, 23.500 USD ont été générés par la vente de billets, en hausse de 30 % par rapport à 2017, ce qui a entraîné une augmentation des revenus des entreprises locales. Ce succès est le résultat de plusieurs facteurs : la réputation croissante du festival, qui est un événement culturel unique de classe mondiale, l'efficacité accrue des stratégies de marketing sur les médias sociaux et la télévision moldave, et l'accès plus facile aux billets pour les festivaliers, notamment via le site en ligne ticket hub iticket.md.

L'événement joue un rôle clé dans l'institutionnalisation et le renforcement de ces partenariats à long terme, dans lesquels chaque partenaire prend des risques mais touche également des bénéficiaires. Les

Date de fin  
**En cours**

principaux faits nouveaux dans ce domaine sont, notamment : un accord pour que le festival ait lieu tous les trois week-ends de juin, l'inclusion du festival dans le programme/budget culturel national et le réinvestissement des recettes dans les infrastructures essentielles de la collectivité locale, y compris l'ajout d'un éclairage extérieur ambiant, la construction d'une deuxième passerelle pour piétons au-dessus de la rivière et la mise en valeur de spectacles sur une scène supplémentaire en été.

Après les éditions précédentes de DescOperă, l'opéra est devenu plus attractif auprès des consommateurs moldaves, qui ont apprécié sa mise en scène dans un paysage naturel unique. On observe un intérêt de plus en plus vif pour la façon dont les festivals culturels peuvent aider à construire des communautés fortes et cohésives. Le présent projet permet justement d'examiner comment le festival peut contribuer aux objectifs d'inclusion sociale. Les résultats suggèrent que ce type d'événement peut contribuer à l'insertion sociale dans quatre domaines de la société (la consommation, la production, l'engagement politique et l'interaction sociale ou les communautés) en tablant sur des facteurs tels que l'incitation à la participation locale, l'acquisition de nouveaux savoirs et la promotion du tourisme culturel.

Dès lors, on peut diviser les visiteurs en 2 catégories principales. Les premiers sont les amateurs d'opéra qui ont la possibilité de participer à des représentations dirigées par des metteurs en scène célèbres dans un

paysage naturel unique et exceptionnel dont l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial est proposée. La deuxième catégorie de bénéficiaires sont les habitants d'Orheiul Vechi qui dirigent des entreprises liées au tourisme local, dans la mesure où cet événement valorise la région et en fait une destination touristique importante riche de visites et d'événements culturels uniques. Plus de deux cents personnes participent aux activités touristiques locales.

Le succès de l'édition 2016 a été très satisfaisant et l'Opéra de Chişinău a accru le nombre de ses visiteurs et renforcé ses partenariats internationaux, dont certains ont débuté lors de la première édition de DescOpera. Les questions liées au développement local ont également bénéficié de quelques changements positifs, d'abord parce que l'augmentation du nombre de touristes se traduit par une augmentation de revenus pour la population locale, et ensuite parce que plusieurs partenaires du développement de la République de Moldova sont également partenaires de DescOpera et seraient prêts à investir dans le développement durable d'Orheiul Vechi.

Grâce au festival de musique en plein air DescOpera, l'opéra moldave et la réserve d'Orheiul Vechi deviendront de plus en plus populaires et augmenteront leur potentiel touristique. Cette quatrième édition de DescOpera continuera d'être accueillie à Orheiul Vechi. Elle deviendra ainsi une tradition ainsi qu'un événement culturel important à l'échelle nationale, voire internationale.

## LEÇONS APPRISSES

Les leçons les plus importantes que notre pays a tirées de l'organisation de cet événement sont liées à la promotion du festival au niveau international. La société civile a contribué très activement à valoriser la réserve d'Orheiul Vechi au point d'en faire l'une des destinations touristiques les plus importantes en Moldavie. Les entreprises moldaves de tourisme ont également été incitées à promouvoir l'événement.

Nous avons appris à utiliser les médias sociaux pour analyser l'impact de ce festival sur les visiteurs et interpréter leurs commentaires et suggestions afin d'améliorer les futures éditions. En outre, nous interrogeons en permanence les habitants sur l'impact de l'événement et les moyens d'améliorer ses résultats et sa qualité.

Enfin, l'expérience a montré que DescOperă n'est pas seulement un festival de musique. Grâce à l'interaction avec les acteurs locaux, c'est aussi une occasion d'observer la vie locale et de participer aux activités quotidiennes du peuple moldave. Les hôtes des stations de Trebujeni offrent des cours de chants et de danses traditionnels, tandis que les chefs locaux expérimentés apprennent aux visiteurs à préparer des petits pains et tartes au chou moldave. Pour ceux qui s'intéressent à l'artisanat traditionnel authentique, les organisateurs préparent un atelier de tressage de feuilles de maïs, un métier qui a occupé nos ancêtres pendant des siècles.

## INITIATEUR

Autorité nationale

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement partagé public/privé



## PORTAIL DE CONSEILS POUR LA CONSTRUCTION ET LA RESTAURATION (NORVÈGE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Grøndahl, Christel E. Wigen

#### ORGANISATION

— Bygg og Bevar (Portail de conseils pour la construction et la restauration)

#### COURRIEL

— post@byggogbevar.no

#### SITE INTERNET

— <https://www.byggogbevar.no/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

- <https://www.facebook.com/byggogbevar>
- <https://www.instagram.com/byggogbevar/>
- <https://no.pinterest.com/cewg/>

#### LIEU

— Norvège

### RECOMMANDATION D5

#### Encourager la réutilisation du patrimoine et l'utilisation des connaissances et pratiques traditionnelles

Le patrimoine est l'une des solutions les plus viables au problème des changements démographiques dans les zones urbaines et rurales et des effets négatifs qu'ils engendrent. Il fait partie intégrante d'une organisation spatiale organique, et permet à ce titre de réaliser de conséquentes économies d'énergie grise.

#### Pistes d'action recommandées pour D5

- Reconnaître et promouvoir la conservation intégrée comme une priorité dans les politiques du patrimoine.
- Mettre en œuvre des mesures incitatives en faveur de l'entretien et de la maintenance du patrimoine.
- Consolider les législations nationales pour éviter la destruction des biens du patrimoine culturel, mobilier et immobilier.
- Favoriser la réutilisation du patrimoine pour de nouveaux usages, tout en respectant les valeurs du patrimoine.

### DÉFIS D5

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Promouvoir une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le Portail des conseils pour la construction et la restauration (« le Portail ») est un site Internet destiné aux personnes qui vivent ou travaillent dans des maisons anciennes. Il a été lancé dans le cadre d'une coopération entre le ministère norvégien du Climat et de l'Environnement et la Fédération des industries norvégiennes du bâtiment (BNL).

L'objectif général de ce portail est d'encourager et de contribuer à l'utilisation, la gestion et la restauration des bâtiments anciens, de réduire les dommages causés au patrimoine culturel et de freiner sa disparition. L'accent est mis sur les bâtiments construits avant 1950. Les objectifs de l'initiative pour la période 2016-2020 sont les suivants :

- Fournir aux propriétaires et au secteur du bâtiment et de la construction des connaissances et des informations. Les connaissances et informations mises à disposition par Bygg og Bevar fourniront aux différents acteurs et parties prenantes des informations pertinentes qui leur permettront de choisir les solutions appropriées en fonction de l'âge, de la construction, des matériaux et du style du bâtiment ;
- Être facilement accessible, visible et compréhensible pour tous les publics concernés ;
- Rendre les propriétaires d'édifices et de sites patrimoniaux plus aptes à choisir les savoir-faire et artisans appropriés ;
- Inciter les entreprises privées à accroître leurs connaissances et à contribuer au bon fonctionnement du marché de la restauration et de la réhabilitation des bâtiments anciens ;

- Partager les connaissances sur le climat et les solutions respectueuses de l'environnement, y compris les connaissances sur la durée de vie des différents matériaux, la réutilisation des matériaux et l'efficacité énergétique ;
- Être un réseau qui fédère les différents acteurs sur le terrain.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Le Portail met à la disposition du public une grande partie des informations publiées sur les sites internet officiels du patrimoine culturel mais le langage qu'il utilise est différent et plus courant. Cette vulgarisation a une grande incidence et les articles publiés sont largement diffusés et lus.

Le dialogue entre les entreprises du secteur de la construction et les institutions et organismes œuvrant en faveur de la conservation était auparavant entaché de suspicion et de réserves. Les terminologies couramment utilisées dans le domaine de la conservation étaient utilisées dans d'autres contextes de construction, d'où des interprétations erronées et une mauvaise communication. La compréhension de la conservation, de la protection ou de la préservation était faussée par la volonté de construire de nouveaux bâtiments au détriment de structures plus anciennes. Nombreux sont ceux qui ignorent la grande qualité des matériaux de construction utilisés dans les bâtiments traditionnels. Or l'apparition récente de nouveaux matériaux a changé la façon dont les

maisons anciennes sont perçues, notamment sur le plan de l'efficacité énergétique et de l'isolation. Un certain nombre de considérations particulières doivent être prises en compte si l'on veut répondre aux attentes modernes en matière d'efficacité énergétique et de confort. Il s'agit d'une priorité pour le public et d'un objectif qui peut être réalisé grâce à des interventions spéciales. La sensibilisation à ce sujet a d'ailleurs été accrue dans le cadre de cette initiative. La phase initiale a consisté à recueillir des connaissances en examinant des projets réalisés dans le cadre de diverses initiatives et en étudiant différentes sources scientifiques. Ce travail a permis de présenter des pratiques exemplaires et de fournir des conseils judicieux aux propriétaires de maisons, aux gens de métier et aux fabricants. Le Portail rassemble de très nombreux leaders d'opinion qui sont parvenus à développer une compréhension commune des enjeux. Il sert également de plateforme pour les futurs développements et défend l'idée qu'il est nécessaire de préserver et d'entretenir sainement les bâtiments et les structures patrimoniales plus anciens.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2009**

Date de fin  
**2020 – peut être prolongée**

## CHANGEMENT / IMPACT

Le Portail des conseils pour la construction et la restauration enregistre une augmentation constante du nombre d'utilisateurs depuis sa création.

Le projet a été lancé en 2009 et les premières pages internet ont été publiées le 1er octobre 2010. Depuis le lancement, le nombre de visiteurs a atteint 1.871.685 et plus de 3,5 millions de pages ont été lues. Le temps de lecture moyen est de 1,39 minute et chaque visiteur a consulté en moyenne 1,91 page.

Free SEO (optimisation pour les moteurs de recherche) a permis d'orienter le trafic vers le portail en mettant l'accent principal sur Google. Divers médias sociaux ont également été utilisés pour faire connaître le contenu des pages, et le Portail a créé un vaste réseau en s'appuyant sur Facebook et Instagram. Ce réseau n'a rien à envier aux acteurs plus importants qui disposent de ressources plus commerciales sur le marché relativement complexe de la Norvège, mais attirer le public et le sensibiliser à l'entretien et à la préservation pose néanmoins un certain nombre de problèmes.

Les principaux problèmes auxquels les bâtiments d'avant 1950 étaient confrontés concernent l'efficacité énergétique. On sait qu'isoler une construction traditionnelle sans tenir compte de la ventilation et des matériaux peut causer un grand nombre de dommages, notamment la pourriture, l'humidité et les champignons.

La sensibilisation à ces questions découle directement de la vision de la maison idéale parfaitement restaurée. Or, le Portail a préféré mettre l'accent sur des solutions pratiques à des problèmes courants en évitant de se concentrer sur les dommages causés par une mauvaise stratégie de restauration. Cette

approche a convaincu de nombreux internautes qui ont estimé que le portail était plutôt une source d'inspiration et de connaissances qu'un recueil de règles et de règlements. Son objectif ultime est d'accroître la sensibilisation des propriétaires afin qu'ils deviennent des gestionnaires de projets et des planificateurs plus compétents des propriétés qu'ils possèdent.

Des contenus et des études de cas sont recueillis et développés par un réseau de sources diverses comprenant des établissements de recherche, des organisations professionnelles dans les domaines spécialisés de la restauration et de la conservation, ainsi que des « blogueurs » et des journalistes. L'accent est mis sur l'utilisation d'un langage accessible permettant de vulgariser tous les niveaux de connaissances préalables qui sont indispensables pour intervenir dans les différents domaines spécialisés.

## LEÇONS APPRISSES

L'accent mis sur des exemples concrets et des conseils avisés a permis d'attirer l'attention d'un large groupe d'utilisateurs, notamment les propriétaires, les artisans et les gens de métier qui travaillent occasionnellement ou régulièrement sur des bâtiments historiques et des maisons de caractère et qui ne connaissent pas toujours les différentes solutions et matériaux qui devraient être utilisés pour rénover des propriétés anciennes.

Les professionnels du commerce constituent un public cible important. Outre la compilation d'informations, le Portail a mis en avant un objectif

primordial consistant à renforcer le marché des services d'entretien et de conservation. En mettant en valeur la richesse des compétences des entreprises de construction norvégiennes spécialisées dans l'artisanat et les méthodes traditionnelles, nous contribuons à maintenir l'intérêt du marché pour ces services. Cette stratégie contribue à la sensibilisation des propriétaires et stimule leur intérêt pour les métiers traditionnels. Ils peuvent ainsi prendre des décisions concertées et de qualité sur les solutions, les matériaux et le choix des professionnels de l'artisanat pour réaliser des travaux. Les entreprises investissent dans des programmes visant à former la prochaine génération à tous les domaines de la conservation des bâtiments. Parallèlement au déploiement du Portail des conseils en matière de construction et de restauration, on note qu'une décision importante a été prise en matière d'éducation, celle de créer un baccalauréat pratique spécialisé dans l'entretien et la conservation traditionnels à l'Université norvégienne des sciences et de la technologie (NTNU).

On note également que la clé du succès de cette initiative tient à la coopération qui s'est établie entre le marché, les établissements de recherche, les organisations bénévoles, les professionnels des métiers individuels, les organismes gouvernementaux chargés de la protection des bâtiments du patrimoine et les administrations locales.

Le portail a créé un point de rencontre virtuel où de nouvelles initiatives sont accessibles à un large éventail de parties prenantes qui trouvent un espace commun de coopération et de développement axé sur le champ de compétences qui les intéressent dans ce domaine.

## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)  
Commanditaire

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement partagé public/privé



# D5 (K2, K7, K11)

## LA GUILDE DE LA RÉPARATION (NORVÈGE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Marit Jacobsen

#### ORGANISATION

— The Norwegian Folk Art and Craft Association

#### COURRIEL

— [marit@husflid.no](mailto:marit@husflid.no)

#### SITE INTERNET

— <http://www.husflid.no/>

#### AUTRES RESSOURCES EN LIGNE DE L'ORGANISATION

— Facebook : <https://www.facebook.com/NorgesHusflidslag/>

#### LIEU

— Norvège, Oslo

### RECOMMANDATION D5

#### Encourager la réutilisation du patrimoine et l'utilisation des savoirs et pratiques traditionnels

Le patrimoine est l'une des solutions les plus viables au problème des changements démographiques dans les zones urbaines et rurales et des effets négatifs qu'ils engendrent. Il fait partie intégrante d'une organisation spatiale organique, et permet à ce titre de réaliser de conséquentes économies d'énergie grise.

#### Pistes d'action recommandées pour D5

- Reconnaître et promouvoir la conservation intégrée comme priorité dans les politiques du patrimoine.
- Mettre en œuvre des mesures incitatives en faveur de l'entretien et de la maintenance du patrimoine.
- Consolider les législations nationales pour éviter la destruction des biens du patrimoine culturel, mobilier et immobilier.
- Favoriser la réutilisation du patrimoine pour de nouveaux usages, tout en respectant les valeurs du patrimoine.

### DÉFIS D5

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Promouvoir une approche inclusive du patrimoine

#### Défis du savoir

- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

La **G**uilde de la réparation (Fikselauguet) est une initiative lancée pour inciter les gens à ne pas jeter leurs vêtements mais à les réparer afin qu'ils durent plus longtemps. Son objectif est de produire un véritable impact sur l'environnement.

Kathrine Gregersen, qui avait eu l'idée depuis longtemps et avait même écrit un livre à ce sujet, a proposé l'initiative à son employeur, une section locale de l'Association norvégienne des arts et métiers populaires située à Kristiansand, dans le sud de la Norvège. Le développement durable est l'un des domaines prioritaires de l'Association, et Kathrine est membre d'un groupe de travail chargé de trouver des idées et des activités de projets à réaliser au cours des quatre prochaines années. L'Association a approuvé l'initiative proposée, qui a déjà été mise en œuvre par plusieurs sections locales.

L'Association norvégienne des arts et métiers populaires est une organisation non gouvernementale qui compte une administration réduite basée à Oslo et des consultants employés dans tout le pays. L'organisation, qui célèbre son 110e anniversaire en 2020, est en constante évolution et veille à maintenir en vie les arts et métiers populaires. Forte de plus de 24 000 membres, elle est la principale organisation norvégienne à œuvrer en faveur de l'artisanat aux niveaux local et national. Elle s'efforce de mieux faire connaître l'art et l'artisanat populaires et d'en améliorer la qualité.

L'association organise des centaines de cours et de séminaires chaque année, ainsi qu'une série d'autres activités pour transmettre les savoir-faire liés à divers artisanats traditionnels. La plupart de ces activités sont basées sur le travail bénévole effectué par les

membres. Il existe de nombreuses initiatives, notamment des cours pour les enfants, des cours sur la confection des costumes populaires (bunad) et des cours de tournage sur bois. La Liste rouge est une autre initiative qui a pour but d'éviter la disparition des techniques artisanales traditionnelles. Sur la base de cette liste, nos sections locales choisissent les savoirs qui sont importants dans leur contexte local et proposent des mesures pour les transmettre et communiquer à ce sujet.

À l'origine, la Guilde visait à fournir aux gens les outils et la formation nécessaires pour réparer leurs propres vêtements. Grâce à un groupe de bénévoles qualifiés, la section locale de l'Association norvégienne des arts et métiers populaires a été en mesure d'offrir ce type de formation. Kathrine Gregersen a contacté la commune de Kristiansand et lui a demandé un financement pour acquérir le matériel nécessaire. La réponse a été positive et l'initiative a pu se concrétiser. La section locale a assuré la promotion de l'initiative au niveau local. Elle proposait une formation ainsi que des outils aux personnes qui voulaient passer pour apprendre comment réparer leurs vêtements. Selon Kathrine Gregersen, cette initiative à petite échelle n'avait rien de surprenant. Des cours ont également été mis en place. L'initiative a été un succès. Des personnes très expérimentées ont formé des gens qui l'étaient moins. Les générations plus âgées étaient fières d'enseigner leurs compétences aux jeunes générations, et les jeunes (jusqu'à l'âge de 14 ans) ont apprécié apprendre quelque chose de nouveau. L'initiative a également été postée sur Facebook afin de toucher un public plus vaste.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

L'initiative vient tout juste d'être lancée et reste encore modeste. Les obstacles sont peu nombreux jusqu'à présent. L'obtention d'un financement pour acquérir du matériel était un problème à régler et c'est la commune qui a fourni les ressources nécessaires. D'autres obstacles pourraient se présenter, notamment la disponibilité de formateurs qualifiés et l'accès à des locaux appropriés. Kathrine Gregersen a été confrontée à un autre obstacle, ou défi : l'étendue de son rôle de coordonnatrice entre les bénévoles et le public. Elle a mis plus de temps que prévu à le surmonter.



## TIME SPAN OF THE INITIATIVE

Start Date

**2019**

End Date

**On-going**

## CHANGEMENT / IMPACT

Le résultat direct de l'initiative est le nombre de vêtements qui ont été réparés. C'est là que se trouve le véritable avantage pour l'environnement, et c'est ce qui est enregistré et communiqué aux parties prenantes.

### Cependant, plusieurs autres résultats ou avantages ont été obtenus :

- Vous sensibilisez les individus au développement durable et à la façon dont ils peuvent changer les choses ;
- Vous renforcez la participation de ceux qui veulent faire bouger les choses ;
- Vous suscitez l'attention des jeunes et vous les incitez à se mobiliser ;
- Vous transmettez des savoirs et des savoir-faire (artisanat) ;
- Vous créez des points de rencontre précieux entre les générations ;
- Ces points de rencontre - et l'artisanat en général - sont très bénéfiques pour votre santé et votre bien-être ;
- Vous prouvez que l'artisanat traditionnel n'est pas seulement un savoir du passé, mais aussi un savoir pour l'avenir.

L'initiative a été approuvée par d'autres sections locales de l'Association norvégienne des arts et métiers populaires. La campagne de mobilisation sur Facebook en a inspiré beaucoup d'autres, dont Fashion Revolution, un mouvement mondial qui a pour but de réunir des personnes et des organisations qui veulent transformer ensemble l'industrie de la mode. Le mouvement veut sensibiliser l'opinion non seulement à la production durable mais aussi à la consommation durable.

Kathrine Gregersen affirme que la valeur de l'initiative tient non seulement à la transmission des savoirs nécessaires mais aussi à la compréhension plus profonde de leur importance. Ces savoirs étaient en effet essentiels pour que l'on puisse faire durer ses vêtements plus longtemps. Ils ont ensuite « sauté » la « génération des consommateurs » qui ont jeté leurs vêtements au lieu de les réparer. Aujourd'hui, ces savoirs sont redevenus essentiels dans un contexte de protection de l'environnement.

## LEÇONS APPRISSES

Nous avons tiré quelques leçons sur les moyens nécessaires pour mettre en œuvre le projet :

- Le financement d'outils et de matériel ;
- La disponibilité de formateurs qualifiés ;
- L'accès à des locaux adaptés ;
- Le temps consacré à la coordination, plus long que prévu.

Nous avons également appris que cette initiative suscite un grand intérêt : nombreux sont ceux qui veulent apprendre comment ils peuvent contribuer à un mode de vie plus durable. Outre les résultats que nous obtenons en termes de nombre de vêtements réparés, il existe de nombreux autres avantages tels que la transmission de savoirs et de techniques importants et la création de points de rencontre entre les générations. Mais nous avons appris surtout qu'il est possible de faire bouger les choses.

## INITIATEUR

Association des juges slovènes

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public



# D3

## PRIX DU PATRIMOINE CULTUREL, VILLE HANSÉATIQUE LIBRE DE BRÊME (ALLEMAGNE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Skalecki Georg

#### ORGANISATION

— Landesamt für Denkmalpflege Bremen/Office d'État pour la conservation de Brême

#### COURRIEL

— office@denkmalpflege.bremen.de

#### SITE INTERNET

— <https://www.denkmalpflege.bremen.de/denkmalpreis-2415>

#### LIEU

— Allemagne, Brême

### RECOMMANDATION D3

#### Valoriser les métiers et les professionnels du patrimoine

Le dialogue sur place entre les professionnels et les populations locales ou les visiteurs est une façon originale de transmettre des connaissances et de valoriser des professions souvent méconnues. C'est aussi un moyen d'informer le contribuable sur l'usage des fonds publics.

#### Pistes d'action recommandées pour D3

- Programmer des opérations de valorisation des métiers et des professionnels du patrimoine sur un territoire.
- Ouvrir au public les chantiers de fouilles et de restauration (monuments, jardins, archives, œuvres d'art, artefacts, etc.).
- Donner accès à des carrières, des conservatoires de plantes, des collections dans les musées, etc.
- Organiser l'ouverture d'ateliers, de laboratoires et de démonstrations.

### DÉFIS D3

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.
- Garantir un haut niveau de technicité pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.
- Faire adhérer les jeunes à la cause patrimoniale.

## BRÈVE DESCRIPTION DE L'INITIATIVE

Le prix décerné par la ville de Brême pour la conservation des monuments a été créé en 2010 à l'initiative conjointe de l'Office régional pour la conservation des monuments et de la communauté pour la reconstruction de Brême (Aufbaugemeinschaft Bremen e.V.). La Chambre des architectes, la Chambre des métiers et la Chambre de commerce de Brême et Bremerhaven sont des partenaires de coopération actifs de cette initiative. Dans les médias, les partenaires sont des journaux locaux, Weser-Kurier à Brême et Nordsee-Zeitung à Bremerhaven.

Le patronage du président du Sénat, le maire Carsten Sieling, qui occupe également le poste de sénateur pour la Culture, témoigne de l'importance du prix. Le large ancrage sociétal du Prix du patrimoine montre que la préservation des monuments de Brême est considérée comme un élément important du développement urbain par toutes les institutions concernées. Le Prix Brême pour la conservation des monuments est décerné tous les trois ans depuis 2010. Il s'adresse aux architectes et ingénieurs, artisans, promoteurs privés et publics ainsi qu'aux bénévoles, associations et initiatives qui se consacrent particulièrement à la protection de monuments historiques spécifiques.

Prix et distinctions : le prix qui récompense un engagement et/ou des résultats exceptionnels consiste en un certificat et une plaque qui peut être fixée au monument. Le prix (un chèque) et le prix spécial décerné par les médias partenaires sont attribués exclusivement à des promoteurs privés et à des bénévoles. Cependant, l'accent est mis sur le prix, et non

sur l'argent. Le montant du prix s'élève à 3.000 euros. Ce montant peut également être réparti, par exemple, en deux prix de 1.500 euros chacun. Le prix spécial de 2.500 euros, qui est financé par les médias partenaires, est censé être remis régulièrement aux bénévoles/associations/institutions. Le prix en espèces qui récompense l'engagement des bénévoles est considéré comme un moyen de promouvoir durablement leurs activités axées sur la préservation des monuments.

Le prix pour la conservation des monuments est attribué sous la forme de certificats, de plaques et d'argent. Des certificats sont également décernés par catégories (catégorie I - architectes, catégorie II - artisans, catégorie III - propriétaires de bâtiments, catégorie IV - bénévoles) pour récompenser des mesures de rénovation de grande qualité.

Le jury qui décide de l'attribution des prix est composé d'un représentant de chacun des initiateurs, des partenaires pour la coopération, d'un expert d'un autre bureau pour la conservation des monuments historiques (afin d'obtenir un « regard extérieur ») et d'un représentant de l'urbanisme.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le prix décerné par la ville de Brême pour la conservation des monuments a pour but de récompenser les particuliers qui se mobilisent en faveur de la préservation des monuments et de sensibiliser l'opinion publique. Il récompense les réalisations de qualité qui témoignent d'un engagement exceptionnel et qui devraient être mises en valeur pour servir d'exemples auprès du public. Le Land de Brême œuvre depuis longtemps en faveur des magnifiques monuments architecturaux présents dans les villes de Brême et de Bremerhaven. Le prix récompense toutes les personnes qui ont participé à un processus spécifique de conservation des monuments.

Pour concrétiser cette idée, les initiateurs, l'Office régional pour la conservation des monuments et la communauté pour la reconstruction de Brême (Aufbaugemeinschaft Bremen e.V.) ont pu compter sur les partenariats actifs de la Chambre des architectes, de la Chambre des métiers et de la Chambre de commerce de Brême et Bremerhaven. Dans les médias, les journaux locaux « Weser-Kurier » à Brême et « Nordsee-Zeitung » à Bremerhaven sont les partenaires qui ont vivement approuvé l'idée de lancer ce prix.

Le président du Sénat, le maire Carsten Sieling, qui occupe également le poste de sénateur pour la Culture, est le mécène du prix pour la conservation des monuments de Brême.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**2010**

Tous les trois ans

**(2010, 2013, 2016, 2019...)**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

**H**eureusement, ce projet n'a rencontré aucun obstacle.

L'entente entre les initiateurs et les partenaires a toujours été bonne. La population locale, les artisans et les architectes ont également un vif intérêt pour le prix de la ville de Brême en faveur de la conservation des monuments.

## CHANGEMENT / IMPACT

**G**lobalement, le prix a le mérite de sensibiliser la population aux travaux de conservation des monuments et du patrimoine culturel du Land de Brême. On constate depuis son lancement que les citoyens de Brême s'intéressent de plus en plus à l'histoire de leur ville et que les propriétaires de monuments accordent une importance accrue à l'entretien de leur patrimoine.

Des artisans et des architectes formés et impliqués dans la restauration professionnelle des monuments y contribuent également.

Les artisans et architectes lauréats du prix en faveur de la conservation des monuments historiques de Brême utilisent ce prix pour promouvoir leur savoir-faire.

## LEÇONS APPRISSES

**I**l est important de présenter au public des mesures positives de restauration de monuments. De nombreux propriétaires de monuments s'y intéressent et ont l'intention de les appliquer. Les artisans sont également très intéressés et aimeraient améliorer leurs savoir-faire. Les monuments sont souvent difficiles à réparer en raison de leur âge, des méthodes de construction particulières et des matériaux de construction utilisés. Il est important pour les artisans d'apprendre à connaître des solutions qui ne sont pas standardisées.

Avec le Prix Brême pour la conservation des monuments, le travail de l'Office régional pour la conservation des monuments a été reconnu par la population, dont une grande partie considère que le travail de préservation des monuments est essentiel.

Afin de mieux faire connaître l'importance de notre patrimoine culturel à la population locale, il est important de décerner un prix qui récompense ceux qui préservent le patrimoine et de resserrer les liens avec nos partenaires, d'autant qu'ils soutiennent cette récompense et entretiennent des contacts dans la société de diverses manières.

Les touristes aiment aussi visiter notre ville, qui prend soin de ses monuments historiques. La population locale s'en réjouit également.



## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)  
Association(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement privé



## DEBELA GRIŽA (SLOVÉNIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Živec Goran

#### ORGANISATION

— Zavod Krasen Kras

#### COURRIEL

— goran.zivec@krasenkra.eu

#### SITE INTERNET

— www.krasenkra.com

#### ONLINE RESOURCES

— <https://radioprvi.rtvsl.si/2017/06/razkosje-v-glavi-69/> description intéressante de nos efforts sur le site national de la radio et de la télévision ; [https://www.arnes.si/files/2017/05/Valvasorjeve-nagrade\\_priznanja\\_in\\_diplome\\_2016\\_SMD.pdf](https://www.arnes.si/files/2017/05/Valvasorjeve-nagrade_priznanja_in_diplome_2016_SMD.pdf), prix décerné à nos activités, voir page 13 ; [http://www.mk.gov.si/si/medijsko\\_sredisce/novica/7350/](http://www.mk.gov.si/si/medijsko_sredisce/novica/7350/) l'une de nos expositions, dans la salle du ministère de la Culture de la République de Slovénie.

#### LIEU

— Slovénie, Komen

LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

## RECOMMANDATION D7

### Prendre en compte le patrimoine dans la politique de développement du tourisme durable

Le développement d'un tourisme durable exige de satisfaire les attentes du visiteur et de préserver la qualité du patrimoine et la qualité de vie des habitants. Il est par ailleurs crucial de diversifier et de rendre visible l'offre touristique des lieux méconnus et de proposer des expériences culturelles authentiques tout en renforçant l'identité locale.

### Pistes d'action recommandées pour D7

- Établir des conventions culture-patrimoine-tourisme au niveau national.
- Mettre en place des activités touristiques intégrant les atouts patrimoniaux et les savoir-faire locaux.
- Valoriser de manière raisonnée le patrimoine culturel dans la promotion touristique d'un territoire.
- Organiser la concertation avec les populations locales pour promouvoir un tourisme durable et respectueux, s'appuyant sur les valeurs du patrimoine culturel.
- Informer et sensibiliser les acteurs du tourisme (professionnels, prestataires) au patrimoine culturel, à son potentiel et à sa vulnérabilité.
- Développer des coopérations interprofessionnelles et intersectorielles.
- Coconcevoir des supports destinés aux touristes (guide, assistant virtuel de séjour, visites géolocalisées, etc.).
- Évaluer les impacts négatifs et prévoir des mesures normatives de limitation.

### DÉFIS D7

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et plus cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.
- Promouvoir la gestion participative.
- Promouvoir une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Encourager la recherche concernant le patrimoine.
- Faire adhérer les jeunes à la cause patrimoniale.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le vaste patrimoine culturel qui provient de fortifications datant de l'âge de fer et qui parsèment les collines situées dans le nord de l'Adriatique pourrait sans doute, compte tenu de son énorme potentiel inexploité, devenir le principal moteur économique de l'économie rurale locale. La zone géographique (sous-région Karst slovène) qui est en jeu est menacée sur le plan économique et démographique. Son économie est faible et la situation de l'emploi est mauvaise.

**Le projet est mis en œuvre par étapes, qui consistent à :**

- Sensibiliser et faire connaître à la population locale la richesse de son patrimoine, mieux protéger celui-ci et faire éclore de nouvelles idées permettant de l'exploiter et de le valoriser ;
- Associer les milieux scientifiques les plus divers pour étudier le patrimoine archéologique et son contexte naturel et culturel au sens large sans l'endommager (ou lui causer le moins de dommages possible) ;
- Concevoir et développer de nouveaux produits touristiques pour « faire tourner la roue » de l'économie locale ;
- Utiliser les recettes pour financer d'autres recherches et présentations.

Nous sommes parvenus au milieu de la deuxième étape. Jusqu'à présent, nous avons financé toutes les activités à partir de sources privées (personnelles).



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**2014**

Date de fin

**En cours, permanent**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

### Obstacles à surmonter :

- Le financement est un goulet d'étranglement constant ;
- La propriété des terres entrave d'une façon ou d'une autre la protection des sites patrimoniaux ;
- Le manque d'effectifs dans les pouvoirs publics ralentit les processus.

## CHANGEMENT / IMPACT

Les activités que nous consacrons aux fortifications préhistoriques de Debela Griža sont clairement considérées comme des pratiques optimales de protection du patrimoine dans les cercles d'experts. La coopération entre notre entité (privée à but non lucratif), les différentes autorités publiques et les experts est exemplaire.

Nous organisons des expositions, nous présentons nos activités à des foires, nous organisons des conférences et nous publions des livres sur le sujet. Nous avons réussi à inclure un chapitre sur les forteresses de l'âge de fer dans les manuels scolaires d'histoire (ce sujet n'était pas traité jusqu'à récemment).

La culture de la région des fortifications est de plus en plus connue de la population locale, notre prochain objectif est de la faire connaître aux représentants du secteur du tourisme.

## LEÇONS APPRISSES

Le développement d'activités économiques fondées sur le patrimoine culturel est un long processus qui met en jeu de nombreuses parties prenantes.

Nous avons tout d'abord appris qu'il fallait gagner la confiance de tous les interlocuteurs (malgré le scepticisme généralisé initial). Nous avons appris ensuite que les experts (qui travaillent généralement pour des projets du domaine public) sont très motivés à l'idée de coopérer à des projets de développement comme le nôtre. Nous avons appris également que la population locale peut considérer qu'un projet de développement est une opportunité ou une menace. Enfin, nous avons compris qu'un investissement de longue durée (de 5 à 10 ans) et continu en temps et en argent (même si les montants sont faibles) est nécessaire pour obtenir des résultats économiques concrets.



## INITIATEUR DU PROJET

Une entité privée à but non lucratif

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement privé

DÉTAILS DU FINANCEMENT

Épargne privée



# D5

## RÉUTILISATION DE BÂTIMENTS RURAUX EN SLOVÉNIE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL (SLOVÉNIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Koželj, Zvezda

#### ORGANISATION

— Institut pour la protection du patrimoine culturel de Slovénie (IPCHS)

#### COURRIEL

— zvezda.kozelj@zvkd.si

#### SITE INTERNET

— <http://www.zvkds.si/>

#### AUTRES RESSOURCES EN LIGNE DE L'ORGANISATION

— <http://www.zvkds.si/sl/knjiznica/obnova-objektov-kulturne-dediscine>

#### LIEU DE L'INITIATIVE

— Pays : Slovénie

— Ville/Localité : 103 localités à travers le pays

### RECOMMANDATION D5

#### Encourager la réutilisation du patrimoine et l'utilisation des connaissances et pratiques traditionnelles

Le patrimoine est l'une des solutions les plus viables au problème des changements démographiques dans les zones urbaines et rurales et des effets négatifs qu'ils engendrent. Il fait partie intégrante d'une organisation spatiale organique, et permet à ce titre de réaliser de conséquentes économies d'énergie grise.

#### Pistes d'action recommandées pour D5

- Reconnaître et promouvoir la conservation intégrée comme priorité des politiques du patrimoine.
- Mettre en œuvre des mesures incitatives en faveur de l'entretien et de la maintenance du patrimoine.
- Consolider les législations nationales pour éviter la destruction des biens du patrimoine culturel, mobilier et immobilier.
- Favoriser la réutilisation du patrimoine pour de nouveaux usages, tout en respectant les valeurs du patrimoine.

### DÉFIS D5

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Promouvoir une approche inclusive du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Notre initiative vise à relever les défis du développement suivants : développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales ; assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel ; mettre en œuvre les principes de la conservation intégrée et garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et programmes du développement territorial durable. Il s'agit de promouvoir une approche inclusive du patrimoine (défi sociétal) et de sensibiliser l'opinion publique aux valeurs véhiculées par le patrimoine (défi du savoir). L'initiative concerne également les pistes d'action suivantes : reconnaître et promouvoir la conservation intégrée comme une priorité dans les politiques du patrimoine et encourager et réutiliser le patrimoine à de nouvelles fins tout en respectant ses valeurs. Notre objectif était centré sur le patrimoine culturel et consistait à assurer une meilleure protection et conservation du patrimoine culturel dans le cadre d'une approche descendante (du sommet vers la base). Il était également de sauvegarder le patrimoine culturel considéré comme précieux, de préserver ses valeurs essentielles et sa nature et, par conséquent, de revitaliser notre propre environnement. L'initiative vise à obtenir des effets positifs pour la société, notamment la durabilité, le développement régional (rural) et la création d'emplois en tant que motivations externes. Cette intégration de toutes les parties prenantes a permis de sensibiliser l'opinion publique et de diffuser l'information à un public plus large. (<http://www.zvkds.si/sl/knjiznica/obnova-objektov-kulturne-dediscine>).

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Le principal obstacle était le manque de ressources financières. Parmi les dossiers que nous avons contribué à préparer et faire approuver, nous estimons que la proportion de ceux qui ont été retenus lors du dernier appel à candidatures ne dépasse pas le ratio de 1 sur 7. Malgré l'orientation extrêmement positive du Programme de développement rural, ce ratio défavorable a eu un effet négatif sur les investisseurs/propriétaires qui avaient consacré beaucoup de temps et de ressources pour préparer les demandes et faire approuver les projets. C'est aussi une indication que les besoins dépassent largement les fonds publics disponibles.

Les travaux de restauration ne concernaient que l'extérieur des bâtiments résidentiels classés monuments culturels d'importance locale ou nationale, tandis que les dépendances étaient classées comme « simple » patrimoine culturel (catégorie de protection la plus basse).

Les restaurateurs ethnologues en contact constant avec le patrimoine culturel rural ont tenté d'améliorer chaque appel à candidatures en fournissant des avis et des critères de sélection des projets, mais avec un succès limité. Nous nous sommes efforcés de rendre les incitations financières du Programme de développement rural non seulement suffisantes pour réaliser des travaux de restauration du patrimoine, mais aussi plus accessibles et attrayantes pour les investisseurs et les propriétaires. À cette fin, nous avons suggéré un certain nombre de mesures, notamment une réduction du montant du cofinancement par les investisseurs/propriétaires, l'exonération des fonds non remboursables de l'impôt sur le revenu des

particuliers, des allègements fiscaux pour les achats de matériel et l'exécution des travaux, ainsi qu'une option pour la prise en compte de l'apport personnel du propriétaire en matière de travaux et d'équipements. Nous avons également proposé une extension des critères d'expertise pour les appels à candidatures, notamment en ce qui concerne les dépenses justifiées pour la restauration de bâtiments entiers, y compris leur intérieur, et pour les travaux effectués sur des bâtiments classés comme patrimoine culturel et pas (uniquement) comme monuments culturels.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2008**

Date de fin  
**2013**

## CHANGEMENT / IMPACT

**D**urant l'exécution du Programme de développement rural, l'Institut pour la protection du patrimoine culturel de Slovénie (IPCHS) s'est rendu compte que la mesure 323 était une étape très importante dans la conservation et la mise en valeur du patrimoine rural. Des expériences réussies d'exécution de la mesure nous ont montré que les projets aboutis servaient d'exemples positifs et encourageaient les propriétaires de patrimoine à répondre en nombre croissant aux appels d'offres ou à choisir de préserver judicieusement leur patrimoine à leurs frais.

La participation de l'IPCHS et les conseils du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation ont contribué à une exécution plus claire, sans ambiguïté et simple des appels à candidatures. L'IPCHS a également assuré un suivi gratuit des travaux de restauration. Lorsque les travaux étaient terminés, l'Institut préparait une déclaration sur leur pertinence.

La mesure 323, avec plus d'une centaine de projets exécutés concernant le patrimoine culturel et les monuments culturels, a beaucoup contribué à la conservation intégrale. Dans l'histoire, longue d'un siècle, du service public de protection du patrimoine culturel en Slovénie (célébrée en 2013), le dernier PDR 2007-2013 est la réalisation la plus aboutie puisqu'elle concerne non seulement la conservation des monuments classés à ce jour mais aussi celle du patrimoine « mineur ».

Le succès de la coopération interinstitutionnelle a prouvé que le patrimoine, en tant qu'élément important du développement rural, continue d'être un exemple de bonne pratique de la politique de conservation intégrale et la preuve que les ressources du patrimoine sont un générateur de développement durable.

## LEÇONS APPRISSES

**E**n raison du vif intérêt des propriétaires du patrimoine et des effets positifs de la mesure sortante, le ministère de la Culture et l'IPCHS ont redoublé d'efforts pour que le nouveau PDR RS 2014-2020 continue de mettre en œuvre la politique de conservation et de remise en état de certains éléments patrimoniaux du développement rural. Surtout, nous souhaitons une coopération et une concertation encore plus actives avec le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation, responsable de la politique de développement rural.

Malheureusement, le PDR RS 2014-2020 n'a pas répondu à ces attentes : les normes stratégiques et les aspects liés à l'exécution, qui comptaient treize mesures, ne prévoyaient pas un soutien continu de la conservation du patrimoine culturel (sauf le paysage culturel). Il était prévu que le financement de la restauration du patrimoine bâti et des monuments fasse uniquement partie du programme LEADER.

Nous espérons que la publication de notre initiative réussie de collecte de bonnes pratiques liées à la Stratégie 21 convaincra le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation de relancer ces activités culturelles dans le cadre des prochaines prévisions budgétaires. Nous espérons également que la rénovation des villages et les activités visant à restaurer et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel des villages et des zones rurales seront des aspects clés des futures mesures. Ces concepts sont en effet des éléments importants de tout effort déployé en faveur d'un développement rural intégré.



## INITIATEUR DU PROJET

Autorité(s) nationale(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé partagé

DÉTAILS DU FINANCEMENT  
15 millions d'euros



# D10

## MARCHÉ ROMAIN (PORTUGAL)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Magalhães, Ana Patrícia

#### ORGANISATION

— Station de Troia

#### COURRIEL

— [apmagalhaes@troiaresort.pt](mailto:apmagalhaes@troiaresort.pt)

#### SITE INTERNET

— <http://www.troiaresort.pt/ruinas-romanas-de-troia/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

— <https://www.facebook.com/groups/TROIARUINAS;>

— <https://independent.academia.edu/RuiniasRomanasdeTroia;>

— <http://www.storm-project.eu/>

— <https://itunes.apple.com/pt/app/troia-resort/id1102887862?mt=8>

#### LIEU

— Portugal, Troia

LA COLLECTION DORÉE DES BONNES PRATIQUES

### RECOMMANDATION D10

**S'appuyer sur le patrimoine culturel pour distinguer un territoire et renforcer son attractivité et son renom**

Le patrimoine est influencé par le territoire dans lequel il se situe tout en constituant un atout pour son attractivité sociale et économique et pour son renom.

#### Pistes d'action recommandées pour D10

- Identifier les atouts d'une région, y compris le patrimoine dans toute sa diversité.
- Analyser de manière critique et prospective un territoire en intégrant les apports et la caution intellectuelle du secteur patrimonial.
- Conserver ou délocaliser les activités économiques traditionnelles.
- Valoriser les qualités durables du patrimoine (utilisation de ressources locales, circuit court de distribution, etc.).
- Promouvoir une image de marque éthique (gestion de l'image dans le respect du patrimoine).
- Élaborer une charte de gestion territoriale qui prenne en compte le patrimoine.

#### DÉFIS D10

##### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.

##### Défis du savoir

- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Soutenir, renforcer et valoriser la coopération intergouvernementale.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Les ruines romaines de Troia sont le seul site archéologique et monument au Portugal sous gestion privée. La station de Troia est propriétaire du terrain et responsable du développement touristique de la péninsule. L'entreprise est donc chargée de la conservation, de l'entretien et de la mise en valeur de ces ruines et compte une équipe d'archéologues pour mettre en œuvre le projet.

Le « Marché romain » (cinq éditions à ce jour) a été créé à l'origine pour développer l'attractivité de la destination touristique en proposant une nouvelle offre culturelle, différente du tourisme balnéaire et solaire. Il s'agissait également de prouver l'attrait de ce type d'événements qui mêlent reconstitution et loisirs et proposent des activités très diverses (art, conférences, danse, théâtre, musique, marché artisanal, terrain de jeux pour enfants et ateliers) et qui peuvent élargir les publics de visiteurs, encourager la création de nouveaux emplois et opportunités commerciales, et promouvoir la durabilité du patrimoine culturel.

Chaque édition annuelle proposait un thème axé sur la recherche scientifique et visait à transmettre ces connaissances pour susciter une adhésion intergénérationnelle et interculturelle en faveur de la préservation future de ce patrimoine archéologique. La participation de théâtres amateurs, d'écoles et d'universités aux activités, la promotion d'un concours entre familles locales ou le développement du marché avec l'aide d'artisans ont permis d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le patrimoine et d'utiliser l'histoire pour rapprocher les populations et répondre à leurs attentes.

La personnalisation de chaque édition annuelle a souligné la valeur culturelle du plus grand centre de salage de poisson de l'Empire romain et a été un gage de qualité pour l'événement et la diffusion de la valeur universelle exceptionnelle de ce patrimoine archéologique.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Ce lieu, qui est un musée à ciel ouvert, souffre des aléas climatiques liés à un événement en plein air. Le nombre de visiteurs était donc directement lié aux prévisions météorologiques.

Situé dans une péninsule sablonneuse accessible uniquement par bateau ou en voiture, l'événement culturel est extrêmement dépendant de facteurs extérieurs. L'une des éditions a été marquée par une grève des travailleurs d'Atlantic Ferries, ce qui a découragé de nombreux visiteurs qui ont dû prendre la voiture et parcourir 100 km supplémentaires. La gestion privée du site et de l'événement lui-même fait qu'il est très difficile d'attirer d'autres sponsors privés ou de demander des fonds publics.

Le site archéologique ne dispose pas d'électricité, de toilettes appropriées ou d'un parking adéquat. Il faut suivre une route poussiéreuse de plus de 2 km pour y accéder. D'autres d'investissements sont nécessaires pour créer les conditions propices à la tenue d'événements de grande affluence. Il serait bon de prévoir divers arrêts d'autobus pour amener les gens sur le site, ou d'aménager des toilettes convenables.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2013**

Date de fin  
**2017**

## CHANGEMENT / IMPACT

Ce projet a stimulé la participation de la communauté environnante, qui a su créer des expressions culturelles nouvelles et autonomes. On peut citer, par exemple, le thème du défilé annuel du village local de Carvalhal, qui fait partie du traditionnel « arraial » (campement), où de jeunes élèves qui avaient participé au projet ont choisi de se déguiser en Romains tout en créant les paroles d'une nouvelle chanson sur le passé romain de la région.

La station a pu confirmer l'attractivité de ce type d'événement auprès du public et en estimer l'impact médiatique. Le grand nombre d'informations et d'émissions de télévision relayées dans la presse locale a donné une image plus positive de la station au sein de la société et de la communauté locale.

L'événement a accru la popularité et la reconnaissance de la péninsule de Troia et a permis de découvrir le caractère culturel de la région.

## LEÇONS APPRISSES

Le résultat le plus important du « Marché romain » de Troia a été la reconnexion du site avec les communautés environnantes. Ainsi, des élèves d'âge divers et de toute la région ont pu participer à des activités et des reconstitutions du processus de salage du poisson ou de la vie quotidienne romaine à Troia. Exemple d'éducation informelle, le site est devenu une salle de classe interactive et immersive dans laquelle les élèves ont pu, dans un environnement protégé, jeter un regard critique sur un contexte historique et patrimonial romain.

Le marché romain de Troia a resserré les liens au sein de la communauté, dont les membres ont acquis de nouveaux savoirs ainsi qu'un intérêt croissant pour apprendre et comprendre les origines du port de Sado et l'importance de l'industrie du salage du poisson à travers les âges.

De plus, la possibilité de faire venir de nouveaux artistes et d'organiser d'autres spectacles et activités a permis de diversifier l'offre culturelle, presque

inexistante dans la péninsule, et de démontrer que le patrimoine peut offrir un cadre ouvert à des expériences ludiques et éducatives.

Le « Marché romain » a étendu les réseaux liés aux ruines romaines de Troia aux parties prenantes et aux institutions. Il a également créé des liens avec des chercheurs, des écoles et des universités, qui ont pu non seulement étudier l'histoire romaine et acquérir de nouvelles formations et compétences, mais aussi trouver des sources d'inspiration et de créativité.

En revanche, l'attractivité du « Marché romain » a accru les dangers qui menacent le site, notamment la pression anthropique, et l'initiative s'est avérée très exigeante en termes de ressources humaines et d'investissement. Ces facteurs de risque exigent une stratégie de gestion différente et une meilleure répartition des coûts entre les différents partenaires.



## INITIATEUR

Société privée – Station de Troia

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement privé

### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Financements provenant d'entreprises et de sponsors privés.



# D4 (D5, D6)

## PATRIMOINE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : L'EXEMPLE DE BIBRACTE (FRANCE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Vincent Guichard

#### ORGANISATION

— Bibracte EPCC

#### COURRIEL

— [info@bibracte.fr](mailto:info@bibracte.fr); [v.guichard@bibracte.fr](mailto:v.guichard@bibracte.fr)

#### SITE INTERNET

— [www.bibracte.fr](http://www.bibracte.fr)

#### AUTRES RESSOURCES EN LIGNE DE L'ORGANISATION

— [http://www.bibracte.fr/media/bibracte/163210-bibracte-dossier\\_de\\_presse-2016.pdf](http://www.bibracte.fr/media/bibracte/163210-bibracte-dossier_de_presse-2016.pdf); [http://www.grandsitedefrance.com/images/stories/docs/bibracte-colloque\\_fribourg2017\\_11.pdf](http://www.grandsitedefrance.com/images/stories/docs/bibracte-colloque_fribourg2017_11.pdf); [http://www.bibracte.fr/media/bibracte/163210-bibracte-sch\\_m\\_a\\_paysager.pdf](http://www.bibracte.fr/media/bibracte/163210-bibracte-sch_m_a_paysager.pdf); [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/musees\\_2012\\_guichard\\_01\\_cle8dc778.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/musees_2012_guichard_01_cle8dc778.pdf)

### RECOMMANDATION D4

#### Développer des évaluations d'impact sur le patrimoine dans le cadre de projets de réhabilitation, de construction, d'aménagement et d'infrastructures

Le patrimoine contribue à l'aménagement du territoire et au développement territorial par la mise en œuvre du principe de « conservation intégrée ».

#### Pistes d'action recommandées pour D4

- Généraliser les études d'impact sur le patrimoine.
- Soutenir les projets de rénovation et de réhabilitation des biens patrimoniaux existants.
- Vérifier et favoriser l'opportunité de conserver et de mettre en valeur les témoins du patrimoine plutôt que la réalisation de constructions neuves, si le programme le permet.

### DÉFIS D4

#### Défis du développement

- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Garantir un haut niveau de technicité pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.

#### LIEU DE L'INITIATIVE

- Pays : France
- Ville/Localité : Mont-Beuvray, région de Bourgogne-Franche-Comté

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le site de Bibracte est situé sur le Mont Beuvray. Il couvre environ 200 hectares mais s'étend en fait sur 1.000 hectares (dont 80 % de forêts). Déserté, il est entouré de quelques habitants, de petits villages vides depuis un siècle, d'exploitations agricoles (élevage bovin) confrontées à de grandes difficultés et d'une infrastructure forestière bien développée mais peu rentable du fait de l'absence de réseau organisé localement. Il existe également une industrie touristique embryonnaire.

### Défis posés depuis 30 ans à Bibracte :

- Revitaliser une région peu peuplée (15 habitants au km<sup>2</sup>), économiquement en difficulté, mal desservie et située loin des grandes villes, en prenant appui sur un site archéologique qui, malgré son importance scientifique, est difficile à comprendre pour un profane et n'est pas particulièrement spectaculaire.
- Préserver le patrimoine naturel du site. Bibracte est classé monument historique et protégé au titre du patrimoine naturel (loi de 1930). Il s'agit d'un site Natura 2000 de la Commission européenne qui fait partie du territoire du Parc naturel régional du Morvan et qui est titulaire du label ministériel « Grand site de France » depuis 2008.

Ces protections et contraintes se chevauchent. En effet, Bibracte s'étend sur trois entités complémentaires situées à plusieurs kilomètres les unes des autres : le site archéologique, le Centre archéologique européen

(base d'exploitation pour les scientifiques et centre de conservation et d'étude des collections), et enfin le musée, qui est à la fois vitrine des résultats des recherches et lieu d'accueil du grand public.

Cet ensemble d'entités fait face à un certain nombre de défis et de tâches complexes. Pour y parvenir, une seule solution possible : la gestion intégrée.

En raison de son isolement géographique, il est essentiel que Bibracte devienne attractif tant pour les scientifiques de haut niveau que pour le grand public. Le site doit également justifier l'investissement financier considérable consenti par les pouvoirs publics (en 2014, par exemple, son budget de fonctionnement s'élevait à 4,5 millions d'euros et son budget d'investissement à 1,5 million d'euros) et être accepté par la collectivité locale tout en « jouant la carte européenne ».

En ce qui concerne la recherche archéologique, Bibracte présente un intérêt pour une vaste communauté de scientifiques répartie dans 15 pays européens. Le centre accueille en permanence des chercheurs et des étudiants européens afin d'enrichir les connaissances et de maintenir un laboratoire permanent. Les collaborations scientifiques sont régies par des accords de coopération pluriannuels. Pour cette raison, le centre dispose d'installations de pointe qui aident les scientifiques à toutes les étapes de la recherche sur le terrain : machines de construction, laboratoires, centre de documentation, processus de publication, etc.

Le défi est encore plus grand lorsqu'il s'agit d'accueillir le grand public sur le site et au musée. En effet,

Bibracte est loin des grandes villes et n'est pas desservi directement par l'autoroute ou le train. Par ailleurs (voir plus haut), les vestiges de la ville gauloise sont par nature limités et peu spectaculaires. De plus, le site, où des éléments des villes gauloises et romaines se chevauchent par endroits, est difficile à interpréter. Plusieurs pistes sont suivies : un effort important a été fait en matière de signalisation sur le site afin de le rendre le plus clair et le plus simple possible. Un personnel qualifié propose des visites guidées pendant la saison, la mise en valeur des vestiges est constamment améliorée (en évitant de trop mettre en évidence les vestiges romains) et des technologies numériques sont utilisées pour agrémenter les visites. Or ces mesures ne suffisent pas : Bibracte doit augmenter ses ressources propres (qui représentaient 27 % de son budget en 2014) et renforcer son attractivité. L'objectif est d'arriver à retenir les visiteurs pendant une journée entière et de tenter de les séduire dans un périmètre défini par un trajet en voiture de trois heures (il est d'une heure et demie actuellement). Pour ce faire, il sera nécessaire de refondre l'offre de services (visites thématiques, restauration adaptée aux besoins spécifiques, résidences d'artistes carte blanche, projection de films, etc.), de produire un site Internet plus attractif et de se mettre en relation avec d'autres sites du patrimoine bourguignon pour créer des circuits touristiques.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

1984

Date de fin

En cours

## OBSTACLES / BARRIÈRES

**D**ifficulté d'accès à Bibracte puisque le site est à environ quatre heures de Paris. Il est accessible en train (les gares se trouvent à Autun ou Etang-sur-Arroux) et des navettes sont mises en place par Bibracte.

## CHANGEMENT / IMPACT

**B**ibracte, site archéologique exigeant, à la fois enraciné dans son territoire et à vocation internationale, reliant le rural au culturel, le patrimoine à l'environnement et la recherche scientifique la plus avancée au développement économique local, a réussi à dynamiser un territoire délaissé et à contribuer à son développement. Il est à cet égard un facteur de cohésion sociale.

Au total, 80.000 visiteurs par an se rendent sur le site (entrée gratuite). On estime à 40.-42.000 le nombre de visiteurs du musée, dont 8.000 écoliers (45 % viennent de la région, 30 % d'autres régions de France et 25 % de l'étranger). Autres faits :

- Une quarantaine d'emplois créés (en équivalent temps plein, hors postes permanents chez les sous-traitants), ce qui représente un pouvoir d'achat supérieur à 1 million d'euros et assure le maintien des services de proximité (poste, école, etc.) ;
- Un chiffre d'affaires de 1 million d'euros pour les entreprises locales ;
- Des recettes fiscales directes de 0,3 million d'euros pour les collectivités locales ;

- Des retombées d'au moins 0,5 million d'euros pour l'économie touristique locale (20 euros par visiteur de Bibracte vivant hors Bourgogne, sur la base d'un chiffre très conservateur de 25.000 visiteurs par an) ;
- Un programme culturel varié pour la communauté locale, en particulier pour les jeunes ;
- Une reconnaissance (croissante) qui contribue largement à l'attractivité du Morvan en tant que destination touristique et à la notoriété de la région.

Bibracte a lancé une approche numérique du patrimoine à l'échelle régionale en mettant en place un projet commun qui met en relation les musées et sites patrimoniaux de Bourgogne avec des chercheurs universitaires et des entreprises spécialisées de la région. L'objectif de ce projet, intitulé « Galerie numérique Morvan-Bourgogne », est de développer un secteur innovant de valorisation du patrimoine à l'aide des technologies numériques les plus récentes et de prouver ainsi que les atouts des innovations passées et actuelles peuvent se conjuguer pour soutenir le développement économique et l'image d'un territoire. Bibracte est une installation patrimoniale fondée sur un site archéologique vieux de 2.000 ans qui présente une histoire unique dans laquelle la politique et la culture sont étroitement mêlées. Un bien patrimonial, un monument ou des vestiges archéologiques qui incorporent toutes les strates qui se sont succédé au fil du temps. C'est cette vision inclusive, pacificatrice et réconciliatrice que le patrimoine peut transmettre.

## LEÇONS APPRISSES

**B**ibracte, une installation patrimoniale fondée sur un site archéologique vieux de 2.000 ans qui combine ces strates historiques sans les classer par ordre de priorité ni les juger, incarne une vision inclusive, pacifique et réconciliatrice de la transmission par le patrimoine. Le contexte particulier du développement du projet Bibracte, qui bénéficie d'un soutien fort et durable de l'État ainsi que d'une grande liberté d'action, a permis d'étudier de nouveaux modes de gestion d'un site patrimonial, qui respectent de manière très précise le concept de gestion intégrée promu par le Conseil de l'Europe. La continuité de l'action publique sur le long terme a été un facteur essentiel de succès, de même que la volonté permanente d'expérimenter de nouvelles pistes d'action. L'outil de gestion mis en place, et l'établissement public de coopération culturelle, créé en 2002 pour répondre en partie aux besoins et à l'expérience de Bibracte, sont particulièrement adaptés à une gestion durable et partenariale entre acteurs publics. Plus récemment, le concept de paysage, tel que défini dans la Convention européenne du paysage, a prouvé qu'il pouvait être un levier important pour rassembler les acteurs locaux. Le projet, qui dépasse les limites du site protégé pour se concentrer sur son cadre paysager et plus largement sur l'ensemble du Parc naturel régional, s'étend sur un vaste territoire comprenant plus d'une centaine de communautés villageoises.

## INITIATEUR

Autorités nationales, régionales et locales  
Communauté  
Institution publique de coopération culturelle.

Bibracte a le statut d'institution publique de coopération culturelle (EPCC). L'EPCC de Bibracte est une expérience de gestion intégrée du site et des installations qui comprend tout l'éventail des métiers et professions du patrimoine, des disciplines de recherche à la mise en valeur du patrimoine. Les EPCC sont des organismes créés pour

faciliter la gestion d'installations culturelles importantes grâce au partage des ressources entre divers partenaires ou membres institutionnels.

L'EPCC de Bibracte est composé de l'État, du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, du Conseil général de la Nièvre, du Conseil général de Saône-et-Loire, du Parc naturel régional du Morvan, du Centre des monuments nationaux et du Centre national de la recherche scientifique.

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé partagé  
RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR LE FINANCEMENT  
Le budget annuel de fonctionnement de l'EPCC de Bibracte est d'environ 4,5 millions d'euros. Il est équilibré par 1,4 million d'euros de recettes d'exploitation, 2,7 millions d'euros de cotisations des membres et 0,4 million d'euros de subventions associées à des activités spécifiques (valeurs 2016). Le patrimoine géré par l'EPCC de Bibracte est le résultat d'environ 40 millions d'euros d'investissements publics (acquisition de terrains, construction, fournitures et équipements) consentis depuis 1990.



# D10 (D5, S4)

## MUSÉE DU LOUVRE-LENS (FRANCE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Marie Lavandier

#### ORGANISATION

— Musée du Louvre-Lens

#### COURRIEL

— [contact@louvrelens.fr](mailto:contact@louvrelens.fr)

#### SITE INTERNET

— <https://www.louvrelens.fr/>

#### LIEU

— France, Lens

### RECOMMANDATION D10

#### S'appuyer sur le patrimoine culturel pour distinguer un territoire et renforcer son attractivité et son renom

Le patrimoine est influencé par le territoire dans lequel il se situe tout en constituant un atout pour son attractivité sociale et économique et pour son renom.

#### Pistes d'action recommandées pour D10

- Identifier les atouts d'une région, y compris le patrimoine dans toute sa diversité.
- Analyser de manière critique et prospective un territoire en intégrant les apports et la caution intellectuelle du secteur patrimonial.
- Maintenir ou délocaliser les activités économiques traditionnelles.
- Valoriser les qualités durables du patrimoine (utilisation de ressources locales, circuit court de distribution, etc.).
- Promouvoir une image de marque éthique (gestion d'une image respectueuse du patrimoine).
- Élaborer une charte de gestion territoriale prenant en compte le patrimoine.

### DÉFIS D10

#### Défis du développement

- Bâtir une société plus inclusive et cohésive.
- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales
- Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
- Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
- Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
- Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.

#### Défis du savoir

- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Soutenir, renforcer et promouvoir la coopération intergouvernementale.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Quelle était la méthodologie de votre initiative et pourquoi avez-vous adopté cette approche ? La politique d'aménagement du territoire doit contribuer à promouvoir les territoires en difficulté. Ce fut le cas à Lens, où de nombreux partenaires ont décidé d'ouvrir une filiale du musée du Louvre pour aider la région à surmonter ses difficultés économiques.

Le musée est un symbole de la reconversion du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, qui fait partie des sites inscrits depuis le 30 juin 2012 sur la liste établie par le Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le Louvre-Lens, le « second Louvre », dirigé par Marie Lavandier, est situé à Lens dans le Pas-de-Calais, dans le nord-ouest de la France ; c'est un établissement indépendant lié au Louvre de Paris par un accord scientifique et culturel. Construit sur le site de ce qui était autrefois la mine n° 9, le musée accueille des expositions semi-permanentes représentatives des collections principales du musée du Louvre et régulièrement renouvelées. Il organise également des expositions temporaires au niveau national ou international. Lors de l'inauguration du musée le 4 décembre 2012, jour de la Sainte-Barbe, une « soirée portes ouvertes » a été organisée, avec entrée gratuite de 18 heures à minuit. Le musée a officiellement ouvert ses portes au public le 12 décembre 2012.

Ce grand projet à l'échelle nationale n'est pas unique en France, voire en Europe. Il s'inscrit dans le cadre d'un effort de mise en valeur des friches industrielles et de redynamisation des territoires concernés.

Parmi les projets similaires, on peut citer la piscine de Roubaix, le musée Pompidou de Metz ou, à plus grande échelle encore, le musée Guggenheim de Bilbao ou l'IBA de Emscher Park en Allemagne.

Lens et les bassins miniers, une situation économique difficile.

- Située dans la nouvelle région des Hauts-de-France (Pas-de-Calais), Lens a connu le déclin et la délocalisation de son industrie dans les années 1980. Ces problèmes ont été aggravés par la fermeture des dernières mines de charbon au début des années 1990, une décision qui a plongé la ville minière dans un marasme économique. Au total, quelque 200 000 emplois ont été perdus dans la région Nord-Pas-de-Calais au cours de ces deux dernières décennies.

- En dépit des politiques nationales, régionales et locales visant à remédier à cette situation, le taux de chômage y est beaucoup plus élevé que la moyenne nationale. Au cours de la première décennie de ce siècle, près d'une personne sur cinq était sans emploi, soit 20 %, contre un taux de chômage national d'environ 10 %.

- Au début des années 2000, le ministère de la Culture a décidé de décentraliser certains des grands musées parisiens afin d'apporter davantage d'activités culturelles aux régions et de stimuler l'attractivité de certaines régions en difficulté, comme les bassins miniers.

Le projet a été réalisé par un certain nombre d'acteurs dans le but de créer des emplois, de doper l'activité économique et de redynamiser la région.

## CHANGEMENT / IMPACT

Au total, 65 % des visiteurs viennent de la région des Hauts-de-France, où Lens a subi la désindustrialisation et la délocalisation industrielle dans les années 1980 avant d'assister à la fermeture des mines de charbon au début des années 1990. Cette casse industrielle a plongé la population locale dans des difficultés économiques majeures et rares étaient ceux qui appuyaient ouvertement l'idée d'investir dans un nouveau projet culturel coûteux.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Non communiqués.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2012**

Date de fin  
**En cours**

## INITIATEUR

Établissement public de coopération administrative et culturelle.

L'établissement public de coopération culturelle à caractère administratif Louvre-Lens, créé par le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, le département du Pas-de-Calais, la « Communopole » Lens-Liévin, la commune de Lens et le Musée du Louvre.

## LEÇONS APPRISSES

Les résultats ne sont pas concluants : En termes de nombre de visiteurs, le musée a connu un succès retentissant, avec plus de 900.000 visiteurs la première année, soit beaucoup plus que prévu. Ce succès s'explique en partie par sa situation stratégique : à quelques heures de Bruxelles, Amsterdam et Londres, le musée a attiré des personnes de 70 nationalités différentes. En même temps, l'année de l'ouverture du musée, les bassins miniers ont été classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, ce qui a permis de renforcer l'image de la région. Le millionième visiteur a été admis le 29 janvier 2014. En l'espace de deux ans, le nombre de visiteurs est passé à 1.400.000, dont 500.000 en 2014. En 2017, plus de 450.000 visiteurs ont été enregistrés, ce qui en fait le troisième musée le plus visité en province (derrière le Mucem à Marseille et le Musée des Confluences à Lyon).

On note avec intérêt qu'il attire un plus grand pourcentage d'ouvriers et d'employés que les autres musées français.

Il s'agit d'un beau succès pour une ville de 30.000 habitants : « Plus de 65 % des visiteurs viennent de la région », explique Marie Lavandier, directrice du musée. Les touristes étrangers, en revanche, ne représentent que 20 %.

Le chômage diminue tout en restant supérieur à la moyenne, et moins d'emplois que prévu ont été créés à la suite de l'ouverture du musée. Le manque d'infrastructures hôtelières, en particulier d'hôtels haut de gamme, n'incite pas les visiteurs à prolonger leur séjour.



## SOURCE DE FINANCEMENT

L'investissement dans le projet Louvre-Lens est financé principalement par la région (60 %), l'Union européenne (20 % via le FEDER), le Conseil général du Pas-de-Calais (10 %), la commune de Lens et la « Communopole » (10 % conjointement). Les mêmes sources ont contribué dans les mêmes proportions à l'investissement initial.

Le musée a généré un revenu de 3 millions d'euros la première année (550.000 euros sous forme de sponsoring opérationnel et un peu moins de 2,5 millions d'euros de recettes provenant des ventes de billets, d'expositions

temporaires, de la boutique du musée, de la cafétéria, du restaurant gastronomique, de visites guidées, de location de salles, de catalogues d'expositions, etc. Le solde, soit environ 12,5 millions d'euros, est couvert par le Conseil régional (8,7 millions d'euros), le Conseil général et la « Communopole » (à hauteur de 1,1 million d'euros chacun). Il existe également d'autres sources de revenus. La gratuité de l'entrée à l'exposition Time Gallery en 2013 et 2014 a privé le musée d'un million d'euros. Le conseil d'administration débat chaque année de la question de

savoir s'il faut facturer l'entrée mais cette idée n'a pas été approuvée jusqu'ici. Un sondage a révélé que l'imposition d'un droit d'entrée priverait le musée de 33 % de ses visiteurs et, en 2019, le conseil d'administration a voté à l'unanimité de ne pas exiger de frais d'entrée dans un avenir prévisible ; les visiteurs doivent payer seulement pour visiter les expositions temporaires et continueront à le faire.



# CHAPITRE 3



**K**

COMPOSANTE  
« CONNAISSANCE  
ET ÉDUCATION »

**K1** Mieux intégrer l'éducation au patrimoine dans les cursus scolaires.

**K2** en œuvre des mesures incitant les jeunes à pratiquer le patrimoine.

**K3** Encourager la créativité pour captiver le public du patrimoine.

**K4** Assurer une formation optimale des intervenants non professionnels et des professionnels d'autres secteurs associés au patrimoine.

**K5** Diversifier les systèmes de formation des professionnels du patrimoine.

**K6** Développer des banques de connaissances sur les matériaux, les techniques et les savoir-faire locaux et traditionnels.

**K7** Garantir la transmission des savoirs et des savoir-faire des métiers du patrimoine.

**K8** Garantir les compétences des professionnels intervenant sur le patrimoine protégé.

**K9** Développer des programmes d'étude et de recherche en phase avec les besoins du secteur, et en partager les résultats.

**K10** Favoriser et encourager le travail en réseau.

**K11** Explorer le patrimoine comme source de connaissance, d'inspiration et de créativité.

**La composante « savoir et éducation » se concentre sur la relation entre le patrimoine et le savoir partagé et englobe la sensibilisation, la formation et la recherche.**

# K1

## ARCHÉOLOGIE POUR LES ENFANTS (GÉORGIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— George Tcheishvili

#### ORGANISATION

— Agence nationale pour la préservation du patrimoine culturel de Géorgie

#### COURRIEL

— gtcheishvili@hotmail.com

#### SITE INTERNET

— [www.heritagesites.ge](http://www.heritagesites.ge)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— [www.memkvidreoba.ge](http://www.memkvidreoba.ge)

#### LIEU

— Géorgie, vallée de Mtskheta/Samtavro

### RECOMMANDATION K1

#### Mieux intégrer l'éducation au patrimoine dans les cursus scolaires

Le patrimoine devrait faire partie du programme scolaire officiel ou d'une activité extrascolaire et fournir des compétences pertinentes fondées sur une approche multidisciplinaire et intersectorielle. L'éducation au patrimoine contribue à une compréhension et à un respect plus profond de notre cadre de vie, de nous-même et d'autrui.

#### Pistes d'action recommandées pour K1

- Adapter les programmes scolaires.
- Former les enseignants, les instructeurs, etc.
- Établir un dialogue entre le secteur de l'éducation et les services en charge du patrimoine, les musées, les centres d'archives, les bibliothèques, etc.
- Lancer des projets éducatifs transdisciplinaires incluant le patrimoine.
- Promouvoir la coopération avec les associations, les sociétés historiques, etc.
- Développer des activités de terrain : visites, excursions, interviews, reportages.
- Inviter à l'école des spécialistes du patrimoine.
- Rendre les informations numériques concernant le patrimoine plus ouvertes, plus accessibles et plus faciles à utiliser.
- Soutenir les programmes organisés par des professionnels de musée, qui se déroulent dans les musées.

### DÉFIS K1

#### Défis du savoir

- Contribuer à favoriser une société du savoir partagée.
- Identifier, préserver, transmettre et partager les connaissances et les compétences patrimoniales.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

#### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.





## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Qui n'a pas rêvé de découvrir et de trouver quelque chose, d'être archéologue, même brièvement ? C'est pourquoi l'Agence a pris la décision de diffuser des informations et de sensibiliser davantage les enfants à cette discipline en s'appuyant sur le programme archéologique des sites du patrimoine mondial de Mtskheta. Le programme a été conçu conformément aux cursus scolaires. L'archéologie pour les enfants est un programme interactif au cours duquel les enfants apprennent l'archéologie, prennent connaissance des monuments du patrimoine mondial de Mtskheta et agissent en véritables archéologues.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**Octobre 2010**

Date de fin  
**En cours**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Les enseignants hésitent à emmener des enfants à Mtskheta s'ils n'en voient pas l'intérêt pour eux-mêmes (par exemple, des crédits). En outre, les écoles des régions ne participent pas très souvent au programme.

## CHANGEMENT / IMPACT

Les enfants qui participent au programme en savent beaucoup plus sur l'archéologie en visitant les monuments de Mtskheta et partagent leur savoir avec leurs camarades de classe.

## LEÇONS APPRIS

Le programme a été un bon instrument pour sensibiliser la jeune génération à la protection de la culture. Il a également associé les minorités ethniques (par exemple, les enfants des écoles Akhalkalaki peuplées d'Arméniens y ont participé) et a ainsi favorisé l'intégration civile.



## INITIATEUR

Autorité(s) nationale(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement partagé public/privé

### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Le programme a été subventionné par le budget de l'État mais les participants doivent payer pour le projet.



# K9

## L'HISTOIRE CULTURELLE COMME SOURCE DE CONNAISSANCES POUR LE TEST DE STRESS CLIMATIQUE (PAYS-BAS)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Mme Flora VAN REGTEREN ALTENA

#### ORGANISATION

— Ministère de la Culture, Pays-Bas

#### COURRIEL

— f.altena@minocw.nl

#### SITE INTERNET

— <https://erfgoedenruimte.nl/cultuurhistorie-als-kennisbron-voor-de-klimaatstresstest>

#### AUTRES RESSOURCES EN LIGNE DE L'ORGANISATION

— <https://english.cultureelerfgoed.nl/>

#### LOCATION

— Pays-Bas

### RECOMMANDATION K9

#### Développer des programmes d'étude et de recherche en phase avec les besoins du secteur, et en partageant les résultats

Des recherches pluridisciplinaires sont nécessaires aux niveaux national et européen pour répondre à la demande de plus en plus complexe de transmission durable aux générations futures. Ces travaux devraient tenir compte des réalités et des besoins du secteur et être conduits dans un cadre garantissant leur indépendance. Les résultats doivent être diffusés, partagés et discutés.

#### Pistes d'action recommandées pour K9

- Identifier les pistes pertinentes pour ces études et sujets de recherche (approches descendantes et ascendantes).
- Encourager une approche interdisciplinaire et internationale du patrimoine.
- Étudier comment le patrimoine peut contribuer à répondre aux besoins des autres secteurs.
- Veiller à la restitution des études et recherches auprès des professionnels, des décideurs et des usagers.
- Évaluer et pérenniser les études et recherches.
- Lancer des programmes d'études thématiques sur plusieurs territoires.
- Développer des programmes de vulgarisation (conférence, cours, radio-TV, publications destinées à des publics spécifiques, etc.).
- Ouvrir les centres de recherche au public.
- Organiser des rencontres publiques entre professionnels, chercheurs et usagers (problématiques patrimoniales et débats).
- Mettre en avant des thématiques reliant les disciplines (sciences et patrimoine, innovation et patrimoine).
- Soutenir la coopération européenne et internationale en matière de recherche appuyée sur les réseaux.

### DÉFIS K9

#### Défis du savoir

- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.
- Garantir un haut niveau de technicité pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.





## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

La connaissance du passé peut servir à relever les défis d'aujourd'hui et de demain, notamment ceux que nous pose le changement climatique.

Aux Pays-Bas, la majorité de nos villes et de nos systèmes de distribution d'eau ont été créés au Moyen Âge. Certes, beaucoup de choses ont changé depuis, mais le sol et l'eau ont toujours joué un rôle majeur dans la prise de décisions. Or les innovations techniques nous ont peut-être fait perdre le lien avec le sol sur lequel reposent nos infrastructures, nos bâtiments, nos champs, etc.

Il semble que les anciens systèmes de distribution d'eau continuent de jouer un rôle majeur. La connaissance du passé et une analyse des systèmes d'origine donnent un aperçu de leur fonctionnement, ce qui peut contribuer à trouver des solutions adaptées au monde actuel.

L'Agence du patrimoine culturel des Pays-Bas (RCE) a présenté une méthode simple et progressive d'intégration des connaissances historiques culturelles dans les tests de stress d'adaptation climatique.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**Janvier 2018**

Date de fin  
**Décembre 2018**



## OBSTACLES / BARRIÈRES

**N**ous nous sommes heurtés à des questions d'organisation et de processus. En effet, il n'a pas toujours été facile d'organiser un rendez-vous avec les communes et l'Autorité régionale de l'eau. Or il fallait réunir plusieurs parties pour que la méthode soit pertinente.

Il n'a pas toujours été facile non plus d'attirer l'attention sur le patrimoine dans le contexte plus général de la gestion de l'eau.

## CHANGEMENT / IMPACT

**L**es réunions, conférences et ateliers que nous avons organisés ont suscité beaucoup d'enthousiasme dans les communes et les autorités chargées de la gestion de l'eau, qui ont considéré que cette approche leur ouvrait les yeux sur la nécessité d'utiliser des informations historiques dans leur domaine.

La progressivité de la méthode a également contribué à la diffusion des savoirs au sein de l'Agence du patrimoine culturel des Pays-Bas. Ses conseillers peuvent l'utiliser dans leur travail quotidien.

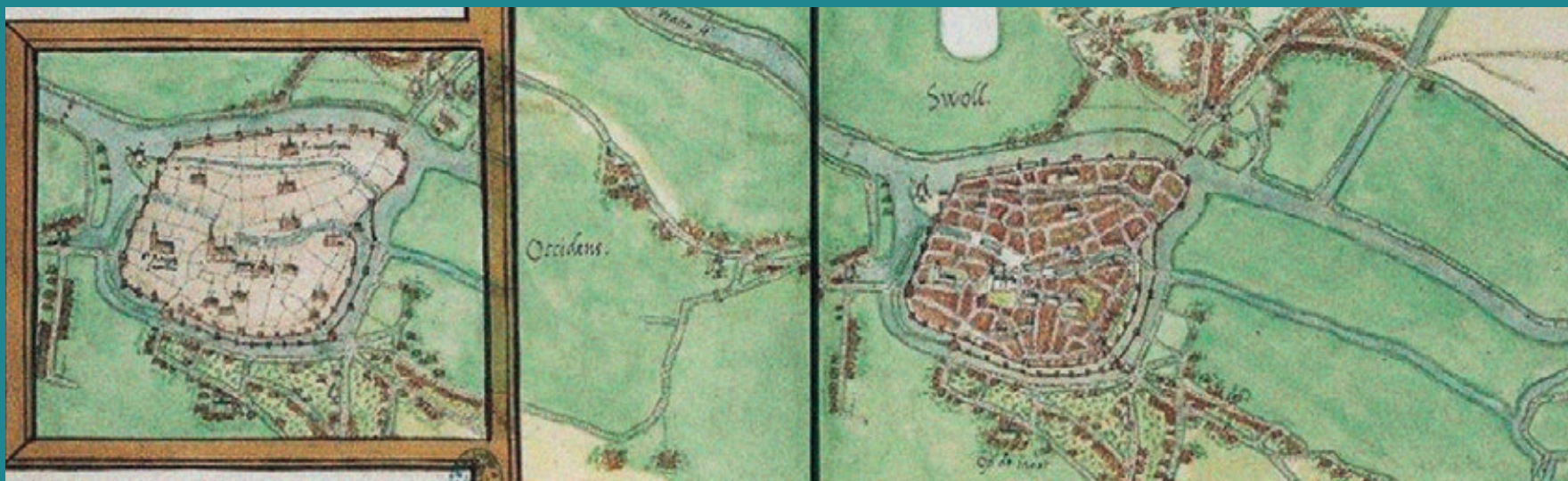
Plusieurs communes ont désormais inclus cette méthode progressive dans leur planification de la gestion de l'eau et des tests de stress en rapport avec le changement climatique.

## LEÇONS APPRISSES

**L**es communes sont sincèrement intéressées et prêtes à entendre les points de vue de l'Agence du patrimoine culturel et à prendre connaissance de sa méthode.

L'Agence pourrait à son tour utiliser les savoirs acquis dans les communes et les autorités chargées de la gestion de l'eau.

Quatorze intervenants extérieurs ont été invités à lire les principes énoncés dans la brochure et ont apporté des commentaires et suggestions qui se sont avérés judicieux.



## INITIATEUR DU PROJET

Autorité(s) nationale(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public

# K1 (S1, S6, S9, S10, K2, K11)

## LE PATRIMOINE LOCAL DANS L'ÉDUCATION (NORVÈGE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Kari Larsen

#### ORGANISATION

— Direction du patrimoine culturel

#### COURRIEL

— kari.larsen@ra.no

#### SITE INTERNET

— <https://www.riksantikvaren.no/en/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

- <https://www.facebook.com/riksantikvaren/>
- [https://www.instagram.com/riksantikvaren\\_offisiell/](https://www.instagram.com/riksantikvaren_offisiell/)
- <https://twitter.com/Riksantikvaren>
- <http://landslaget.org/index.php/blog/item/40-lokal-historie-i-skolesekken-samarbeid-skal-gi-flere-skolebarn-gode-kulturarvsopplevelser>

#### LIEU

— Norvège

### RECOMMANDATION K1

#### Mieux intégrer l'éducation au patrimoine dans les cursus scolaires

Le patrimoine devrait faire partie du programme scolaire officiel ou d'une activité extrascolaire et fournir des compétences pertinentes fondées sur une approche multidisciplinaire et intersectorielle. L'éducation au patrimoine contribue à une compréhension et à un respect plus profond de notre cadre de vie, de nous-même et d'autrui.

#### Pistes d'action recommandées pour K1

- Adapter les programmes scolaires.
- Former les enseignants, les instructeurs, etc.
- Établir un dialogue entre le secteur de l'éducation et les services en charge du patrimoine, les musées, les centres d'archives, les bibliothèques, etc.
- Lancer des projets éducatifs transdisciplinaires incluant le patrimoine.
- Promouvoir la coopération avec les associations, les sociétés historiques, etc.
- Développer des activités de terrain : visites, voyages, interviews, documentaires.
- Inviter à l'école des spécialistes du patrimoine.
- Rendre les informations numériques concernant le patrimoine plus ouvertes, plus accessibles et plus faciles à utiliser.
- Soutenir les programmes organisés par des professionnels de musée, qui se déroulent dans les musées.

#### DÉFIS K1

##### Défis du savoir

- Contribuer à favoriser une société du savoir partagée.
- Identifier, préserver, transmettre et partager les connaissances et les compétences patrimoniales.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

##### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.





## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

**A**u niveau national, l'ambition est de permettre aux élèves de découvrir, d'étudier et de pratiquer le patrimoine local et de les y encourager. Elle est aussi d'intégrer les savoirs historiques et patrimoniaux dans l'éducation. Cette ambition fait partie des politiques patrimoniales et éducatives que nous mettons en œuvre au moyen de pratiques, d'outils et de méthodes que nous nous efforçons de trouver.

Les communes sont chargées de la gestion des écoles primaires mais aussi de celle des sites et monuments du patrimoine local. Dès lors, comment soutenir les établissements scolaires locaux tout en resserrant les liens entre les organisations locales, les bénévoles et les élèves ?

Le « cartable culturel » (Cultural Schoolbag, TCS) est le fruit d'une collaboration entre le ministère de l'Enseignement, les comtés et les communes. Ce projet vise à familiariser les enfants et les jeunes avec l'art et la culture sur le plan professionnel. Il cherche également à stimuler leur créativité. Le « cartable culturel » comprend 6 domaines thématiques (cinéma, musique, littérature, arts visuels, arts du spectacle et patrimoine culturel). Deux productions sont proposées annuellement à chaque classe et élève pendant les treize années que dure l'enseignement primaire et secondaire. Il s'agit d'un programme et d'un espace qui permet aux élèves d'étudier le patrimoine (local). Ces productions, qui relèvent des 6 domaines susmentionnés, peuvent être élaborées par des artistes professionnels, des associations locales, etc. Elles sont généralement proposées par la direction régionale ou locale du « cartable culturel » dans un catalogue au début de chaque année scolaire.

L'ambition était aussi de réaliser davantage de productions dans le domaine du patrimoine culturel. En 2016, la Direction du patrimoine culturel, l'Association des musées, le Conseil des arts et « Arts for Young Audiences Norway » ont collaboré avec l'Association historique dans le cadre d'un projet pilote visant à développer des productions locales qui pourraient faire partie du futur répertoire du « cartable culturel ». Les productions résultaient d'une collaboration entre les musées et les associations historiques locales ou étaient réalisées par les associations historiques elles-mêmes (bénévoles). Ce projet pilote a été couronné de succès sur plusieurs plans. En 2017, l'Association historique a obtenu un financement de la Fondation des caisses d'épargne du Nouveau-Brunswick pour un projet de trois ans visant à inciter des associations patrimoniales locales à réaliser des maquettes de projets pouvant déboucher sur de futures productions dans le cadre du programme de « cartable culturel ». Les concepteurs de ce projet sont partis du principe qu'il existe des monuments patrimoniaux qui se trouvent à proximité de chaque école, et que ces monuments peuvent être utilisés dans un cadre éducatif et donner aux élèves une vision et un ancrage historiques et culturels. L'un des objectifs du projet est également de mobiliser les associations historiques et le bénévolat dans les communautés locales en transmettant des savoirs et des compétences, et de soutenir et encourager le dialogue intergénérationnel (car de nombreux membres et bénévoles des associations historiques sont des personnes âgées). Le projet progresse, au point que des productions très différentes sont en cours de réalisation, notamment des pièces historiques, des jeux, des représentations de métiers et de compétences, etc.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2017**

Date de fin  
**2020**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Les principaux défis qu'il a fallu relever durant la période d'exécution du projet sont les suivants :

- Lorsque vous travaillez avec des bénévoles, n'oubliez jamais qu'ils font du bénévolat volontairement. Nous devons donc respecter leur(s) rôle(s) en tant que tel(s), les motifs de leur engagement et éviter de les prendre pour une main-d'œuvre supplémentaire et gratuite.
- Il faut également respecter le rôle des enseignants et ne pas oublier de les inclure avant, pendant et après la production prévue.
- Il ne faut pas oublier non plus qu'en raison de l'organisation du « cartable culturel », il faut du temps pour que des projets en cours fassent partie du programme/catalogue officiel. C'est pourquoi nous n'avons qu'une expérience limitée de la mise en œuvre et de l'exécution des productions.

## CHANGEMENT / IMPACT

- L'éventail des options proposées aux établissements scolaires locaux en matière de mobilisation de bénévoles et d'étude du patrimoine et de l'histoire est beaucoup plus large et renforce ainsi l'identité, la participation et le sentiment d'appropriation des acteurs locaux.
- Les propriétaires et enseignants d'établissements scolaires ont bénéficié d'outils et de méthodes pour mettre les élèves en contact avec le patrimoine local et la communauté des bénévoles.
- La base locale des bénévoles et des associations historiques s'est élargie, ainsi que la pertinence de ces acteurs et le « marché de la demande », ce qui a renforcé la société civile.
- Le dialogue et les échanges entre générations ont été encouragés et facilités.
- Ce projet, qui est financé par des moyens privés, apporte des connaissances importantes sur les

modèles de financement et la coopération entre les organisations privées, le secteur du bénévolat et la gestion publique.

## LEÇONS APPRISSES

Les enseignements suivants ont été tirés des obstacles rencontrés :

- Lorsque vous travaillez avec des bénévoles, n'oubliez jamais qu'ils font du bénévolat volontairement. Nous devons donc respecter leur(s) rôle(s) en tant que tel(s), les motifs de leur engagement et éviter de les prendre pour une main-d'œuvre supplémentaire et gratuite.
- Il faut également respecter le rôle des enseignants et ne pas oublier de les inclure avant, pendant et après la production prévue.
- Les enfants/élèves s'intéressent beaucoup à l'histoire et au patrimoine locaux. Trouver les récits qui déclenchent leur fascination, leur intérêt et leur volonté d'étudier est important, parfois plus important que des faits historiques tels que les noms, les années, etc. Un récit qui peut rattacher des histoires et des lieux à des incidents, événements et faits contemporains, etc., peut jouer un rôle déterminant.
- La qualité des productions est essentielle, non seulement sur le plan des méthodes pédagogiques, des connaissances historiques et des compétences mais aussi sur celui de l'interprétation et de la communication.



## INITIATEUR

Association(s)

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement privé



## LE RETABLE DE RODE EN GROS PLAN – MUSÉE NIGULISTE (ESTONIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

– Hilikka Hiiop

#### ORGANISATION

– Académie des arts d'Estonie

#### COURRIEL

– hilikka.hiiop@artun.ee

#### SITE INTERNET

– <https://nigulistemuuseum.ekm.ee/en/on-view/on-view/rode-altarpiece-in-close-up/>

#### RESSOURCES EN LIGNE

– <http://rode.ekm.ee>

#### LIEU

– Tallinn, Estonie

### RECOMMANDATION K5

#### Diversifier les systèmes de formation des professionnels du patrimoine

Le secteur du patrimoine a besoin de généralistes et d'experts capables de garantir un certain niveau d'excellence. Actualiser ses propres connaissances et savoir-faire suppose de se former tout au long de sa vie pour s'adapter aux évolutions et aux besoins émergents.

#### Pistes d'action recommandées pour K5

- Informer sur les systèmes et les mesures incitatives existants, aux niveaux national et européen.
- Évaluer : établir un diagnostic et formuler des propositions d'amélioration à la formation des professionnels.
- Renforcer la coopération entre les universités, les écoles et les centres de formation.
- Veiller à l'articulation des systèmes de formation et des réseaux de professionnels.
- Organiser des sessions de formation interne avec l'appui d'experts (thématique, questions techniques et spécifiques, actualité, dialogue interdisciplinaire ou intersectoriel, etc.).
- Développer des bourses pour les professionnels.
- Utiliser les opportunités du programme Erasmus +.
- Soutenir les échanges de bonnes pratiques et la mobilité nationale et internationale : apprentis, jeunes professionnels, formation continue.
- Soutenir le compagnonnage en Europe.

#### DÉFIS K5

##### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.
- Garantir un haut niveau de technicité pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le projet intitulé « Le retable de Rode en gros plan » du Musée Niguliste (Estonie) portait essentiellement sur les analyses techniques et la conservation du retable du maître-autel de l'église Saint Nicolas de Tallinn (1478-1481) réalisé dans l'atelier de Lübeck du maître Hermen Rode. Datant du Moyen Âge tardif, ce retable splendide de l'Allemagne du Nord est l'un des mieux conservés dans le monde. Dans le cadre du projet, des analyses comparatives ont été réalisées avec un autre retable réalisé dans le même atelier, celui de la guilde des peintres de Lübeck (1480-1490), situé au musée Sainte-Anne à Lübeck. De 1975 à 1992, de nombreux travaux de restauration du retable ont été effectués sous la direction de spécialistes de l'Institut soviétique de la recherche scientifique pour la restauration à Moscou (ВНИИР). Ce travail de longue haleine a été interrompu en raison des changements politiques intervenus en Union soviétique au début des années 1990. Les spécialistes russes sont parvenus à restaurer l'œuvre en grande partie, mais les splendides sculptures du retable n'ont été que partiellement nettoyées.

Dans ce projet, l'accent a été mis sur la réalisation d'analyses d'imagerie et d'examen de matériaux, sur la documentation complète des travaux et sur la mise en correspondance de ces informations. Une grande attention a été accordée à la participation du public dans le cadre de programmes éducatifs, d'ateliers et de programmes multimédias présentant les résultats des recherches menées (site Internet, blog, programme multimédia interactif, site Internet scientifique, courts métrages décrivant les travaux réalisés dans le cadre du projet, etc.).

Le projet visait à populariser ce domaine et à trouver des moyens de présenter au grand public les activités qui se déroulent principalement derrière les portes closes des musées. Chacun des quatre domaines d'action - conservation, recherche technique, documentation et éducation - comprend des activités (de recherche) spécifiques, des résultats didactiques pour les professionnels sous la forme d'ateliers animés par des spécialistes internationaux et de manifestations de sensibilisation du grand public.

### Objectifs du projet :

- Achever les travaux de conservation des sculptures du retable de Tallinn.
- Procéder à l'examen complet des matériaux et des techniques utilisés pour le retable de Tallinn.
- Procéder à un examen analogue de l'autre œuvre centrale signée par Hermen Rode, le retable de la guilde des peintres de Lübeck (1480-1490), qui se trouve au musée Sainte-Anne de cette ville.
- Créer une base de données pour une cartographie plus approfondie du travail créatif attribué à Hermen Rode.
- Recenser et rassembler les ressources scientifiques sectorielles permettant de réaliser des analyses techniques de l'art en Estonie en vue d'une exploitation future de ces informations et connaissances dans le cadre de travaux de recherche plus approfondis liés au patrimoine.
- Faire en sorte que des technologies de l'information et des ressources scientifiques estoniennes puissent être utilisées également à l'étranger.
- Créer un prototype pour la recherche, la conservation et la vulgarisation d'œuvres d'art analogues.
- Présenter le travail (scientifique) du projet à un public plus large, tant au sein de la profession qu'en dehors de celle-ci.



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début

**Septembre 2013**

## Méthodes d'enquête :

- Radiographie : les techniques de fabrication des parties en bois du retable. L'étude a été menée en coopération avec l'administration fiscale et douanière estonienne.
- Photographie RTI : la technologie RTI (Reflectance Transformation Imaging) permet de visualiser et d'analyser les structures de surface du retable sous des éclairages artificiels différents. L'étude a été menée en coopération avec Archaeovision R&D.
- Analyse des pigments et des liants : l'analyse a été menée aussi bien sur les peintures que sur les sculptures. L'objectif était de cartographier la structure technique de la disposition et de la composition des couches de préparation et de peinture et de comparer les informations avec d'autres œuvres d'art attribuées à l'atelier de Rode.
- Méthodes : Spectromètre XRF portable, SEM/EDS, ATR-FT-IR, LA-ICP-MS, MALDI- et APCI-FT-ICR-MS, GC-MS, LC-MS, spectrométrie RAMAN.
- L'étude a été menée en coopération avec la chaire de chimie analytique de l'Université de Tartu et le Centre estonien de recherche sur l'environnement.
- Analyse du bois/dendrochronologie : analyse effectuée sur la structure, les peintures, et les sculptures. L'objectif était d'obtenir une évaluation plus précise de l'origine du matériau structurel et de l'auteur ou du sculpteur des parties en bois et des sculptures (jusqu'ici inconnu). L'étude a été menée en coopération avec le département de géographie de l'Université de Tartu.

- Création d'un levé et d'un modèle 3D comme base pour l'archivage, la documentation, la contextualisation et la visualisation des ensembles de données scientifiques.
- L'étude et le prototype ont été réalisés dans le cadre d'un « hackathon » (rassemblement de développeurs) international axé sur des travaux d'imagerie pour le retable de Rode.
- Etude de l'histoire de l'art (analyses stylistiques, analyses iconographiques, recherches archivistiques, contextualisation des résultats dans les aspects historiques, artistiques, sociaux et autres à travers une analyse comparative).

## OBSTACLES / BARRIÈRES

L'accent mis sur le retable de Rode du point de vue de la conservation a été le point de départ d'un important projet de recherche visant à placer le retable dans le contexte plus large de l'art du XVe siècle et à mieux comprendre les méthodes de travail de l'atelier de Hermen Rode. Au cours du projet, on s'est rendu compte que la conservation d'un retable complexe d'une telle envergure allait durer beaucoup plus que trois ans et que le processus de conservation ne pourrait pas être terminé dans l'immédiat. Les travaux de conservation du retable se poursuivent actuellement au Musée d'art d'Estonie et au Centre de conservation « Kanut ».

## CHANGEMENT / IMPACT

- La réalisation de travaux de recherche et d'analyses approfondis portant sur deux œuvres d'art très importantes dans le contexte européen, les retables de Tallinn et de Lübeck, réalisés dans l'atelier de Hermen Rode. Le retable actuel de Lübeck a « rencontré » le retable virtuel de Tallinn lors de la grande exposition internationale d'art hanséatique Lübeck 1500. Kunstmetropole im Ostseeraum (20 septembre 2016-10 janvier 2017) où a eu lieu la présentation de lancement de l'application Internet.
- La conservation partielle du retable de Tallinn.
- La réalisation d'analyses au moyen de technologies de l'information et, dans de nombreux cas, leur utilisation pour la première fois dans la recherche sur l'art hanséatique médiéval et la mise à disposition du public de ces informations au niveau international.
- L'amélioration de la qualification des spécialistes professionnels (conservateurs, historiens de l'art, chercheurs en sciences naturelles, informaticiens, etc.) dans le cadre d'ateliers, de programmes éducatifs, etc.
- Le renforcement du potentiel de recherche scientifique et la création du réseau correspondant en Estonie.
- La création d'un réseau de coopération avec des partenaires internationaux et la participation d'institutions européennes du patrimoine (musées, instituts de recherche) à des travaux de recherche qui constituent la base d'autres projets de coopération et de recherche similaires.

Date de fin

**Septembre 2016**

## LEÇONS APPRISSES

- La création de prototypes innovants dans le domaine des technologies de l'information (documentation 3D, archivage de grands volumes d'informations, etc.).
- La vulgarisation scientifique et artistique, en mettant les résultats scientifiques à la disposition d'un public plus large sous différentes formes (présentations multimédias et internet, publications, ateliers, programmes éducatifs).

L'une des priorités du projet était de mieux faire connaître au grand public le retable de Tallinn et l'œuvre de Hermen Rode ainsi que les résultats scientifiques obtenus. Le projet a également permis de relayer l'importance du patrimoine du Moyen Âge auprès d'un public plus large et d'acquérir de nouvelles connaissances dans ce domaine.

Outre les travaux de recherche sur le retable, l'objectif principal du projet Rode était de recenser et rassembler les ressources scientifiques sectorielles permettant de réaliser des analyses techniques de l'art en Estonie en vue d'une exploitation future de ces informations et connaissances dans le cadre de travaux de recherche plus étendus liés au patrimoine. Les ressources de l'Estonie ont été cartographiées et testées dans le cadre de ce projet afin de réaliser une coopération synergique entre les arts et les sciences. Dans l'état actuel des recherches, on peut affirmer avec certitude qu'il existe des spécialistes et des équipements de qualité internationale en Estonie, mais qu'ils sont répartis entre diverses institutions et chercheurs. Dans le cadre du projet Rode, nous avons réuni un groupe interdisciplinaire de chercheurs en sciences naturelles et humaines qui travaillent en synergie et dont les différents types de savoir-faire et l'étroite coopération ont permis d'enrichir énormément les connaissances sur l'une des œuvres d'art les plus importantes d'Estonie, et de constituer une base propice à un développement considérable dans ce domaine en Estonie et ailleurs.

Une des parties importantes de ce projet a été le travail d'éducation et de vulgarisation. En effet, des programmes éducatifs associés à ce projet ont été élaborés pour différents groupes d'âge et groupes cible en se concentrant sur la vulgarisation scientifique, l'intégration des sciences humaines et des sciences exactes et la promotion des valeurs du patrimoine au moyen des nouvelles techniques disponibles (conservation,

travaux de recherche utilisant les méthodes des sciences naturelles, application des technologies de l'image et de l'information aux recherches sur le patrimoine, et présentation attractive des résultats). Tous les groupes d'âge (enfants d'âge préscolaire, élèves du primaire, élèves du secondaire, étudiants de l'enseignement spécialisé au niveau des établissements d'enseignement supérieur, doctorants, professionnels de la formation complémentaire et grand public) ont été associés à ces programmes éducatifs, qui sont liés aux programmes et objectifs éducatifs nationaux. Le caractère innovant du projet et ces programmes éducatifs ont permis d'élargir les groupes cibles et d'inclure, outre les spécialistes du patrimoine, des groupes de personnes ainsi que des objectifs éducatifs liés aux sciences naturelles et aux technologies de l'information dans le cercle des personnes potentiellement intéressées.



### INITIATEUR

Établissement(s) universitaire(s) et scientifique(s)  
Fondation(s)

### SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public :

- 1 Ministère estonien de la culture/Musée d'art d'Estonie ;
- 2 Subventions de l'UE ou de l'EEE et de la Norvège.



# K1 (K2, S10, S7, S1)

## HAAPAMÄKI – LE PATRIMOINE CULTUREL VU PAR LES ENFANTS (FINLANDE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Ritva Pulkkinen

#### ORGANISATION

— Musée Keuruu

#### COURRIEL

— ritva.pulkkinen@keuruu.fi

#### SITE INTERNET

— [www.keuruunmuseumo.fi](http://www.keuruunmuseumo.fi)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— Facebook Keuruu museo

#### LIEU

— Finlande, Haapamäki/Keuruu

### RECOMMANDATION K1

#### Mieux intégrer l'éducation au patrimoine dans les cursus scolaires

Le patrimoine devrait faire partie intégrante du cursus scolaire officiel ou d'activités périscolaires, et permettre d'acquérir des compétences précises au moyen d'une approche pluridisciplinaire et transversale. L'éducation au patrimoine contribue à une compréhension et à un respect plus profond de notre cadre de vie, de nous-même et d'autrui.

#### Pistes d'action recommandées pour K1

- Adapter les programmes scolaires.
- Former les enseignants, les instructeurs, etc.
- Établir un dialogue entre le secteur de l'enseignement et les services en charge du patrimoine, les musées, les centres d'archives, les bibliothèques, etc.
- Lancer des projets éducatifs transdisciplinaires incluant le patrimoine.
- Promouvoir la coopération avec les associations, les sociétés historiques, etc.
- Développer des activités de terrain : visites, excursions, interviews, reportages.
- Inviter à l'école des spécialistes du patrimoine.
- Rendre les informations numériques concernant le patrimoine plus ouvertes, plus accessibles et plus faciles à utiliser.
- Soutenir les programmes organisés par des professionnels de musée, qui se déroulent dans les musées.

#### DÉFIS K1

##### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Identifier, préserver, transmettre et partager les connaissances et les compétences patrimoniales.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.

##### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

- Élaborer des documents sur le patrimoine culturel pour l'école locale de Haapamäki.
- Faire participer la communauté locale, demander à des « anciens » de partager leurs connaissances et leurs histoires personnelles.

Nous voulions renforcer la communauté locale, stimuler les habitants et leur donner le sentiment que leur travail est important.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Les horaires étaient difficiles à établir parce que les bénévoles étaient nombreux et que l'école a des contraintes de temps très strictes. Certains enseignants ne souhaitaient pas intégrer le patrimoine culturel dans leurs cours.

## CHANGEMENT / IMPACT

L'école a des contacts plus étroits avec les habitants qui participent à l'histoire culturelle locale. L'école dispose d'une « boîte à outils » prête à l'emploi pour la mise en œuvre du patrimoine culturel dans les différentes classes. Les enseignants ont un point de vue plus éclairé sur le type de patrimoine culturel qui existe à Haapamäki et les lieux patrimoniaux qu'ils peuvent visiter. Les enfants sont davantage sensibilisés à leur environnement culturel.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**Août 2018**

Date de fin  
**Décembre 2018**



## LEÇONS APPRIS

**U**ne bonne coordination est très importante.  
Les écoles ont besoin de projets très clairs et faciles à mettre en œuvre.

La population locale a beaucoup de connaissances et d'histoires occultées à raconter, parfois elle a besoin d'aide pour en parler.

Il est très important de tenir compte de l'âge des enfants et de la classe qu'ils fréquentent.



### INITIATEUR

Établissement(s) universitaire(s) et scientifique(s)

### SOURCE DE FINANCEMENT

Financement partagé public/privé

#### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Financé par l'Agence finlandaise du patrimoine



# K6

## DRAGODID.ORG – PRÉSERVER LES TECHNIQUES DE MAÇONNERIE À PIERRE SÈCHE DE L'ADRIATIQUE ORIENTALE (CROATIE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Bakota, Julia

#### ORGANISATION

— 4 GRADA DRAGODID

#### COURRIEL

— [info@dragodid.org](mailto:info@dragodid.org)

#### SITE INTERNET

— [info@dragodid.org](mailto:info@dragodid.org)

#### RESSOURCES EN LIGNE

— <https://www.facebook.com/udrugadragodid/>

— <https://suhozid.giscloud.com>

#### LIEU

— Croatie, Région de la Croatie et de l'Adriatique orientale

### RECOMMANDATION K6

#### Développer des banques de connaissance sur les matériaux, les techniques et les savoir-faire locaux et traditionnels

Il est urgent de préserver les savoirs, les techniques et les processus relatifs au patrimoine. Les banques de données sur les matériaux, les techniques et les savoir-faire sont un moyen de consolider les (bonnes) pratiques professionnelles.

#### Pistes d'action recommandées pour K6

- Créer des conservatoires des savoirs et savoir-faire, qu'ils soient traditionnels ou générés par la gestion du patrimoine.
- Utiliser les nouvelles technologies pour la documentation et la conservation des savoir-faire.
- Créer un centre européen des compétences et des savoir-faire.
- Créer et développer des « matériauthèques ».

### DÉFIS K6

#### Défis du savoir

- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.

#### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.

#### Défis du développement

- Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
- Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

L'association 4 GRADA DRAGODID (ci-après « DRAGODID ») est une ONG qui intervient dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation. Ses activités portent principalement sur l'architecture vernaculaire et en particulier les techniques de construction en pierre sèche en vigueur en Croatie et dans la région de l'Adriatique orientale. Son équipe se compose en grande partie de bénévoles, notamment des jeunes professionnels et des étudiants spécialisés dans des disciplines liées au patrimoine et au paysage (architecture, ethnologie, architecture de paysage, agriculture, etc.). DRAGODID a reçu le Prix Europa Nostra 2011 de l'UE pour le patrimoine culturel et a joué un rôle consultatif dans la protection nationale et l'inscription des arts et techniques de la pierre sèche sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO (2017-2018).

Dans le passé, la pierre sèche était l'un des savoirs les plus répandus au sein de la population rurale où cette technique était (et est encore dans certains endroits) une activité courante de la vie quotidienne. Le contexte économique a évolué, ainsi que les rôles joués par cet artisanat, mais cette technique ancestrale est toujours ouverte à tous, répandue et considérée comme l'une des techniques de construction les plus durables sur le plan environnemental.

Le projet a pour objectif de transférer les savoirs et les savoir-faire des anciens maîtres aux générations futures de passionnés et de professionnels du patrimoine. Il vise à redonner à la pierre sèche une place de choix en tant qu'option efficace, esthétique, humaine et durable pour la construction de bâtiments et de structures simples en Méditerranée.

### Nos méthodes de travail sont les suivantes :

- Collecte et description de savoirs locaux spécifiques sur les techniques de construction en pierre sèche.
- Transfert de ces savoirs et savoir-faire à la nouvelle génération de praticiens, experts et passionnés.
- Sensibilisation à l'utilité des bâtiments en pierre sèche et à leur potentiel économique et touristique.
- Rénovation et revitalisation de sites exemplaires d'architecture en pierre sèche en attractions patrimoniales et études de cas sur la durabilité.
- Recherches numériques et sur le terrain.
- Ce projet de terrain comprend beaucoup d'activités manuelles et d'initiatives personnelles. À ce titre, Dragodid.org encourage vivement la participation du public au développement de projets à petite échelle et aux processus décisionnels à l'échelle locale. Le nombre et la diversité des partenaires et des activités du projet témoignent de son caractère ouvert.
- Le projet a permis de mettre en lumière diverses pratiques et praticiens locaux, de favoriser leur coopération et leur reconnaissance mutuelle et de les encourager à adopter de nouvelles techniques.



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**Juillet 2010**

Date de fin  
**En cours**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Les spécialistes de la pierre sèche en activité sont moins nombreux aujourd'hui que vingt, cinquante ou cent ans auparavant. Cette pénurie pose parfois un problème lorsque l'on veut réaliser des interventions ou des projets dont l'objectif est de former les jeunes générations à la conservation.

L'association et ses activités sont à but non lucratif et sont fondées sur le bénévolat. Ce profil a un effet dynamisant et mobilisateur qui est parfois un désavantage en raison du manque de temps et de ressources.

## LEÇONS APPRISSES

Notre projet montre qu'il est important de bien définir les priorités d'une campagne. Au lieu de couvrir des pans entiers du patrimoine, nous avons prévu et réalisé un large éventail d'activités autour d'une question particulière et d'un type particulier de patrimoine : le patrimoine en pierre sèche.

## CHANGE / IMPACT

4 GRADA DRAGODID part du constat que les techniques de maçonnerie en pierre sèche sont pratiques, durables et importantes du point de vue culturel. Elles font partie du patrimoine immatériel de la région, et sont cruciales pour les générations futures car elles produisent des structures esthétiques et fonctionnelles à partir de matériaux disponibles localement.

- Le projet a mis en œuvre certaines des pratiques les plus recherchées aujourd'hui en matière de protection du patrimoine :
- Des technologies numériques utilisant des données participatives telles que le portail SIG interactif sur l'inventaire public du patrimoine de pierres sèches ([www.suhozid.hr](http://www.suhozid.hr)).
- Une participation citoyenne et un bénévolat actif dans le cadre des nombreux ateliers de bénévoles organisés tout au long de l'année en Croatie et dans les pays voisins ;
- L'élaboration de documents sur les biens culturels :
  - 1) le manuel « Maison de pierre méditerranéenne - Techniques de construction et de rénovation » [en anglais], imprimé en 15.000 exemplaires en quatre éditions ;
  - 2) le portail d'actualités patrimoniales [www.dragodid.org](http://www.dragodid.org) écrit dans un langage accessible tout en restant informatif et très détaillé, ce qui peut être utile aux experts,
  - 3) des photos, vidéos et données transcrites sur les pratiques connues en matière de pierre sèche, les spécialistes et les localités ;
- Une coopération horizontale et multinationale.

De l'avis général, la pierre sèche représente un bien culturel national incontestable dans ses deux aspects, matériel et immatériel, parce que les bâtiments et les paysages incarnent parfaitement la compétence et l'esprit d'initiative de ses créateurs. On peut même avancer que les paysages culturels en pierre sèche sont le lien le plus évident entre l'homme et l'environnement.

C'est le cas non seulement en Croatie, mais aussi dans toutes les régions européennes qui ont un patrimoine en pierre sèche. Cette expérience patrimoniale commune a donné lieu à une récente demande conjointe (acceptée) d'inscription du patrimoine culturel immatériel de 8 pays européens (Croatie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Slovénie, Suisse) sur les listes de l'UNESCO. Mais surtout, le savoir-faire de maîtres de la pierre sèche contribue à la création d'une identité collective associée à l'élément au niveau local et régional, ce qui produit des synergies et des liens communs. Le fait que cette technique soit utilisée dans de nombreux endroits du monde favorise la création de réseaux entre différentes communautés culturelles et encourage ainsi l'échange de savoirs et d'expertise, ainsi que le respect mutuel et l'appréciation de la diversité culturelle.

## INITIATEUR

Communauté

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement partagé public/privé

### DÉTAILS DU FINANCEMENT

Le financement vient en partie d'un sponsor et en partie des crédits accordés par le gouvernement local et du ministère de la Culture.



# K11 (S9)

## PRÉSERVER ET PROMOUVOIR LA CULTURE MINIÈRE DU NORD-PAS DE CALAIS (FRANCE)



### RECOMMANDATION K11

#### Explorer le patrimoine comme source de connaissances, d'inspiration et de créativité

Le patrimoine est une source infinie de connaissances, de savoir-faire, d'attitudes et de réalisations qui expriment le pouvoir de la créativité et de l'innovation humaines à travers les âges.

#### Pistes d'action recommandées pour K11

- Utiliser des sites patrimoniaux comme résidences d'artistes en vue d'en révéler le sens.
- Faire dialoguer des objets patrimoniaux et contemporains.
- Lancer des ateliers-découverte du patrimoine, dédiés à des artisans et à des créateurs.

#### DÉFIS K11

##### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.
- Garantir un haut niveau de technicité pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.

### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Amy Benadiba, directrice

#### ORGANISATION

— Centre historique minier

#### COURRIEL

— [contact@chm-lewarde.com](mailto:contact@chm-lewarde.com)

#### SITE INTERNET

— <https://www.chm-lewarde.com/fr>

#### RESSOURCES EN LIGNE

- <http://www.chm-lewarde.com>;
- <https://patrimoineeeurope2018.culture.gouv.fr/Projets-labellises#/search?query=minier@2.4073187887552194e-11,-1.2050804798491299e-11,2>
- <https://www.facebook.com/CentreHistoriqueMinier/>
- <https://twitter.com/CHMLewarde>

#### LIEU

- Pays : France
- Localité : Le Centre historique minier est situé au cœur du bassin houiller de Lewarde, à 8 km de Douai dans le nord de la France. Il est situé sur le carreau de l'ancienne fosse Delloye et comprend 8000 m<sup>2</sup> de bâtiments industriels sur un site de 8 hectares.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le Centre historique minier, créé en 1984, a pour but de préserver et de promouvoir la culture minière de la région Nord-Pas de Calais afin de témoigner de trois siècles d'exploitation au profit des générations futures.

Le site a conservé son architecture industrielle comprenant une verrière pour les machines, des galeries et des bâtiments qui ont été classés en 2009.

Le musée de la mine (visite guidée des galeries) : en compagnie d'un guide culturel, le visiteur passe par la passerelle des mineurs pour descendre dans la mine et attendre le front de taille où des femmes et des jeunes apprentis triaient le charbon. Les galeries montrent comment les techniques et les conditions de travail dans les mines ont évolué de 1720 à 1990.

Près de 270 ans d'exploitation du charbon dans la région Nord-Pas de Calais ont apporté des changements considérables dans le paysage industriel et les méthodes d'extraction. Cette histoire est racontée dans l'exposition « les trois âges de la mine » qui présente des modèles de sites miniers, tandis que « la vie dans la cité minière » se concentre sur la vie quotidienne des mineurs et de leurs familles.

D'autres expositions scientifiques et historiques complètent cette image du monde minier, notamment : « L'énergie : hier, aujourd'hui et demain ? », « L'odyssée de la vie sur Terre », « Le cheval et la mine » et « L'histoire de la fosse Delloye ». Toutes ces expositions proposent aux visiteurs de vivre une expérience familiale interactive.

Les rencontres avec les mineurs sont une occasion unique de partager l'expérience d'anciens mineurs et d'entendre un témoignage de première main sur la vie dans les mines (premier jour dans la mine, formation, salaires, dangers, etc.). Tous les aspects de leur vie sont couverts dans ces moments chargés d'histoire.

### Centre de ressources documentaires

Outre les archives des entreprises minières du Nord-Pas de Calais, avant et après la nationalisation, le centre abrite plus de 7.000 livres, 550.000 diapositives et négatifs, 500 films, 350 vidéos et 300 enregistrements audio.

Ces collections ainsi que les chercheurs qui s'y intéressent permettent de faire progresser la connaissance du monde de la mine sur un plan historique, social, économique et technique.

Le centre de ressources documentaires assure la conservation et la gestion de ces fonds, mais aussi leur valorisation au travers de produits muséographiques, culturels et pédagogiques. Le Centre a apporté son concours à l'association Bassin Minier Uni pour la candidature au patrimoine de l'Unesco pour la constitution du dossier, ainsi qu'au réalisateur Claude Berri pour la préparation du tournage de son film *Germinal*. Des collectes annuelles de fonds sont organisées. Le musée recueille également des informations en interviewant d'anciens mineurs.

### Centre de culture scientifique de l'énergie (CCSE)

En liaison étroite avec les spécialistes des sciences, des techniques et de l'économie ou encore des représentants d'entreprises liées au monde de l'énergie, le Centre de culture scientifique permet d'amorcer une réflexion sur les énergies qui sont au cœur du développement des sociétés contemporaines.

Un espace spécifique au cœur du parcours de visite lui sera dédié dans le bâtiment de la machine d'extraction du puits n°1, aujourd'hui fermé au public. Une exposition permanente entièrement revue et un espace pédagogique y prendront place, permettant aux visiteurs d'amorcer une véritable réflexion sur le rôle de l'énergie dans le développement des sociétés contemporaines. Fondé sur des dispositifs numériques et multimédias, favorisant l'expérimentation et la manipulation, le réaménagement du CCSE se veut à la pointe de la modernité et conçu pour répondre au mieux aux préoccupations dans l'air du temps de notre société en matière d'énergies. Il ouvrira au public dans le courant de l'année 2020.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**1984**

Date de fin  
**En cours**



## OBSTACLES / BARRIÈRES

Aucune n'a été signalée

## CHANGEMENT / IMPACT

Le Centre historique minier contribue à :

- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux ;
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.

## LEÇONS APPRIS

Il est possible de revitaliser un territoire désindustrialisé par des travaux patrimoniaux (ce site classé « monument historique » accueille 150.000 visiteurs par an, soit 4 millions de visiteurs depuis son ouverture), de préserver la mémoire collective et d'associer citoyens, institutions, responsables politiques et professionnels à un projet culturel et scientifique.

Le Centre a reçu le label Euralens, qui récompense les initiatives économiques, urbanistiques et culturelles durables et innovantes. Le label est une distinction supplémentaire qui permettra au centre de faire connaître ses activités et ses projets aux élus de la zone minière.

Le 8 décembre 2018, le Centre historique minier a été choisi comme lauréat du prix EDEN 2017 et désigné « destination touristique européenne d'excellence ». Le prix a été lancé à l'initiative de la Commission européenne. Il est attribué dans le cadre d'une cérémonie organisée en France par la Direction générale des entreprises et l'Agence française de développement touristique (Atout France).

Aujourd'hui, c'est l'un des sites les plus remarquables du bassin houiller et un site du patrimoine mondial de l'Unesco. Le centre est également soutenu par le gouvernement français et les autorités intercommunales de Douaisis et Cœur d'Ostrevent.

## INITIATEUR

Les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HB-NPC), nom donné au groupe d'entités nationalisées (les anciennes concessions minières), ont progressivement cessé leurs activités administratives à la fin de l'exploitation minière.

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement partagé public/privé.



# K11

## MUPOP – MUSÉE DES MUSIQUES POPULAIRES (FRANCE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Monsieur Bourgougnon Eric

#### ORGANISATION

— MuPop - Musée de la musique populaire

#### COURRIEL

— ericbourgougnon@hotmail.fr

#### SITE INTERNET

— [www.mupop.fr](http://www.mupop.fr)

#### LIEU

— France, Bucarest (France)

### RECOMMANDATION K11

#### Explorer le patrimoine comme source de connaissances, d'inspiration et de créativité

Le patrimoine est une source infinie de connaissances, de savoir-faire, d'attitudes et de réalisations qui expriment le pouvoir de la créativité et de l'innovation humaines à travers les âges.

#### Pistes d'action recommandées pour K11

- Utiliser des sites patrimoniaux comme résidences d'artistes en vue d'en révéler le sens.
- Faire dialoguer des objets patrimoniaux et contemporains.
- Lancer des ateliers-découverte du patrimoine, dédiés à des artisans et à des créateurs.

### DÉFIS K11

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.
- Garantir un haut niveau de technicité pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Le musée des musiques populaires est une tentative audacieuse de faire découvrir au visiteur l'évolution de la musique du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours. Le musée est situé au cœur de Montluçon, ville médiévale de 39.000 habitants bâtie au centre de la France. Ce musée résolument moderne abrite une impressionnante collection d'instruments qui accompagnent le visiteur dans son voyage à travers plus de deux siècles de musique, de la musique traditionnelle à la musique pop contemporaine.

Dans un bâtiment innovant conçu par Philippe Tixier, architecte de Clermont-Ferrand, le MuPop, inauguré le 21 juin 2013, conserve et expose des collections exceptionnelles dont la plupart ont été acquises par la ville grâce à des dons ou achats subventionnés par le Fonds régional des musées ou prêtées par le musée de la musique à Paris et le MuCEM à Marseille.

Ces collections, qui constituent un fonds de référence national, sont composées de trois parties indissociables, cohérentes et représentatives : les instruments de musique, les objets musicaux et la section documentaire. La collection d'instruments de musique compte plus de 3.500 instruments remarquables datant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours ; il s'agit d'une collection variée comprenant 80 vieilles à roue, 200 cornemuses, 210 guitares électriques, 140 amplificateurs, 30 batteries, 80 cuivres, 36 accordéons, etc. La collection ne cesse de s'enrichir depuis 50

ans. Les vieilles à roue, les cornemuses et les guitares électriques sont toutes des pièces de qualité.

La collection d'objets musicaux est exposée dans un décor conçu par le scénographe Pascal Payeur. Les différentes salles d'exposition illustrent les coutumes, les pratiques et l'esthétique des musiques populaires : objets iconographiques (publicités, affiches, pochettes de disques, photographies), costumes de scène, ateliers de lutherie, pistes de danse, studio d'enregistrement, salle de répétition d'un groupe punk rock, etc.).

Sont également exposés les moyens utilisés pour enregistrer et diffuser la musique populaire du XX<sup>e</sup> siècle (magnétophones, phonographes, gramophones, appareils sans fil, télévisions et ordinateurs). L'ensemble est complété par une importante collection de documents essentiellement sonores (disques, cassettes, interviews, etc.) et d'une bibliothèque spécialisée.

Trois types de parcours sont proposés : le parcours immersif, le parcours instrumental enrichi et le parcours numérique interactif avec en outre 200 points d'écoute mobiles, un espace d'exposition temporaire, un espace d'initiation et un centre d'information. Sur une surface de 3.300 m<sup>2</sup>, le musée présente ses collections patrimoniales matérielles et immatérielles ainsi que les répertoires musicaux, les instruments qui les accompagnent, mais aussi les liens étroits entre musique et société (apprentissage et transmission des

compétences musicales, relation au corps, à la danse, à la musique numérique, etc.). Labellisé « musée de France », le Mupop attire de plus en plus de visiteurs et leur propose un parcours instrumental et un parcours musical ponctué de différents effets sonores. Avec des audioguides mobiles, le visiteur peut découvrir six espaces : la musique rurale, la musique de la révolution industrielle, la musette, le swing et le jazz, le rock'n'roll et la musique électrique, puis la musique pop et enfin divers styles rock et électro. L'exposition « chansons à succès de l'été », qui débutera au printemps 2019, se penchera sur ce concept populaire depuis les années 1960 et mettra en lumière les chansons les plus populaires qui font danser chaque été.



### DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2013**

Date de fin  
**En cours**

## CHANGEMENT / IMPACT

Although the museum is located in a sparsely populated rural area, the number of visitors is slowly increasing (2014 and 2015: 25,000 visitors/year; 2016: 21,000 visitors; 2017: 23,187 visitors and 2018: 27,000 visitors). The visitors come mainly from the local area, then the rest of France and also from other countries (especially the Netherlands, Belgium and the United Kingdom).

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Informations non communiquées.

## LEÇONS APPRIS

Le Mupop, un musée unique en Europe consacré à la musique populaire, est une initiative ambitieuse pour Montluçon : « dans cette partie ouvrière de la ville, les gens ont travaillé dur et joué et dansé sans retenue », explique le directeur du musée, « et la musique et la danse ont été pour eux un élément vital ». Ce musée a été créé dans une petite ville de 39.000 habitants qui affiche une population en recul (- 0,8% de 2010 à 2015), un chômage élevé (20,4%) et un taux de pauvreté de 22,3 %. Bien que la ville et la région ne soient pas particulièrement attrayantes, le musée attire un nombre respectable de visiteurs, mais il doit encore améliorer ses efforts de communication pour attirer des foules encore plus nombreuses.



## INITIATEUR

Autorités locales ou régionales : ville de Montluçon

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé : département de l'Allier, région Auvergne-Rhône-Alpes et Etat.



# K7

(K5, K8, K10, K11, S4, S9, D3)

## LES COMPAGNONS DU DEVOIR (FRANCE)



### CONTACTS

#### ORGANISATION

- Les Compagnons du Devoir

#### COURRIEL

- <https://www.compagnons-du-devoir.com/contact>

#### SITE INTERNET

- <https://www.compagnons-du-devoir.com>

#### RESSOURCES EN LIGNE

- Association ouvrière des compagnons du devoir
- Fédération compagnonnique des métiers du Bâtiment
- Union compagnonnique
- <https://www.compagnons-du-devoir.com/regions>
- <https://www.compagnons-du-devoir.com/maisons>

#### LIEU

- France

### RECOMMANDATION K7

#### Garantir la transmission des savoirs et des savoir-faire des métiers du patrimoine

Les savoirs et les savoir-faire des métiers du patrimoine sont un héritage de la culture européenne. Assurer leur transmission peut motiver les jeunes et créer des emplois et des activités durables.

#### Pistes d'action recommandées pour K7

- Soutenir les maîtres-ouvrier en faveur de la transmission.
- Adopter des mesures pour faciliter la prise en charge d'ateliers par des plus jeunes.
- Accompagner les entreprises en faveur de l'accueil des jeunes.
- Organiser des expositions, des démonstrations.
- Promouvoir l'émulation à travers des concours.
- Valoriser les métiers manuels (dans les écoles, les médias, etc.).
- Développer l'enseignement et la pratique des opérations manuelles (dessins, mesures, etc.) conjointement à la conception assistée par ordinateur.
- Soutenir la création et le développement de centres de formation aux métiers du patrimoine.
- Soutenir la Fédération européenne pour les métiers du patrimoine (FEMP).

### DÉFIS K7

#### Défis du savoir

- Contribuer à une société de la connaissance partagée.
- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine
- Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente.
- Faire adhérer les jeunes à la cause patrimoniale.

#### Défis sociétaux

- Préserver la mémoire collective.

## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

Les *Compagnons du Devoir* sont réunis sous la forme d'une association d'intérêt public à but non lucratif. Son nom complet est *l'Association ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France* (AOCDTF). Les Compagnons du Devoir et du Tour de France proposent des formations destinées à aider les apprentis à s'épanouir « dans et par leur métier », grâce aux valeurs qui leur sont enseignées et qu'ils doivent respecter. L'éthique des compagnons se résume ainsi : « *Ni se servir ni s'asservir, mais servir* » (ni égoïste, ni soumis, mais servir).

Un métier n'est pas seulement une compétence, c'est une culture, un mode de vie. C'est aussi une histoire, les hommes qui l'ont maîtrisée, une langue, les écrits et les œuvres laissées par les précurseurs.

Transmission et partage : le compagnon se fait un devoir de transmettre non seulement son savoir-faire mais aussi sa manière d'être, car il aspire à être non seulement un bon artisan mais aussi un « homme bien ».

Le voyage ou « tour » est une étape nécessaire dans la formation d'un compagnon, une occasion de se repenser, de remettre en question ses convictions, mais aussi d'apprendre une nouvelle langue, une nouvelle culture et une nouvelle façon de travailler. Le compagnon se déplace de ville en ville, d'un emploi à l'autre, une ou deux fois par an pendant environ trois années consécutives, dont une à l'étranger.

Il séjourne dans des maisons spéciales pour les compagnons qui, en plus de la nourriture et de l'hébergement, lui offrent la possibilité de rencontrer des

hommes d'origines, de métiers, de cultures, de régions et de milieux sociaux différents.

Être membre des Compagnons de Devoir, c'est faire aussi partie d'une communauté, d'un lien entre différentes générations, métiers et origines qui permet à chacun de trouver sa voie et de s'accomplir.

L'initiation est un moment de fête communautaire dans la vie du jeune voyageur. L'adoption et l'accueil sont des cérémonies au cours desquelles on leur rappelle les principes et le mode de vie qui sont maintenant les leurs.

Le chef-d'œuvre de réception (ou « chef-d'œuvre »). Lorsque l'apprenti devient compagnon, il doit faire la preuve de ses compétences professionnelles en réalisant un travail de réception, ou chef-d'œuvre. Sont notamment évalués la réalisation technique de l'œuvre basée sur les compétences métier ainsi que le comportement de la personne face à la difficulté.

Pour les jeunes stagiaires de moins de 25 ans qui ont terminé leurs études secondaires et éventuellement obtenu un diplôme de fin d'études générales ou techniques, l'aventure commence par l'apprentissage d'un métier et se poursuit par le « voyage » (le Tour de France) comme aspirant puis compagnon. Pour ceux qui sont déjà en possession d'une qualification professionnelle, le voyage commence par le Tour de France ; ils deviennent Aspirants quelques mois après le début du Tour.

- **L'apprenti** : entre en apprentissage pendant 1 à 3 ans, en fonction du niveau d'entrée et du diplôme souhaité dans un métier particulier. Il reçoit un salaire égal à 50 % du salaire minimum et suit une formation alternée de 6 semaines en milieu de travail et 2 semaines dans les centres de formation des apprentis.
- **L'aspirant** : Après une cérémonie spéciale de compagnonnage, l'apprenti (formé par les Compagnons ou un autre organisme de formation) devient aspirant. Il part ensuite faire un Tour de France pour se perfectionner. Il se déplace de ville en ville, d'emploi en emploi, une ou deux fois par an et vit dans les logements spéciaux proposés par les Maisons des Compagnons.
- **Le compagnon itinérant** : ayant été accueilli par ses pairs lors d'une cérémonie d'initiation ou « Réception », l'aspirant devient compagnon et poursuit son voyage dans les mêmes conditions qu'un aspirant, pendant un ou deux ans. Il contribue à la formation des stagiaires plus jeunes dans les Maisons de Compagnons.
- **Le compagnon sédentaire** : lorsqu'un compagnon s'installe, il organise sa vie comme il l'entend et peut toujours compter sur l'AOCDTF pour l'accompagner dans ses projets professionnels. Il participe activement à la communauté et aide à transmettre ce qu'il a appris aux jeunes membres.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de débute

Le terme « compagnonnage » fait son entrée dans la langue française en 1719 pour désigner la durée de l'apprentissage qu'un compagnon doit effectuer auprès d'un maître artisan. Les légendes compagnonniques font référence à trois fondateurs légendaires : qui les

mettent en scène à l'occasion de la construction du Temple de Salomon, événement censé avoir vu naître l'ordre des compagnons, bien que les textes bibliques qui la décrivent n'en fassent pas mention.

Date de fin

**En cours**

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Non communiqué

## CHANGEMENT / IMPACT

En chiffres :

- 10.000 jeunes admis en formation chaque année.
- 3.500 compagnons, dont 415 à l'international dans 66 pays et territoires.
- 90% des jeunes trouvent du travail après avoir terminé leur formation.
- Un réseau de plus de 28.000 entreprises partenaires.

## LEÇONS APPRISSES

Après huit siècles d'existence, la Compagnie demeure une référence pour l'excellence de la formation dispensée et des savoirs transmis. En novembre 2010, l'organisation est devenue partie intégrante du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO en tant que « réseau de transmission des savoirs et des identités par le métier ».

Les *Compagnons du Devoir* se sont toujours adaptés aux exigences du monde du travail, aux innovations technologiques et à l'évolution des compétences professionnelles. Ils se sont efforcés d'apporter une nouvelle dimension à leurs métiers. Leur école, la *Grande École des hommes de métier en*

*compagnonnage*, est là pour orienter les jeunes qui quittent l'école vers les métiers d'artisanat et les aider à obtenir de nouveaux diplômes d'État (élaborés en partenariat avec le *Conservatoire national des arts et métiers* (CNAM), par exemple, pour fournir des qualifications professionnelles). Enfin, l'association a été admise à la *Conférence des grandes écoles*, une admission qui est une reconnaissance officielle des valeurs humaines et professionnelles développées au sein du *Compagnonnage*.



## INITIATEUR

Communauté/communautés de citoyens. Depuis des siècles, les Compagnons voyagent et adaptent leurs métiers aux nouvelles techniques et aux nouveaux matériaux. Chaque métier ou artisanat a ses propres « maisons » où ses compagnons trouveront un accueil et un lieu d'hébergement. L'enregistrement de la communauté en tant qu'association avant la seconde guerre mondiale a permis de développer un réseau de maisons pour accueillir sous un même toit les compagnons itinérants de chaque métier et organiser toutes les activités réalisées.

## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public/privé



## C'EST MON HÉRITAGE ! (FRANCE)



### CONTACTS

#### PERSONNE À CONTACTER

— Franck Guillaumet

#### ORGANISATION

— Direction générale des patrimoines - ministère de la Culture

#### COURRIEL

— [franck.guillaumet@culture.gouv.fr](mailto:franck.guillaumet@culture.gouv.fr) ;

— <https://cestmonpatrimoine.culture.gouv.fr/nous-contacter>

#### SITE INTERNET

— <https://cestmonpatrimoine.culture.gouv.fr>

#### LIEU

— France, Montluçon (France)

### RECOMMANDATION K2

#### Mettre en œuvre des mesures incitant les jeunes à pratiquer le patrimoine

Il est essentiel d'aller à la rencontre des jeunes, d'analyser leur démotivation et de mettre en œuvre différentes approches pour les inciter à s'engager davantage.

#### Pistes d'action recommandées pour K2

- Mettre en place un « pass culture/patrimoine », par tranches d'âge, avec évaluation du dispositif.
- Favoriser la création d'événements ciblés pour les jeunes.
- Offrir la gratuité ou des tarifs réduits.
- Développer des mesures incitatives élaborées en concertation avec des jeunes.
- Valoriser et stimuler les pratiques des jeunes (médias, concours).
- Organiser des événements décalés avec le patrimoine comme support.

### DÉFIS K6

#### Défis du savoir

- Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
- Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine
- Faire adhérer les jeunes à la cause patrimoniale



## MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

**O**bjectif : l'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes pendant les vacances scolaires. Accueillis dans des lieux patrimoniaux de la zone concernée, les jeunes ont accès à des programmes d'activités pluridisciplinaires : ateliers, visites théâtralisées, chasses au trésor, lectures, danses, spectacles et pratiques des arts numériques pour les familiariser avec le patrimoine.

Groupe cible : les jeunes des zones prioritaires, urbaines et rurales ; les jeunes inscrits dans les centres communautaires, les centres de jeunesse et de culture, les centres de loisirs et les centres communautaires ruraux.

Patrimoine : chaque année, plusieurs centaines de sites (monuments, musées, archives, villes et zones d'importance artistique et historique, patrimoine industriel, sites archéologiques ou patrimoine immatériel) sont ouverts aux jeunes afin qu'ils découvrent quelque chose de spécial et profitent de l'occasion de participer à des activités artistiques et culturelles. « C'est mon patrimoine » permet aux enfants et aux jeunes de développer leur goût pour le patrimoine et les arts, d'élargir leurs connaissances et de mieux

comprendre l'intégration d'un lieu patrimonial dans son environnement géographique et culturel grâce à une démarche attractive et scientifiquement exigeante axée sur la découverte du patrimoine et la pratique artistique et expérimentale : production documentaire, visite interactive, spectacle vivant, arts et métiers...

L'engagement d'artistes professionnels apporte une dimension supplémentaire et aide les jeunes à se familiariser avec le patrimoine.

De nombreux acteurs très divers entrent en jeu dans tous les domaines. Des dialogues et des échanges ont lieu entre des jeunes, des intervenants et des animateurs autour d'un projet culturel et artistique sur chacun des sites participants. Grâce à ces interactions, le programme encourage la formation d'animateurs dans des établissements accueillant des enfants et des jeunes, ainsi que la formation d'animateurs de sites du patrimoine. Il contribue au développement et à la structuration des habitudes de travail entre professionnels.



## DURÉE DE L'INITIATIVE

Date de début  
**2005**

Date de fin  
**Programme annuel**



## CHANGEMENT / IMPACT

En 2018, le nombre de participants était de 50.000 participants (+ environ 26.000 pour les travaux de restauration). La répartition garçons-filles était plus ou moins égale : 44 % des enfants ont entre 9 et 12 ans et 20 % sont des adolescents et des jeunes adultes. 64 % des bénéficiaires proviennent de quartiers prioritaires. La plupart des projets se déroulent pendant les vacances d'été (seulement 17 % des projets sont réalisés pendant les vacances scolaires d'hiver ou dans le cadre d'activités périscolaires tout au long de l'année).

Diversité du patrimoine : collections, patrimoine bâti, ensembles urbains et ruraux et patrimoine immatériel. De plus en plus de projets concernent un groupe de

sites plutôt qu'un seul monument ou musée (310 sites couverts par 193 projets en 2018).

Les projets font appel à des disciplines artistiques variées, dont beaucoup se recoupent : reportages photographiques dans des villes d'importance artistique et historique, reportages audio avec un recueil de déclarations sur les traditions locales, courtes scènes de tragédies anciennes interprétées par des enfants portant des masques réalisés dans l'atelier précédent, production de modèles utilisant différents types de végétation, histoires inspirées du milieu bâti ou poèmes inspirés par des peintures, etc. Les projets qui intègrent une dimension numérique (vidéo, photographie ou création numérique) sont

particulièrement importants, tout comme les arts plastiques plus classiques, suivis de près par l'architecture et les médias audiovisuels (cinéma, images animées). L'année 2018 a également vu l'émergence de nouveaux types de projets : promenades urbaines, façons amusantes de découvrir le cadre de vie (architecture, complexes urbains, quartiers, etc.).

Partenariats : plus de 40 % des projets n'ont qu'un seul partenaire, plus de 30 % ont deux partenaires et 25 % en ont trois ou plus. La plupart des promoteurs de projets sont des établissements ou services chargés du patrimoine et des partenaires d'organismes du secteur de la jeunesse (la moitié dans le secteur public et l'autre moitié dans le secteur bénévole).



## INITIATEUR

Autorité nationale : Direction générale des patrimoines  
au ministère de la Culture



## LEÇONS APPRIS

Tous les domaines concernés œuvrent en faveur des groupes défavorisés : chaque année, ce dispositif, piloté par le ministère de la Culture et le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), touche plusieurs milliers de jeunes inscrits dans les centres communautaires, les maisons des jeunes et de la culture, les centres de loisirs et les centres communautaires ruraux. Organisé en dehors des heures de classe, « C'est mon patrimoine ! » a mobilisé plus de 420.000 jeunes depuis 2005.

Approche intégrée et inclusive : les sites patrimoniaux, qui sont répartis sur l'ensemble des territoires concernés, sont un moyen d'éducation artistique et

culturelle ; ils sont une occasion de faire des visites, d'étudier les œuvres, de réaliser des activités artistiques et culturelles et de transmettre des valeurs patrimoniales.

Forger des partenariats locaux : ces projets, menés au niveau territorial, permettent à un grand nombre d'acteurs de dialoguer, de confronter leurs expériences et de partager des informations sur la conception et la mise en œuvre d'un projet artistique et culturel qui bénéficiera aux générations futures.

## OBSTACLES / BARRIÈRES

Informations non communiquées.



## SOURCE DE FINANCEMENT

Financement public

### RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR LE FINANCEMENT

Le programme est coordonné, au niveau national, par la Direction générale du patrimoine au ministère de la Culture et par la Commission générale pour l'égalité territoriale qui poursuivent leurs objectifs communs, à savoir la cohésion sociale, l'accès à la culture et la contribution à la démocratisation culturelle. Au niveau régional, il est piloté par les directions régionales de la culture et les di-

rections régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale dans le cadre d'un partenariat dynamique s'inscrivant dans la politique urbaine, en collaboration avec les directions départementales de la cohésion sociale et de la protection de la population. En 2018, le ministère de la Culture et la Commission générale pour l'égalité territoriale ont sensiblement augmenté leur soutien financier au programme. Les fédérations d'éducation populaire participent au projet au niveau national (coordination et communication), régional voire local. Le

projet s'appuie également sur des partenariats locaux et nationaux avec le Centre des monuments nationaux et diverses institutions dans tous les domaines du patrimoine. Les collectivités locales et régionales peuvent également être associées au programme, soit financièrement, soit en tant que promoteurs de projets.

# ANNEXE I

## MÉTHODOLOGIE / CRITÈRES DE SÉLECTION

### L'INITIATEUR

**« L'initiateur » est celui qui met un projet en marche, qui rassemble les parties prenantes et qui est souvent responsable de l'initiative. Une initiative peut être lancée au niveau local, régional ou national, voire international.**

Sous les auspices de la Présidence française du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (mai-novembre 2019), la Division de la culture et du patrimoine culturel du Conseil de l'Europe a élaboré, avec nos partenaires français du ministère de la Culture, une publication intitulée « La collection dorée » des bonnes pratiques relatives à la Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle (Stratégie 21. Les 15 États membres ont donc soumis un certain nombre de bonnes pratiques qui illustrent des initiatives de grande qualité. Trente-deux d'entre elles ont été choisies afin d'être publiées, conformément aux 32 recommandations de la Stratégie.

### MOTIVATION / MÉTHODOLOGIE

**La motivation qui sous-tend une initiative donne une raison de travailler d'une certaine manière. En d'autres termes, la motivation donne le « pourquoi » et la méthodologie le « comment ». Des exemples de motivation sont donnés par les défis qui sont à relever dans le cadre de la Stratégie 21. Les pistes d'action associées aux recommandations de la Stratégie 21 donnent des exemples de méthodologie.**

Parmi les milliers d'initiatives qui ont lieu chaque année en Europe, comment reconnaître celles qui comptent ? Il est essentiel de bien souligner en quoi elles sont innovantes. En clair, les initiatives/exemples

présentés dans cette publication sont « ascendantes » (ou du moins équilibrées, avec des approches « descendantes ») et elles apportent un changement en termes de pratique de la démocratie dans le contexte des enjeux actuels.

Chaque initiative doit exprimer la motivation des personnes tout au long de la réalisation du projet. Il convient non seulement de souligner l'importance du changement et d'une approche innovante, mais aussi les obstacles rencontrés et, surtout, les enseignements tirés.

### OBSTACLES / BARRIÈRES

**Le recensement des obstacles et des barrières est une partie importante de toute initiative et constitue une source d'information précieuse pour les « initiateurs ». Il peut s'agir de questions de financement, d'un manque de connaissances, d'un manque de temps, de défis technologiques ou de difficultés à faire participer les intervenants.**

En ce qui concerne la collecte de bonnes pratiques pour cette publication, plusieurs États membres ont rencontré certains obstacles : par exemple, des problèmes de collecte d'informations, des lacunes dans les connaissances méthodologiques de la gestion des projets, des problèmes linguistiques et rédactionnels, une communication/coopération réduite entre les différentes parties prenantes.

### CHANGEMENT/IMPACT

**La volonté de faire bouger les choses est au cœur de toute initiative. La Stratégie 21 fournit un cadre pour produire un impact dans trois secteurs : social, économique et territorial, et savoir et éducation.**

Certaines initiatives ont donné des résultats dans plusieurs de ces secteurs et se sont avérées bénéfiques pour leur pays d'origine, en créant non seulement des plateformes d'échange pour améliorer la gestion du patrimoine, mais aussi des plans d'action à long terme assurant la pérennité des projets. Les normes de la Stratégie 21 placent le Conseil de l'Europe au cœur de l'évaluation et de la gestion de la qualité du patrimoine en Europe et montrent que celui-ci joue un rôle déterminant pour chacun d'entre nous et qu'il est un instrument favorisant la revitalisation, le développement durable et l'instauration de démocraties saines.

### LEÇONS APPRISES

**Les leçons tirées de l'expérience de la gestion d'une initiative peuvent être directement transposables à d'autres situations et d'autres lieux. Le partage de ces savoirs est donc très précieux. Les leçons apprises peuvent concerner le travail effectué dans l'intérêt public, l'établissement de relations, la souplesse, le soutien, la formation, la recherche d'un équilibre entre la base et le sommet, l'encouragement à la participation, la transparence et la création de liens entre le patrimoine matériel et immatériel.**

Sur la base de cette expérience, de ces savoirs et de cette méthodologie, nous devrions profiter pleinement de cette occasion pour placer le patrimoine au cœur de projets transversaux qui abordent des questions contemporaines majeures, comme le changement démographique, les migrations, les crises socio-économiques et le changement climatique.

# ANNEXE II\*

## STRATÉGIE POUR LE PATRIMOINE CULTUREL EN EUROPE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE : COMPOSANTES, DÉFIS ET RECOMMANDATIONS

Chaque composante de la stratégie européenne du patrimoine culturel au XXI<sup>e</sup> siècle est liée à une série de défis, dont certains interagissent avec l'une ou l'autre des deux autres composantes. Un certain nombre de recommandations ont été formulées pour relever ces défis. La Stratégie précise qu'il appartient à chaque État de mettre en œuvre ces recommandations en fonction de ses priorités, de ses moyens et de ses ressources. Les défis et les recommandations sont liés aux trois composantes et sont identifiés comme suit :

### LA COMPOSANTE « SOCIALE » (S)

- La « composante sociale » mobilise les atouts du patrimoine pour la promotion de la diversité, l'autonomisation des communautés du patrimoine et la gouvernance participative.
- La « composante sociale » porte sur les relations du patrimoine avec les sociétés, la citoyenneté, la transmission et le partage des valeurs démocratiques par des méthodes de gouvernance participative et la bonne gouvernance au moyen d'une gestion participative.

#### Recommandations

- S1.** Mieux impliquer les citoyens et les collectivités locales dans la valorisation de leur patrimoine du quotidien.
- S2.** Rendre le patrimoine plus accessible.
- S3.** S'appuyer sur le patrimoine pour affirmer et transmettre les valeurs fondamentales de l'Europe et de la société européenne.

- S4.** Valoriser le patrimoine comme lieu de rencontre et vecteur de dialogue interculturel, de paix et de tolérance.
- S5.** Évaluer les pratiques et procédures de participation citoyenne.
- S6.** Créer un cadre approprié permettant aux communautés et aux collectivités locales d'agir au profit de leur patrimoine et de sa gestion.
- S7.** Développer et valoriser des programmes participatifs d'identification du patrimoine.
- S8.** Stimuler les initiatives des collectivités locales et de la population pour réhabiliter le patrimoine.
- S9.** Soutenir les projets intergénérationnels et interculturels en faveur du patrimoine.
- S10.** Faciliter et favoriser les partenariats (public et privé) pour des projets de conservation et de valorisation du patrimoine culturel.

#### Défis à relever

- 1.** Vivre en paix.
- 2.** Améliorer la qualité de vie.
- 3.** Contribuer au bien-être et à la bonne santé des individus.
- 4.** Préserver la mémoire collective.
- 5.** Établir une bonne gouvernance.
- 6.** Favoriser la gestion participative.
- 7.** Optimiser la mise en œuvre des conventions.
- 8.** Favoriser une approche inclusive du patrimoine.

### LA COMPOSANTE « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TERRITORIAL » (D)

- La composante « développement économique et territorial » vise à renforcer la contribution du patrimoine au développement durable, en se fondant sur les ressources locales, le tourisme et l'emploi.
- La composante « développement territorial et économique » porte sur les relations du patrimoine culturel avec le développement territorial, l'économie et la gouvernance territoriale, dans le respect des principes du développement durable.

#### Recommandations

- D1.** Promouvoir le patrimoine culturel comme ressource et faciliter les investissements financiers.
- D2.** Soutenir et promouvoir le secteur du patrimoine, générateur d'emplois et d'activités économiques.
- D3.** Valoriser les métiers et les professionnels du patrimoine.
- D4.** Développer des évaluations d'impact sur le patrimoine dans le cadre de projets de réhabilitation, de construction, d'aménagement et d'infrastructures.
- D5.** Encourager la réutilisation du patrimoine.
- D6.** Garantir la prise en compte du patrimoine dans les politiques de développement, d'aménagement du territoire, d'environnement et d'énergie.
- D7.** Prendre en compte le patrimoine dans la politique de développement du tourisme durable.
- D8.** Conserver, restaurer et valoriser le patrimoine en s'appuyant davantage sur les nouvelles technologies.

\* Cette annexe se fonde sur la Recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux États membres sur la Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle CM/Rec(2017)1).



- D9.** Utiliser des techniques innovantes pour présenter le patrimoine culturel au public, tout en préservant son intégrité.
- D10.** S'appuyer sur le patrimoine culturel pour caractériser un territoire et renforcer son attractivité et son renom.
- D11.** Développer de nouveaux modèles de gestion garantissant au patrimoine de bénéficier des retombées économiques qu'il génère.

#### Défis à relever

1. Construire une société plus inclusive et cohésive.
2. Développer la prospérité de l'Europe en s'appuyant sur ses ressources patrimoniales.
3. Assurer à la population européenne un cadre de vie de qualité, en harmonie avec son environnement culturel et naturel.
4. Mettre en œuvre le principe de la conservation intégrée.
5. Garantir la prise en compte du patrimoine dans les stratégies et les programmes du développement territorial durable.
6. Renforcer les capacités des services publics pour répondre aux enjeux de l'aménagement durable du territoire par un meilleur usage du patrimoine.
7. Préserver et développer les capacités des services publics à répondre aux enjeux du patrimoine.
8. Développer l'utilisation et la réutilisation du patrimoine.

#### LA COMPOSANTE « CONNAISSANCES ET ÉDUCATION » (K)

- La « composante de la connaissance et de l'éducation » rencontre les enjeux de l'éducation, de la recherche et de la formation tout au long de

la vie, grâce au patrimoine, au moyen de la création de centres de connaissances du patrimoine et de formation aux métiers du patrimoine, au moyen de programmes d'enseignement, de formation et de recherche adaptés.

- La composante « connaissance et éducation » porte sur les relations entre le patrimoine et la connaissance partagée, qui va de la sensibilisation à la recherche, en passant par la formation.

#### Recommandations

- K1.** Mieux intégrer l'éducation au patrimoine dans les cursus scolaires.
- K2.** Mettre en œuvre des mesures incitant les jeunes à « pratiquer » le patrimoine.
- K3.** Encourager la créativité pour captiver le public du patrimoine.
- K4.** Assurer une formation optimale des intervenants non professionnels et des professionnels d'autres secteurs associés au patrimoine.
- K5.** Diversifier les systèmes de formation des professionnels du patrimoine.
- K6.** Développer des banques de connaissance sur les matériaux, les techniques et les savoir-faire.
- K7.** Garantir la transmission des savoirs et des savoir-faire des métiers du patrimoine.
- K8.** Garantir les compétences des professionnels travaillant sur le patrimoine classé.
- K9.** Développer des programmes d'étude et de recherche en phase avec les besoins du secteur et en partager les résultats.
- K10.** Favoriser et encourager le travail en réseau.
- K11.** Explorer le patrimoine comme source de connaissances et d'inspiration.

Pour de plus amples informations, se référer à la Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la Stratégie pour le patrimoine culturel en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle (CM/Rec(2017)1 (adoptée par le Comité des Ministres le 2<sup>e</sup> février 2017 à la 1278<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres).

#### Défis

1. Contribuer à une société de la connaissance partagée.
2. Identifier, conserver, transmettre et partager les savoirs et les savoir-faire patrimoniaux.
3. Sensibiliser aux valeurs véhiculées par le patrimoine.
4. Assurer aux acteurs du patrimoine un accès à une formation permanente tout au long de la vie.
5. Garantir un haut niveau technique pour l'ensemble des métiers du patrimoine et de l'artisanat.
6. Soutenir, renforcer et valoriser la coopération intergouvernementale.
7. Encourager la recherche concernant le patrimoine.
8. Faire adhérer les jeunes à la cause patrimoniale.

# ANNEXE III

## PARTAGE D'EXPÉRIENCES – SITES INTERNET DE RÉFÉRENCE

### CONSEIL DE L'EUROPE

Journées européennes du patrimoine

<http://www.europeanheritagedays.com/Home.aspx>

Itinéraires culturels

<https://www.coe.int/en/web/cultural-routes>

Écoles du patrimoine

<https://www.coe.int/fr/web/culture-and-heritage/-/heritage-schools>

Adopter un monument : (Adopt a monument)

<https://www.coe.int/en/web/culture-and-heritage/-/adopt-a-monument>

La campagne de 1975 « L'Europe un patrimoine commun » (« Europe, a common heritage » campaign)

<http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=9024&lang=fr> (FR only)

### COMMISSION EUROPÉENNE / EUROPEAN COMMISSION / UNION EUROPÉENNE

L'Année européenne du patrimoine culturel 2018

[https://europa.eu/cultural-heritage/node/2\\_en](https://europa.eu/cultural-heritage/node/2_en)

Nuit européenne des musées

<http://traduction.culture.gouv.fr/url/Result.aspx?to=en&url=https%3A%2F%2Fnuitdesmusees.culture.gouv.fr%2F>

Journées européennes de l'Opéra

<http://www.opera-europa.org/en>

Journée de l'Europe

[https://europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day\\_en](https://europa.eu/european-union/about-eu/symbols/europe-day_en)

Journée européenne des langues

<https://www.coe.int/en/web/portal/26-september-european-day-of-languages>

Prix Europa Nostra de l'UE pour le patrimoine culturel

<http://www.europanostra.org/>

### UNESCO

Patrimoine

<https://whc.unesco.org/en/patrimoino/>

Patrimoine mondial

<https://whc.unesco.org/en/about/>

Forum européen des jeunes professionnels du patrimoine

<https://ich.unesco.org/en/news/call-for-participants-european-young-heritage-professionals-forum-closed-13207>

Patrimoine immatériel

<https://ich.unesco.org/en/what-is-intangible-heritage-00003>

### AUTRES PROJETS PERTINENTS

Adopt a garden (« Adopter un jardin »)

<https://www.jardinons-alecole.org/adopez-un-jardin-action-pedagogique-jardinage-a-l-ecole.html>

"The class, the work (of art) !" ("La classe, l'œuvre !")

<https://www.reseau-canope.fr/la-classe-loeuvre/accueil.html>

Europe from one street to another (« L'Europe d'une rue à l'autre »)

<http://www.mufa.be/UserFiles/File/ERAL-Jurion.pdf>

European Artistic Crafts Days (Journées européennes des métiers d'art)

<https://www.journeesdesmetiersdart.fr/retrouvez-toute-la-programmation-de-nos-partenaires-europeens>



## ST21 est un outil puissant qui exprime la passion au service du patrimoine culturel et facilite la mise en place d'initiatives favorables au principe de la gestion inclusive du patrimoine !

Lorsque nous parlons de patrimoine, nous entendons souvent des mots comme : patrimoine vivant, savoir, diversité, continuité, fierté, respect, sentiment d'appartenance et d'identité, partage, dialogue, communauté, inclusion ou communication avec les autres. Mais nous entendons surtout les mots amour, passion et enthousiasme, des mots qui donnent un sens réel à la notion de patrimoine. Cette passion doit être partagée et vécue, et dans l'idéal, avoir un impact dans les secteurs social, économique et éducatif. C'est ainsi que nous faisons bouger les choses avec le patrimoine. En valorisant notre patrimoine et en faisant partie de notre propre patrimoine, nous comprenons mieux la richesse, la diversité et la créativité des autres, ce qui constitue la base du respect interculturel et du dialogue mutuel pour construire une démocratie saine.



[www.coe.int](http://www.coe.int)  
[www.coe.int/strategy21](http://www.coe.int/strategy21)

Le Conseil de l'Europe est la première organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont 28 sont membres de l'Union européenne.

Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'Homme, un traité destiné à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme supervise la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.



PRÉSIDENCE FRANÇAISE  
FRENCH PRESIDENCY

2019 MAI - NOVEMBRE  
Conseil de l'Europe  
Council of Europe



COUNCIL OF EUROPE  
CONSEIL DE L'EUROPE

